
André Gorz

Capitalisme
Socialisme
Écologie

Désorientations
Orientations

DU MÊME AUTEUR

Chez le même éditeur

Critique du capitalisme quotidien, 1973.

Écologie et Politique (épuisé), 1975.

Fondements pour une morale, 1977.

Écologie et liberté, 1977.

Adieux au prolétariat, 1980.

Les chemins du paradis, 1983.

Métamorphoses du travail, 1988.

Aux éditions du Seuil

Le traître, préface de Jean-Paul Sartre, 1958 et 1978.

La morale de l'histoire, 1959.

Stratégie ouvrière et néocapitalisme, 1964.

Le socialisme difficile, 1967.

Réforme et révolution, 1969.

Critique de la division du travail, ouvrage collectif, 1973.

Écologie et politique (édition refondue et augmentée), 1978.

Adieux au prolétariat (édition augmentée), 1981.

ANDRÉ GORZ

**CAPITALISME
SOCIALISME
ÉCOLOGIE**

**Désorientations
Orientations**

Postface
d'Otto Kallscheuer

GALILÉE

© éditions Galilée, 1991
ISBN 2-7186-0383-6
ISSN 0152-3678

Préface

En tant que système, le socialisme est mort. En tant que mouvement et force politique organisée, il agonise. Tous ses buts naguère proclamés sont périmés. Les forces sociales qui le portaient sont en voie de disparition. Le socialisme a perdu sa dimension prophétique, sa base matérielle, son « sujet historique » ; sa philosophie du travail et de l'histoire est démentie par l'Histoire et par les changements techniques qui conduisent à l'extinction sinon du prolétariat, du moins de la classe ouvrière.

Les effectifs de la classe ouvrière industrielle ont diminué de 44 % en Grande-Bretagne, de 30 % en France, de 24 % en Suisse, de 18 % en Allemagne occidentale entre 1961 et 1988. Le tiers ou même la moitié de tous les emplois industriels ont été supprimés en l'espace de douze ans (1975-1986) dans plusieurs pays d'Europe. Durant ces douze années, l'industrie française a supprimé à peu près autant d'emplois qu'elle en avait créés entre 1890 et 1968¹.

Pendant la même période, un grand nombre d'emplois ont été créés dans les services ; mais ces emplois sont souvent à temps partiel et/ou précaires, faiblement qualifiés, sans chances d'évolution professionnelle et sans rapport avec ce qui, dans les doctrines socialistes, faisait l'essence et la valeur du travail et des travailleurs. Tout se passe comme si la classe ouvrière industrielle avait reculé au profit d'un prolétariat post-industriel, en grande partie féminin, qui, en raison de la précarité de sa condition et de la nature de ses tâches, ne peut dériver de son travail ni identité sociale ni vocation à exercer le pouvoir économique, technique ou politique.

Bref, le travail a changé, les « travailleurs » aussi. Quelle proportion des actifs songerait encore à définir son identité à partir

de son travail et de sa vie de travail ? Quelle proportion place encore son travail au centre de sa vie ? La France est un des rares pays à ne pas vouloir connaître la réponse à ces questions : aucun journal, institut de sondage, syndicat, organisme patronal, ministère, centre de recherche universitaire, n'enquête sur la manière dont évoluent les attitudes vis-à-vis du travail, les idées sur le travail et la vie. Je prends donc le résultat de la plus récente enquête publiée en Allemagne occidentale où les relations et les conditions de travail sont pourtant notoirement meilleures qu'en France : pour 15 % seulement des personnes interrogées (35 % des cadres dirigeants), la vie professionnelle demeure prioritaire par rapport à la vie personnelle. Pour l'immense majorité, le travail n'est plus la vie. La vie n'est plus dans le travail. Ni qualitativement, ni quantitativement.

Du point de vue quantitatif, on commence sa vie de travail plus tard, la cesse plus tôt, l'interrompt plus fréquemment ; en même temps, la durée *annuelle* du travail à *plein temps* est tombée de 2 150 heures en 1960 à 1 650 heures en 1990, dont il faut encore défalquer environ 150 heures annuelles d'arrêt-maladie. Soit, en trente ans, une diminution de 23 % de la durée individuelle annuelle du travail à *plein temps*. Or, durant ces trente ans (je reprends les chiffres allemands), le volume annuel de travail (c'est-à-dire le nombre total des heures travaillées par tous les actifs) diminuait de 28 %, cependant que la production par heure de travail était multipliée par trois et que le chômage – ou plutôt l'impossibilité de « gagner sa vie » – prenait des proportions préoccupantes.

Qu'est-ce, dans ces conditions, qu'une perspective de gauche ? Que signifie, dans ces conditions, « être socialiste » ? Si c'est lutter pour l'émancipation des *travailleurs*, alors les socialistes ne sont plus que les porte-parole idéologiques et élitistes de ces 15 % qui se définissent encore, avant tout, par leur travail, qui se sentent avant tout travailleurs et vivent leur travail comme une activité au moins potentiellement épanouissante et créatrice. Dira-t-on alors que le socialisme doit précisément faire de *tout* travail une activité créatrice et épanouissante ? Je veux bien, à condition qu'on n'oublie pas que le travail-emploi, le travail productif rémunéré, occupe une proportion de plus en plus rapidement décroissante de notre temps (un

cinquième de notre vie éveillée) et que les activités non rémunérées, qu'elles soient nécessaires ou librement choisies, privées ou sociales, ne peuvent sans abus être assimilées à ce « travail » à partir duquel s'est constituée la conscience d'appartenir à la classe ouvrière et d'avoir, en tant que travailleur, des intérêts opposés à ceux du capital². Tout travail n'est pas travail au même sens du terme. Tout travail n'est pas source d'identité sociale ni d'appartenance de classe.

Comment faut-il concevoir, dans ces conditions, la place future du travail-emploi dans la vie des individus et de la société ? Quel est l'avenir d'une civilisation dont les techniques de plus en plus efficaces créent de plus en plus de richesses avec de moins en moins de travail ? La sortie de la société salariale peut-elle s'opérer sans que la société tout court soit disloquée par les antagonismes des nantis de plus en plus opulents et des exclus de plus en plus nombreux ? Peut-on sauver la société salariale en multipliant les emplois que qualifiaient d'improductifs les pères fondateurs de l'économie politique ? Peut-on la sauver en continuant indéfiniment de monétariser, de professionnaliser, de transformer en emplois salariés jusqu'aux activités quotidiennes et élémentaires de la vie ? Ou faut-il trouver une source d'activité et un mode d'intégration sociale autres que le salariat ; projeter, au-delà de la société de plein emploi, une société de « pleine activité » dans laquelle le revenu de chacun ne sera plus le prix auquel il *vend* son travail ?

La sortie de la société salariale ne met-elle pas en question, dans tous les cas, le capitalisme en tant que système économique et social ? N'est-ce pas faute d'être formulée, maîtrisée, assumée par un projet politique, que cette mise en question prend la forme négative de la désorientation, de l'absence de perspectives, du sentiment d'insécurité et d'inanité ? La question du dépassement du capitalisme vers une société dans laquelle les valeurs économiques d'efficacité, de rentabilité, de compétitivité cesseraient d'être dominantes, et qui *servirait* de l'économie en vue de ses fins supérieures propres au lieu d'avoir à *la servir*, n'apparaît-elle pas plus actuelle que jamais après l'effondrement du soviétisme ?

Le terme « socialisme » ne désigne plus aucun *ordre social* existant ni même aucun *modèle de société* réalisable à court ou à long

terme. La perspective et la référence socialistes ont-elles pour autant perdu tout sens ? Pouvons-nous oublier que le capitalisme domine l'économie mondiale sans avoir besoin, pour cela, d'offrir un *ordre* social ou un *modèle* de société au monde ? Est-il permis d'oublier que nos sociétés *sont* des sociétés capitalistes et que le socialisme n'a pas à se définir à partir d'un autre système social existant ailleurs : il se définit comme opposition au capitalisme, c'est-à-dire comme critique radicale de formes de société dans lesquelles le rapport des forces sociales, les processus de décision, la technique, le travail, la civilisation quotidienne, les modèles de consommation et de développement portent l'empreinte d'un souci de rentabilité aussi grande que possible.

L'abandon de la référence au socialisme conduirait à abandonner aussi toute référence à un désirable au-delà du capitalisme, à accepter celui-ci comme « naturel » et indépassable, à discourir avec un naïf idéalisme de la démocratie et de la justice tout en traitant comme quantité négligeable la matrice économico-matérielle du capital qui, parce qu'il exige nécessairement la rentabilité avant tout, ne peut s'empêcher d'être source de domination, d'aliénation et de violence.

Aussi longtemps que nous ne disposerons pas d'un autre terme pour désigner le dépassement du capitalisme (dépassement qu'il ne faut pas confondre, j'y reviendrai encore, avec l'abolition du capital), la référence au socialisme devra être maintenue, à condition toutefois de le redéfinir. C'est dans ce même sens qu'argumente Jürgen Habermas lorsqu'il écrit que le socialisme, en tant que « autocritique radical-réformiste [de la] société capitaliste », « ne disparaîtra qu'avec l'objet de sa critique », à savoir : « Lorsque la société critiquée sera transformée au point qu'elle saura saisir l'importance et prendre au sérieux tout ce qui n'est pas exprimable en prix d'achat ou de vente³. »

Tels sont quelques-uns des thèmes abordés dans ce volume. La plupart des textes qui le composent ont d'abord paru en Allemagne, la crise du travail et de la civilisation du travail y étant, depuis dix ans, au centre d'un débat d'idées. Ce débat, auquel les Verts allemands auront donné une impulsion décisive, a pénétré

profondément toutes les composantes de la gauche – les syndicats, le Parti social-démocrate (SPD), les sociaux-chrétiens –, est un thème permanent de colloques et de séminaires, organisés par les universités, les Églises, les municipalités... En Allemagne, la gauche classique est désormais convaincue qu'elle n'a pas d'avenir si elle continue à s'identifier avec le « monde du travail » ; mieux, que la société industrielle est parvenue à un seuil où il lui faut changer de paradigme ou périr par les effets mêmes de son développement.

En France, ces thèmes sont refoulés. Comme si elle était un pays pré-industriel et dépendant, l'idéologie dominante y pose non pas la question de l'avenir du travail et de la civilisation industrielle, mais seulement celle du « rang de la France » parmi les nations industrialisées. La préoccupation principale n'y concerne pas les enjeux historiques et le sens possible d'une mutation technoscientifique qui élimine massivement du travail humain et en change la nature, mais la compétitivité de l'industrie française avec l'allemande, en particulier. Ce souci constant de « rattraper », d'égaliser, d'imiter un pays perçu comme concurrent rend aveugle aux problèmes sociétaux et de civilisation que le « concurrent », en raison même de sa réussite industrielle, est contraint de se poser – à moins qu'il ne serve d'alibi pour ignorer des questions qui se posent également en France. Les éluder serait se condamner sûrement à être, une fois encore, en retard d'une modernisation.

1

Désorientations Orientations

1. Les systèmes dits du « socialisme réel » se sont effondrés ; la guerre froide est finie ; l'Occident a remporté la victoire. Sur qui ? Sur quoi ? Sa victoire est-elle une victoire de la démocratie ? Une victoire du capitalisme ? Pouvons-nous avoir confiance désormais en l'avenir et nous dire : notre système social s'est révélé solide et durable, il offre à l'humanité l'espoir d'une solution à ses problèmes présents et futurs, il peut servir de modèle ?

Sa supériorité, relative et partielle, ne tiendrait-elle pas plutôt à son instabilité, à sa diversité, à son aptitude à se développer, à se transformer, à se remettre en question, qui à leur tour tiennent à ses multiples contradictions internes, à sa multiformité complexe, comparable à celle d'un écosystème, qui fait éclater continuellement de nouveaux conflits entre forces partiellement autonomisées et qui ne se laissent ni contrôler ni mettre une fois pour toutes au service d'un *ordre* stable ?

Vers quoi cette société complexe continue-t-elle de se développer, de se transformer, de se différencier ? En direction de milliers de marchés partiels, de moins en moins transparents, maîtrisables, gouvernables ? Ou, au contraire, dans la direction, opposée, d'une maîtrise de la logique et des forces du marché ? Ou dans les deux à la fois, en un processus tourbillonnaire ? Ou dans nulle direction discernable, c'est-à-dire vers un désordre sans queue ni tête, une

barbarie chaotique (à la manière de maintes mégapoles nord- et sud-américaines) ?

Une société peut-elle se perpétuer sans direction, ni orientation, ni but, ni espoir ? Peut-elle se perpétuer quand son obsession permanente des performances et de l'efficacité économiques ont pour but suprême un surcroît de confort ? Une proportion croissante d'hommes et de femmes ne sera-t-elle pas tentée alors de chercher dans des systèmes de pensée abstraitement religieux, voire intégristes, un refuge contre cette absence d'orientation et d'espoir ?

Après le déclenchement de la guerre du Golfe, la vague néopacifiste la plus forte depuis dix ans a balayé l'Europe, y compris, cette fois, la France. « No blood for oil », « plus jamais ça », « la paix maintenant », « cessez-le-feu immédiat », « pas un franc pour des armes », « US go home » et – sur un calicot géant porté par des lycéens de Hambourg – « Nous avons peur » étaient quelques-uns des slogans. Peur de quoi, de qui, peur depuis quand ? Peur d'une tyrannie sanguinaire qui, appuyée sur son SS et sa gestapo, donnait, selon l'exact modèle de l'État nazi, un habillage raciste, militariste et conquérant à sa politique de modernisation forcée ? Peur de l'incapacité de l'Europe de sortir de l'ombre tutélaire des États-Unis pour mener, avec ses propres moyens (diplomatiques, économiques, militaires) une politique mondiale répondant au désir d'émancipation des peuples du Sud ? Peur de la facilité avec laquelle la gauche alternative, les Verts, les communistes et l'extrême droite avaient pu se retrouver avec les néo-pacifistes dans un front commun pour désigner le seul impérialisme américain comme ennemi de l'humanité, de la liberté et de la paix entre les peuples ? Ou peur que la paix ne soit sauvée par les concessions et la mansuétude face à une armée de tortionnaires et de pillards ? Sur quelles valeurs communes a donc pu se fonder un front allant de Chevènement à Le Pen, de la gauche alternative au Club de l'Horloge, des Verts au PCF, de la IV^e Internationale aux gaullistes historiques ?

2. L'Occident est victorieux ; il n'existe pas d'autre système économique que le capitalisme. Les pauvres gens d'Europe centrale et

orientale l'ont appelé de leurs vœux pendant des décennies. Ils croyaient qu'avec l'effondrement du « socialisme réel », ils allaient entrer dans le royaume de la liberté, de la prospérité, de la sécurité et de la justice. Ils s'étaient empressés de voter à droite, pensant que la droite représentait le conservatisme, la sécurité, le bien-être individuel, l'ordre social et moral fondé sur les valeurs traditionnelles. Mais non, la droite représente le marché, la compétition, les contraintes productivistes, la passion du profit et l'amour du gain, l'écrasement des plus faibles, le démantèlement de la Sécurité sociale et des services publics, le chômage pour un tiers, bientôt peut-être pour la moitié des actifs de l'ex-RDA, entre autres. Ils ont été délivrés de l'ordre totalitaire ? C'est bien. Et maintenant, « la liberté pour quoi faire ? ».

Le capitalisme ne s'accommode pas d'un ordre social stable. Cette constatation se trouvait déjà dans le *Manifeste communiste* : « Tout ce qui est solide se dissout dans l'air » ; ce qui résiste au changement sera impitoyablement balayé. La sécurité, la stabilité, le salut ne peuvent avoir d'existence qu'imaginaire, mythique, religieuse. La nation, le sentiment national, le nationalisme remplissent le vide qu'a laissé la disparition de l'ordre social-communautaire enraciné dans la tradition. L'« identité » disparue avec cet ordre ne peut plus exister que sous la forme d'une auto-affirmation vide de contenu, d'un « nous c'est nous » : le Bien c'est nous, le Mal vient d'eux, ils sont coupables, eux, de la perversion des mœurs, de la décadence de la nation, de la disparition de la cohésion national-communautaire. Protégeons-nous contre eux, faisons de notre identité les murs d'une forteresse imprenable.

Eux : Turcs, Arabes, Juifs, Slaves, Américains ici – chrétiens, Juifs (encore), Américains (encore), Arméniens, Kurdes là-bas... La modernisation forcée a provoqué la fuite vers les formes d'appartenance et les idéologies pré-modernes, nationalistes-religieuses, dans l'Est de l'Europe, au Proche et au Moyen-Orient, dans le Sud – mais pas seulement la modernisation forcée. En Occident, le même mouvement de fuite accueille la poursuite d'un processus de modernisation commencé il y a trois siècles et qui s'accélère à travers l'informatisation, la digitalisation, la mode, le

marché, le rap, l'instant Food, l'instant Sex, la dissolution de tous les liens, de toutes les sécurités, de toutes les formes d'appartenance, de communauté, de solidarité, de stabilité.

Un pays, un peuple symbolisent, aux yeux du radicalisme de gauche comme du radicalisme de droite, toutes les perversions et tous les défauts dont « Eux » ont corrompu le monde. Ce pays, incarnation de l'étranger détestable, de l'Autre satanique, est l'« Amérique ». Car « Amérique » signifie « melting pot », perte de l'identité ethnique, mélange de races et de cultures, hyper-mobilité, désintégration de l'ordre traditionnel, décadence des élites et des valeurs nobles, domination du capital apatride et des puissances d'argent, individus abandonnés à eux-mêmes, sans filet de protection sociale. L'« Amérique », c'est nous-mêmes en tant qu'Autres.

Rien n'est plus proche de l'aspiration nostalgique des intégristes religieux et des nationalistes d'extrême droite à un ordre qui reconstitue l'unité de la religion et de la vie, du travail et de la morale, de l'individu et de la communauté nationale, que l'aspiration nostalgique des extrêmes gauches à une société communautaire ; rien, aux yeux des uns et des autres, n'est plus haïssable que l'individu émancipé, répondant de lui-même avec un sens radicalement critique (catholique ou protestant, juif ou athée) de son autonomie. L'ennemi, en fin de compte, est toujours la modernité, c'est-à-dire l'émancipation des individus relevés des obligations et de la place immuables que leur assignait l'ordre social hiérarchisé.

La critique radicale de la société et de la civilisation américaines, telle qu'on la trouve notamment chez Herbert Marcuse, n'est pas en cause ici ; ni la lutte contre l'impérialisme des États-Unis. Ce qui est en cause, ce sont les non-dits idéologiques qui, à gauche comme à droite, tirent cette critique et cette lutte dans le sens d'un procès d'intention et d'une dénonciation systématiques.

3. Avec le socialisme (ir)réel s'est aussi effondré, à l'Est, quelque chose qui, depuis, y manque douloureusement : la part de confort moral que procure, même oppressive, une vie réglée par un ordre stable – et l'espoir d'un avenir différent qui, ailleurs, était déjà

réalité : notre réalité. Cette réalité des sociétés occidentales qui se dévoile à ceux qui y accèdent comme cruellement dénuée d'orientation, de perspective d'avenir, d'ouverture sur des buts dont la poursuite serait pour tous une entreprise chargée de sens. La peur de l'avenir, le retrait vers la vie privée, le désespoir n'ont pas leur raison profonde dans le trou d'ozone et l'effet de serre, ni même dans la crainte justifiée des conséquences imprévisibles d'une guerre même locale ; mais plutôt dans l'absence de perspective et de projet de cette société, dans l'impossibilité de prolonger longtemps encore sa façon de faire et de vivre – et cela sur le plan mondial aussi bien que sur le plan local ; dans la désintégration de la cohésion et des liens sociaux vécus ; dans la crise de la socialisation, la compétition rageuse entre candidats à un emploi – tout cela qui fait l'impuissance des individus face à des processus autonomisés et à des puissances sans visage et qui fait naître des protestations et des haines impuissantes, des exaltations abstraites de la force pure, des passions « identitaires » nationalistes-racistes ou des religiosités pointilleuses.

Les raisons de cette impuissance sont bien évidemment à chercher dans la complexité incontrôlable, incompréhensible d'un système social dont les appareils et les processus de production et de reproduction autonomisés menacent l'existence individuelle jusque dans les bases naturelles de la vie. Mais en disant cela – « le système est mauvais, il faut le supprimer radicalement » –, on n'a encore rien dit, rien de politique, en tout cas. Car il n'existe aucun système social différent, compréhensible, contrôlable et stable au profit duquel celui du capitalisme réel pourrait être supprimé ; ni un « sujet historique » susceptible de le supprimer. L'« alternative globale » que le communisme semblait offrir naguère a cessé d'être crédible dès les années 1950 – si tant est qu'elle le fût jamais.

Avec l'effondrement définitif du système soviétique ne s'est cependant pas seulement effondrée une variété de socialisme qui – ainsi qu'on peut le démontrer théoriquement – ne pouvait être « véritablement socialiste ». Avec le système soviétique s'est effondrée également la conception du socialisme (ou communisme) « authentique » définie par les pères fondateurs et qui continue de se manifester diversement sous la forme d'une *foi* quasi religieuse : de la

foi qu'il *doit* être possible de dépasser ce système social complexe, opaque, différencié, perpétuellement changeant pour retrouver la sécurité et l'intégration de sociétés pré-modernes, c'est-à-dire de sociétés dans lesquelles l'aliénation (terme qui désigne chez le jeune Marx les puissances sociales autonomisées se retournant contre les individus comme des forces inhumaines) sera supprimée ; l'unité du travail et de la vie, de la société et de la communauté, de l'individuel et du collectif, de la culture et de la politique, de l'économie et de la morale, rétablie ; dans laquelle les exigences fonctionnelles du système coïncideraient avec les buts de chacun et le sens de la vie de chacun avec celui de l'Histoire. Bref d'une société dans laquelle le pouvoir de l'État, le droit, l'économie, le politique et la culture n'auraient pas besoin d'instances ni d'institutions distinctes, car un ordre stable, juste et bon aurait été instauré une fois pour toutes, sans évolution possible : l'Histoire serait arrivée à son terme, les notions de progrès et de modernité n'auraient plus de sens.

Comme j'ai essayé de le montrer ailleurs⁴, cette société unifiée, totalement intégrée, devait, dans le cas du système soviétique, être édifée, sous la forme de la dictature du prolétariat, par l'industrialisation intégrale et permettre à l'individu de se reconnaître dans la collectivité, de s'identifier avec l'« ouvrier productif collectif », de se sentir un avec lui. L'unité indifférenciée du social et de l'individuel, de l'économique, du politique, du culturel et de l'éthique, telle qu'elle était postulée par le système, se trouvait cependant – comme il était à prévoir – en contradiction patente avec un appareil économique industrialisé, exigeant la différenciation, la complexité, la spécialisation technique, géographique et professionnelle, la division du travail à l'échelle du pays entier, les échanges entre entreprises, la prise en compte des besoins et des nécessités matérielles dans les décisions de production – bref des mécanismes de coordination, de péréquation, d'ajustement qui, dans le système capitaliste, opèrent par le biais des marchés et des rapports marchands des entreprises les unes avec les autres.

Rapports marchands et marchés présupposent cependant l'autonomie relative du sous-système économique ainsi que de la conduite des entreprises, la différenciation du système en sphères

distinctes (administrative, judiciaire, économique, politique, scientifique, etc.), le fonctionnement selon leurs lois propres de mécanismes régulateurs soustraits au pouvoir politique. Tout cela est incompatible avec un sujet macro-social indifférencié avec lequel les individus seraient appelés à se confondre totalement.

L'unité de la société communautaire, socialiste ou communiste, suppose que le fonctionnement du *système* social puisse être maîtrisé consciemment et volontairement selon les évidences intuitives de l'expérience vécue et des besoins ou intérêts de tous. Dans le cas d'un système industriel, cette maîtrise collective devait être assurée par les Plans quinquennaux. Ils devaient rendre compréhensible une machinerie sociale, opaque en raison de ses dimensions et de sa complexité ; et ils devaient traduire les objectifs d'ensemble à l'échelle du système en buts que tout le monde puisse faire siens. Or, comme il fallait s'y attendre, la maîtrise planifiée par laquelle le système dans son ensemble devait devenir intuitivement compréhensible, cette maîtrise exigeait un appareil administratif d'une complexité incompréhensible et non maîtrisable pour les individus. Cet appareil s'autonomisait vis-à-vis de la société et même vis-à-vis des instances politiques dirigeantes, opposant son inertie propre aux décisions venant d'en haut comme aux initiatives d'en bas. L'autonomisation du sous-système économique vis-à-vis de l'expérience et de la vie des individus qui, dans le capitalisme prend la forme des lois du marché, prenait ici la forme d'un appareil de planification autocratique et oppressif. L'aliénation était plus totale encore que dans le système de marché. Car, faute d'être différencié en sphères et en institutions capables d'interagir avec une relative autonomie, le système soviétique ne permettait pas l'ajustement des décisions politico-administratives aux conditions économiques réelles ni aux besoins ressentis. Le système était dépourvu d'une dynamique de développement propre, incapable de reproduire et, *a fortiori*, de maîtriser le degré de complexité et le taux d'innovation des sociétés industrielles capitalistes. Il présentait les défauts d'une société immobile pré-moderne en même temps que les défauts du capitalisme industriel, sans les avantages respectifs de l'un et de l'autre⁵.

4. Par ces remarques, j'entends seulement signifier qu'une société communautaire unifiée, de type pré-moderne, est impossible dans les conditions d'une économie industrielle, nécessairement complexe. Le « socialisme réel » démontrait l'échec inévitable, dans ces conditions, des tentatives tendant à rétablir l'unité de la raison et de la vie. Une société communautaire (communiste) unifiée ne pourrait être établie (ou rétablie) qu'en réduisant la complexité du système social, ce qui suppose que les techniques industrielles et la spécialisation fonctionnelle, la subdivision des tâches, les échanges marchands qu'elles exigent, soient « radicalement supprimés » au profit d'un ordre social stable (d'une *stable State economy*) employant des moyens de production maîtrisables par de petites communautés pour l'autoproduction de leur subsistance.

C'est là précisément l'utopie « désindustrialiste » des Verts les plus radicaux. Elle réactualise sous une forme régressive le projet de la société communiste. Et comme il n'existe pas de sujet social ou historique capable de réaliser cette utopie, la théorie de l'effondrement inévitable du capitalisme est remaniée dans sa version écologique (qui, du reste, ne manque pas de vraisemblance) : la civilisation capitaliste, selon cette version, va inexorablement vers son effondrement catastrophique ; il n'est plus besoin d'une classe révolutionnaire pour abattre le capitalisme, il creuse sa propre tombe et celle de la civilisation industrielle dans son ensemble. Le caractère pré-moderne de cette théorie éco-radical réside en ce qu'elle n'envisage pas la naissance d'une société post-industrielle comme le résultat d'un *développement* par lequel le capitalisme se dépasserait lui-même, mais comme une destruction due à des facteurs externes. La foi matérialiste-dialectique en un sens de l'histoire fait place à la foi quasi religieuse en la bonté de la Nature et d'un ordre naturel, qu'il s'agirait de rétablir.

Il y a donc entre les fondamentalismes « Vert » et religieux plus que des parentés circonstanciées. Il n'est pas exclu, d'ailleurs, que le fondamentalisme islamique ait recours à des armes biologiques ou nucléaires afin d'anéantir l'impie civilisation moderne avec sa propre technique scélérate. Du point de vue des fondamentalismes pré-modernes, tout le développement de la modernité a été, du début

jusqu'à ce jour, un péché contre l'ordre naturel du monde. Son issue catastrophique obligera l'humanité à sa nécessaire conversion. Il n'y a rien à conserver et il ne restera rien. Il n'existe pas de voie rationnelle vers le salut, seul l'effondrement inévitable pourra ouvrir la voie⁶.

5. La question reste cependant ouverte si, plutôt que sur un retour en arrière, il n'est pas possible de miser sur la capacité des sociétés modernes de se dépasser vers un autre mode de développement que celui qui les a façonnées jusqu'ici. Cette capacité de dépassement n'est-elle pas inscrite dans la réformabilité fondamentale que procurent aux modernes systèmes sociaux l'instabilité et la mobilité à laquelle leur complexité les condamne ? Le capitalisme, qui a été jusqu'ici la seule forme de société capable d'évolution et de changement continuels, ne contient-il pas des potentialités latentes de transformation libératrice ? Cette société est-elle capable d'évolution *parce qu'elle* est capitaliste, ou peut-elle dépasser sa forme capitaliste *parce que*, en raison de sa moderne complexité, elle est capable d'évolution ? La modernisation, la différenciation des sphères d'activité et des institutions, ne sont-elles pas inachevées aussi longtemps qu'une de ces sphères subordonne les autres à sa rationalité instrumentale – aussi longtemps, pour le dire avec J. Habermas, que « le développement capitaliste privilégie un modèle de rationalisation qui étend la rationalité cognitive-instrumentale bien au-delà de l'économie et de l'État, jusqu'à pénétrer des sphères de vie dans lesquelles il ne peut prévaloir qu'au détriment de la rationalité morale-pratique et esthétique-pratique⁷ » ? Le développement de la société moderne dans le sens d'une différenciation de plus en plus poussée n'exige-t-il pas que soit maintenant abolie la domination de la rationalité économique – c'est-à-dire du marché, de la valeur d'échange, de la logique du capital – sur les aspirations et les besoins vécus ? Comment appeler le sens de ce développement qui abolirait le capitalisme dans la mesure où il restreindrait le champ des critères de rentabilité, et donc le pouvoir du capital, et où il orienterait l'économie et la technique, et donc le modèle de consommation, non dans le sens de la maximisation des rendements mais d'une qualité de vie optimale ? Le sens d'une

pareille réorientation, avec tout ce qu'elle implique d'élargissement des choix et des pouvoirs démocratiques, n'est-il pas le sens fondateur originel du « socialisme », sens qu'il faut bien se garder de confondre avec ses contenus historiquement datés et qui n'ont cessé d'évoluer avec les conditions réelles ?

Sans doute le socialisme est-il totalement périmé si on le réduit à ses contenus traditionnels : au « plein développement des forces productives » ; à la collectivisation (ou socialisation) des moyens de production ; à l'appropriation et à la gestion directes, par les « producteurs associés », des moyens de production et d'échange ; à la direction planifiée du système économique conçu comme une seule grande entreprise ; à l'abolition du salariat et des rapports marchands ; à la suppression de l'État et de l'autonomie relative de l'administration, de la justice, de la presse, de l'art, de l'économie, de la sphère privée, etc. – bref, à la restauration de l'unité pré-moderne, indifférenciée, de l'individuel, du communautaire et du fonctionnel, du travail rémunéré et des activités autodéterminées..., restauration qui, en rupture radicale avec la complexité des systèmes sociaux modernes, devrait aboutir à un ordre stable.

Si, en revanche, on considère les contenus des projets socialistes du passé non pas en eux-mêmes mais dans leur relation avec les conditions d'alors, leur sens conserve une actualité évidente. Il s'agissait alors et (ainsi que j'essaierai de le montrer par la suite) il s'agit encore aujourd'hui de restreindre le champ où peut s'exprimer la rationalité économique, c'est-à-dire la logique du marché et du profit ; il s'agit de soumettre le développement économique et technique à une modélisation et à des orientations réfléchies, démocratiquement débattues ; il s'agit de rattacher les finalités de l'économie à la libre expression publique des besoins ressentis, au lieu de créer des besoins à seule fin de permettre au capital de s'accroître et au commerce de se développer. Mais les acteurs qui poussent dans ce sens ne sont plus, à titre principal, la classe rapidement déclinante des ouvriers d'industrie, bien que ses organisations professionnelles et de classe doivent continuer à exercer une influence décisive sur le développement et l'issue des conflits sociaux.

6. L'idée d'une « évolution réflexive de l'économie », introduite par Rainer Land⁸ en écho à la « modernisation réflexive » dont Ulrich Beck a lancé le concept⁹ pourrait présenter l'approche la plus féconde pour le renouvellement et la redéfinition du socialisme. R. Land voit, tout comme moi, dans l'autonomisation du capital vis-à-vis des besoins ressentis la condition première de la dynamique du développement économique. Sans cette autonomisation, la production n'aurait jamais pu dépasser ce qui, selon les normes traditionnelles, est appréhendé comme « suffisant » ; elle n'aurait jamais pu avoir pour finalité l'accumulation de ce que Baran et Sweezy appelaient un « surplus économique », la création de besoins sans cesse élargis et de désirs continuellement renouvelés¹⁰.

« L'autonomisation des appareils sociaux de production vis-à-vis des individus – l'autoréférentialité de ces puissances de développement – sont la condition à *la fois* de la capacité d'évolution des sociétés modernes et de la destructivité des tendances de développement qui y sont mises en mouvement », écrit R. Land¹¹.

Les mécanismes régulateurs du système choisissent parmi les innovations potentielles celles qui permettent au mieux au système économique autonomisé de se consolider et de se reproduire. La technique et la technologie, l'écologie et les systèmes de transport, l'urbanisation, les villes et les communes, le travail mais aussi les conditions de logement, la manière de consommer, l'alimentation, la vie familiale, etc., tout cela évolue de façon à assurer la croissance et l'efficacité du processus de production autonomisé¹².

Il s'agit toujours de satisfaire les besoins par le plus grand flux possible de marchandises, de produire celles-ci avec les techniques qui permettent le plus grand profit et enfin de privilégier les besoins dont la satisfaction est le plus rentable.

La question de fond que doit poser une conception actualisée du socialisme peut donc se formuler comme suit : comment le développement de l'économie peut-il être orienté dans un sens social et écologique ? Comment peut-il être orienté, modélisé sans, en même temps, détruire l'autonomie relative et la capacité d'évolution de l'économie ? La réponse ne peut simplement résider dans

l'élimination des puissances économiques et sociales autonomisées (de l'État, du capital, de l'argent, du marché, de la Justice). Car cette élimination, si elle permet d'imposer des objectifs directement politiques au développement, mène tout aussi directement dans « l'impasse des formes de société bureaucratiques-administratives », lesquelles sont tout aussi incapables d'ajuster leurs décisions économiques aux besoins et aux intérêts vécus des individus. Tous les systèmes de type soviétique – y compris les dictatures soi-disant socialistes d'Afrique, du Proche et du Moyen-Orient qui ont prétendu faire de l'appareil d'État l'artisan de leur développement économique – ont été incapables, faute de « feed-back » démocratique entre la base et le sommet, la demande et l'offre, de développer leur propre modèle socialiste de consommation et d'organisation du travail, leurs propres techniques de production. Ils n'ont su employer ou développer des techniques modernes qu'à des fins improductives de prestige et de puissance, totalement étrangères aux intérêts et aux aspirations vécus de la société civile. Ils n'ont offert aucune alternative au modèle de consommation capitaliste et en venaient finalement à en présenter une caricature.

7. Le problème à résoudre consiste, par conséquent, à conserver à l'État, à la culture, à la Justice, à la presse, etc., mais aussi à l'économie leur autonomie relative, sans renoncer à modeler et à orienter le développement économique et technique dans un sens social-écologique. Encore, ainsi que le souligne R. Land, ne faut-il pas oublier que « la définition des contenus du développement ne s'opère que dans le cadre du processus effectif d'innovation et de sélection » et que, par conséquent, à vouloir prédéterminer ces contenus selon un plan préétabli, on en arrive « de fait à consolider les structures existantes » à force « d'exclure les changements structurels et les modifications qualitatives¹³ ». Seules peuvent être préétablies les orientations du développement, ses priorités et ses buts spécifiques, lesquelles pourront aussi être contraires aux critères strictement économiques (dans la mesure, par exemple, où ils imposent aux entreprises des conditions qui augmentent les coûts) mais auront toujours pour condition première une économie assez efficace pour

que le surplus potentiel qu'elle produit puisse être prélevé en bonne partie à des fins non économiques.

Les plans n'en deviennent pas inutiles mais leur fonction n'est plus de prédéterminer les contenus du développement mais, au contraire, d'en qualifier la dimension reproductive. Pour que le développement puisse être modelé et orienté, il importe avant tout de rattacher les processus d'innovation et de sélection aux aspirations et aux intérêts vécus des individus, c'est-à-dire d'établir des procédures de participation politique permettant aux individus de mettre la « machine sociale autonomisée » en consonance et au service de leurs intérêts vécus... Il s'agit en un mot de démocratiser les décisions économiques¹⁴.

Seul pourra donner un sens au développement économique « l'établissement des critères de choix » selon lesquels il sera modelé et orienté conformément aux aspirations ressenties, dans le cadre de procédures démocratiques. « *C'est ici, dans ces processus, que gisent les potentiels non encore exploités de la véritable transformation du capitalisme en une société nouvelle.* » C'est ici aussi que se trouvent « les champs véritables de l'action historique des mouvements socialistes – l'alternative réelle au système administratif-bureaucratique¹⁵ ».

Ce rattachement (la traduction exacte de la notion systémiste de « Rückbindung » serait « rétro-liaison ») des décisions économiques aux aspirations et aux besoins ressentis ne peut évidemment être réalisé par l'intervention de l'État (bien que celle-ci soit, elle aussi, indispensable). « Il n'est effectif que lorsque les individus s'organisent eux-mêmes en contre-pouvoir..., tout en demeurant enracinés dans leurs mondes vécus... : même lorsqu'elles représentent les intérêts vécus des individus, les organisations tendent à se pétrifier et doivent toujours être renouvelées par la contestation et les mouvements sociaux autonomes. La suppression de l'aliénation ne consiste pas à détruire d'un coup les puissances sociales autonomisées¹⁶ » – « par un retour romantique à des formes de société pré-modernes » – « mais elle réside en l'action permanente de contre-pouvoirs » qui, dans les systèmes sociaux complexes, n'élimineront jamais de manière définitive les structures

et les pouvoirs d'une machinerie sociale inerte. La scission entre la société en tant que système et les évidences intuitives du monde vécu ne peut être surmontée complètement. Toutes les tentatives pour supprimer l'aliénation dans les sociétés complexes, en y recherchant l'unité du système et du monde vécu, des tâches fonctionnelles, hétéronomes et de l'activité personnelle, ont eu des résultats désastreux. « Le conflit ne peut être éliminé, il ne peut être résolu que par des médiations continuellement renouvelées. Il n'y a de solutions que provisoires : une fois institutionnalisés, les contre-pouvoirs perdent leur efficacité quand les mouvements sociaux sur lesquels ils reposent refluent¹⁷. »

Je cite longuement Rainer Land parce que je retrouve mes propres conclusions et intuitions¹⁸ chez ce jeune professeur de science politique est-allemand. Il a eu à remanier, puis à dépasser sa formation philosophique marxiste au contact d'un « socialisme réel » inacceptable et il a trouvé des armes intellectuelles de ce dépassement chez des philosophes occidentaux (notamment Luhmann et Habermas) pour lesquels il est impossible, de toute évidence, de supprimer les systèmes sociaux complexes par un coup de force révolutionnaire, mais impossible aussi de se réconcilier avec la mégamachine à laquelle ils ressemblent. La solution (j'y reviendrai à plusieurs reprises par la suite) consiste à gagner sur la mégamachine (le « système », dans le langage de Habermas) des espaces de plus en plus étendus où puisse librement s'épanouir une « logique de vie », et à rendre le système compatible – par ses orientations, ses techniques, les limites de l'espace qu'il occupe, les restrictions et les règles auxquelles son fonctionnement est soumis – avec ce libre épanouissement. Elle ne sera jamais achevée, cette perpétuelle action d'orienter, de modeler, d'assujettir le système à une rationalité – celle de l'épanouissement des individus – qui n'est pas la sienne. Le socialisme ne peut ni ne doit être conçu comme un *système* de rechange ; il n'est rien d'autre que l'au-delà du capitalisme sur lequel ouvrent les mouvements sociaux quand ils luttent pour un développement modelé selon les besoins vécus des gens, rattaché à leurs aspirations et à leurs intérêts. Cette lutte n'est jamais gagnée ni perdue définitivement. Elle continue et continuera.

8. Je me bornerai, pour le moment, à une brève et partielle énumération des urgences objectives qui déterminent les contenus actuels de cette lutte.

1° La restructuration écologique de la société exige que la rationalité économique soit subordonnée à une rationalité éco-sociale. Cette subordination est incompatible avec le paradigme capitaliste de la maximisation du rendement et du profit. Elle est également incompatible avec une économie de marché qui contraint les entreprises concurrentes à renouveler et à différencier continuellement leur offre, à créer continuellement de nouveaux désirs, à en proposer la satisfaction par une consommation aussi grande que possible, à faire obstacle à l'autolimitation des besoins à laquelle conduiraient l'autoproduction et le « temps choisi ».

2° Si la restructuration écologique de l'économie doit résulter non pas d'un dirigisme technocratique et autoritaire mais de la reconstitution d'un monde vécu, la décroissance de la production de marchandises et de services marchands devra être réalisée grâce à une autolimitation des besoins se comprenant elle-même comme une reconquête de l'autonomie, c'est-à-dire grâce à une réorientation démocratique du développement économique, avec réduction simultanée de la durée du travail et extension, favorisée par des équipements collectifs ou communautaires, des possibilités d'autoproduction coopératives ou associatives. Des politiques dans ce sens doivent être impérativement pensées et engagées à l'échelle de l'Europe : d'un « espace éco-social européen ». C'est à cette échelle seulement que la concurrence et la rationalité marchandes peuvent être soumises à des règles restrictives. Il ne peut y avoir de gauche nationaliste ni de perspective socialiste nationale. « Y aura-t-il une gauche européenne ? » C'est la question préalable, posée ici par Otto Kallscheuer dans sa postface.

3° Par « socialisme » il ne faut pas entendre seulement une subordination de l'économie aux besoins et aux valeurs de la société mais aussi la création, grâce à des durées du travail de plus en plus réduites et flexibles, d'une sphère croissante de mise en commun communautaire, de coopération volontaire et auto-organisée, d'activités autodéterminées de plus en plus étendues. C'est par cette

voie seulement qu'on évitera que la réduction du volume de travail nécessaire au système économique se solde par le chômage, la désintégration et la sud-africanisation des sociétés.

4° Pour qu'une telle politique de réduction de la durée du travail puisse redistribuer aussi bien le travail accompli en vue d'une rémunération que le travail ménager d'auto-entretien, de soin et d'éducation, le montant du revenu devra cesser de dépendre de l'évolution de la durée du travail et de cette durée elle-même. Ce découplage s'impose d'autant plus évidemment que déjà une proportion croissante des actifs est employée à des tâches dans lesquelles le rendement du travail n'est pas mesurable et que, pour une partie de plus en plus importante de la population active, il n'existe pas d'emplois réguliers ou à plein temps. Le droit d'interrompre sa vie de travail sans pour autant perdre son revenu, de même que le droit au « temps choisi » et à l'autogestion du temps de travail, correspondent à des exigences de libération désormais réalisables.

Le droit à un revenu découplé de la durée du travail n'a pas à être justifié par la prétendue « utilité sociale » des activités accomplies dans la sphère privée du ménage. La thèse selon laquelle les activités ou travaux dits « de reproduction », dans la sphère privée (en particulier familiale), ont pour la société une utilité au moins égale à celle du travail de production, cache le souci de sauver l'idéologie du travail et l'utilitarisme propres aux sociétés industrialisées. Or cet utilitarisme perd sa validité et son fondement quand les développements techniques augmentent le volume de temps disponible. La question est de savoir comment et de quelle manière tous et toutes peuvent profiter de ce temps disponible ; et cette question, qui est la question du sens même de l'existence, transcende tous les calculs et critères d'utilité. Car le critère d'utilité renvoie toujours à la question : « À quoi ça sert ? ». À quoi *d'autre* qu'à elle-même une activité est-elle utile ? Le temps disponible, en revanche, libéré des travaux nécessaires, ne prend son sens que dans les activités qui n'ont d'autre fin que leur propre déploiement : elles sont le temps de la vie et le déploiement de la vie elle-même.

Janvier 1991

2

Marché, marchandise, rapports marchands¹⁹

Les néo-libéraux raisonnent toujours comme si le capital s'investissait spontanément là où les besoins insatisfaits sont les plus grands. Cela n'a jamais été le cas. Le capital s'investit là où il peut escompter les profits les plus élevés, et ce n'est jamais en produisant de quoi couvrir les besoins les plus pressants d'une population démunie qu'on peut espérer gagner le plus d'argent ; c'est en produisant des biens ou services susceptibles de faire envie aux couches les plus solvables. C'est pourquoi la libéralisation de l'économie commence toujours par paupériser les pauvres et par enrichir les riches. La chose était évidente au siècle dernier, et elle l'est de nouveau aujourd'hui non seulement dans l'Amérique de Bush ou l'Angleterre de Thatcher, mais aussi dans tout le reste de l'Europe. Si vous examinez les domaines dans lesquels la concurrence exacerbée entre les entreprises accélère l'innovation technique, la qualité des produits et la productivité, vous trouvez principalement des productions destinées à la partie la plus solvable de la population, tandis que les conditions et le niveau de vie de la population située au bas de l'échelle des revenus ne cessent de se dégrader.

Le libre jeu des mécanismes de marché conduit donc au déclin social ; et ce déclin social, contrairement à ce que soutiennent beaucoup de libéraux, ne s'accompagne pas de l'essor économique, au contraire. Les trois pays d'Europe dont l'économie est la plus performante et le niveau technique le plus élevé sont précisément ceux où un pouvoir syndical fort confère au marché du travail une

grande rigidité, entrave la concurrence par les prix et maintient des salaires et des conditions de travail meilleurs qu'ailleurs : il s'agit de la Suède, de la Suisse et de la RFA. Les coûts salariaux, toutes charges comprises, y sont de 30 % plus élevés qu'en France, de 50 % plus élevés qu'en Grande-Bretagne. Et c'est bien pourquoi la productivité du travail et le taux d'innovation y sont les plus élevés. Il y est beaucoup plus difficile, tout particulièrement en Suède, de licencier et d'employer des intérimaires, ce qui oblige les entreprises suédoises à des efforts, inconnus ailleurs, de formation de la main-d'œuvre et de réorientation de leurs productions. Le résultat en est que l'économie suédoise est probablement la plus souple et la plus performante du monde. Là où, en Grande-Bretagne ou en France, notamment, il est relativement facile de licencier, d'embaucher des intérimaires, d'employer une main-d'œuvre très bon marché, l'innovation technique est moins rapide et la qualité des produits moindre.

Cela dit, l'évidence a fini par s'imposer partout qu'il ne peut y avoir de société complexe sans rapports marchands ni marchés. L'abolition complète des rapports marchands supposerait l'abolition de la division sociale et de la spécialisation des tâches, donc le retour à des communautés autarciques ou à une société de kibboutzim. Ursula Le Guin a évoqué cette sorte de kibboutz planétaire dans *Les dépossédés*, qui est la description la plus saisissante que je connaisse des séductions, en même temps que des pièges, d'une société communiste autogérée, c'est-à-dire anarchiste.

Mais il nous faut avant tout préciser ce que recouvrent les termes de « rapports marchands », « libre concurrence » et « économie de marché ». Les rapports marchands désignent des échanges fondés sur l'achat et la vente, dans lesquels ce qui est acheté ou vendu a la forme-marchandise. Tu me vends, je te paie, nous sommes quittes, et nos rapports peuvent s'arrêter là. J'ai montré ailleurs que ce rapport d'achat-vente n'est rationnel et fonctionnel que lorsque l'objet ou le service vendus sont produits avec un rendement mesurable et donc se prêtent à une évaluation quantitative. S'ils comportent une implication personnelle, un don de soi, il n'est plus possible d'être quitte en les payant, quel que soit le prix payé. L'extension des

rapports marchands et de la monétarisation à des prestations non quantifiables n'atteignant leur but que si l'argent n'est pas leur fin, appauvrit et dépersonnalise le tissu des échanges affectifs et relationnels. Plus est étendue la sphère des activités dont nous disons : « ceci n'est pas à vendre, ceci n'a pas de prix », plus nos vies individuelles et sociales sont riches.

L'existence de rapports marchands n'implique toutefois pas nécessairement l'existence d'un véritable marché. Les marchandises peuvent être vendues et achetées à des prix conventionnels, répondant à une tradition séculaire, ou à des prix fixés par l'État, comme cela s'est fait dans les pays du « socialisme réel ». Dans ce dernier cas, il n'y a pas de libre confrontation entre des vendeurs se concurrençant face à des acheteurs qui cherchent à acheter au meilleur prix. Les vendeurs ne sont pas ainsi contraints par la concurrence sur le marché à rechercher le rendement maximal dans la mise en œuvre des facteurs de production. Cela n'a pas que des désavantages, comme l'ont bien montré Max Weber et Karl Polanyi – pour ne pas remonter à Platon et aux théologiens chrétiens.

Enfin, il peut y avoir rapports marchands et concurrence sur des marchés sans qu'il y ait pour autant une véritable économie de marché. Car l'économie de marché est un système dans lequel les prix s'établissent librement au niveau où l'offre et la demande s'équilibrent, sans intervention ni manipulation, ni entrave d'aucune sorte, dans quelque domaine que ce soit.

Or si le prix des produits agricoles ou le niveau des salaires étaient déterminés par la loi de l'offre et de la demande, nous serions pour la plupart morts de faim depuis longtemps. Dans tous les pays industriels, les prix relatifs des biens et services sont régulés par l'État, sans quoi la société ne serait pas viable. Tout ce qui est vital est subventionné : la production agricole, le logement, la santé, les transports, les bibliothèques, la recherche, les musées, les théâtres, etc. Et le reste est plus ou moins lourdement taxé par un système de TVA ou de taxes spécifiques – par exemple sur les produits pétroliers, les alcools, les tabacs et allumettes, etc. Plus la sphère des rapports marchands est étendue, plus l'État est tenu d'intervenir dans les mécanismes de marché pour en corriger et en réguler le

fonctionnement. C'est que le marché est, par définition, la résultante des agissements d'individus sériels poursuivant chacun son avantage immédiat. Il faut donc qu'une autorité supérieure, l'État, se charge de la défense, de l'intérêt général, y compris de l'existence d'un système de marché.

D'où la question de fond : dans quelle mesure les mécanismes de marché doivent-ils pouvoir jouer librement ? Cette question est au centre des conflits politiques depuis deux cents ans. Les rapports de marché, c'est-à-dire la liberté pour chacun de poursuivre son intérêt immédiat, tendent à détruire tant la société civile que les conditions générales qui les rendent possibles. La nature et l'étendue des avantages qu'un individu a le droit de se procurer doivent donc être restreintes par la loi. L'histoire du capitalisme est celle d'une extension continuelle de ces restrictions légales : abolition de l'esclavage ; lois contre les monopoles et ententes ; interdiction de la vente d'enfants et de femmes ; interdiction du travail des enfants ; repos dominical ; journée de dix, puis de huit heures ; salaire minimum légal ; normes légales en matière de qualité, de sécurité, d'hygiène, de pollution ; assurance maladie et assurance vieillesse généralisées, et ainsi de suite.

Le problème de fond, c'est que ce genre de limitation et de correction des mécanismes de marche n'empêche pas la destruction de la société civile. L'État providence peut, dans une certaine mesure, limiter la portée de cette destruction ; mais, dans l'ensemble, il fonctionne comme le substitut d'une société civile en train de dépérir ; il accélère même, à certains égards, son dépérissement. Or, comme John Keane l'a excellemment montré dans *Democracy and Civil Society*²⁰, il ne peut y avoir de socialisme sans démocratie et il ne peut y avoir de démocratie sans une société civile beaucoup plus étoffée, comprenant un ensemble d'activités publiques auto-organisées, reconnues et protégées par l'État. Le socialisme est né d'un conflit entre la société civile et le marché. Il a pris son essor, en tant que mouvement, en exigeant que les forces du marché soient contenues, maîtrisées et contrôlées par la société, alors que le capitalisme présentait la demande inverse. Mais pour que la société maîtrise les forces du marché et place la rationalité économique au

service de fins sociétales et culturelles, il faut encore, premièrement, que la société ait une existence autonome et, deuxièmement, que le marché existe ou ait existé et que les agents économiques aient été contraints par lui à une conduite économiquement rationnelle, c'est-à-dire à la recherche de l'efficacité maximale dans la mise en œuvre des facteurs de production.

Pour nous, dans les pays capitalistes, c'est le premier point qui est le plus important. Il implique qu'une politique socialiste ne peut se contenter de corriger et de réguler le fonctionnement du marché par des contrôles étatiques et des services financés par l'État. Elle doit favoriser le développement d'une sphère de socialité vécue, faite de formes de coopération volontaire auto-organisée et d'échanges non marchands, non monétaires. Elle doit favoriser le contrôle social des marchés par les citoyens associés eux-mêmes, et non par les seules administrations publiques. La question de ce qui doit être produit, et comment, celle des priorités sociales, des modèles de consommation, des modes de vie, tout cela est actuellement décidé par des technocrates, des hommes d'affaires et des banquiers. Le socialisme devrait signifier la démocratisation de ces décisions, leur discussion publique au niveau des associations, des syndicats, des mouvements, des auditions publiques, des assemblées élues, et la prise en compte de critères auxquels les technocrates et les dirigeants d'entreprises ne pensent pas normalement.

Or cette démocratisation des décisions suppose des instruments de pouvoir capables de réguler, d'orienter le développement économique, de choisir des priorités et des objectifs échelonnés dans le temps. Or la mode veut aujourd'hui qu'on condamne toute forme de planification et de propriété publique pour s'en remettre au « marché », qui est censé assurer de façon idéale les régulations et les ajustements nécessaires. Cela ne tient pas debout. Une économie complexe ne peut se passer de certaines formes de planification ou de « programmation », comme disent les Italiens. Et la planification n'est incompatible ni avec l'existence de marchés, ni avec les formes de propriété les plus diverses : publique, privée, coopérative, municipale.

Si vous vous en remettez simplement à l'initiative privée, au marché, vous arrivez à des impasses, comme en Chine par exemple : des milliers d'entrepreneurs se lancent un peu partout dans la fabrication de réfrigérateurs, qui est relativement facile et très rentable à court terme, pour découvrir rapidement que la sidérurgie ne produit pas assez de tôles minces, car c'est là une production qui ne se met pas en place du jour au lendemain, qui exige des investissements à long terme et des infrastructures qui relèvent de l'initiative publique. Aucune industrie, aucune grande ou moyenne entreprise, ne peut se dispenser de planifier ses amortissements, ses investissements, ses besoins de main-d'œuvre, ses achats de matières premières et de demi-produits plusieurs années à l'avance, et de coordonner ses plans avec des industries en amont et avec les pouvoirs publics. Et la même chose vaut évidemment pour des services d'intérêt général comme l'enseignement, les transports, les assurances, la voirie, la distribution d'eau. Ou pour les productions agricoles, dans lesquelles le libre jeu du marché et l'initiative individuelle aboutissent, comme dans le cycle quadriennal du porc, à la surproduction avec effondrement des prix, suivie de pénuries avec flambée des prix, et ainsi de suite. Ces fluctuations cycliques, qui ruinent une proportion croissante de producteurs, ne peuvent être évitées que si les producteurs s'organisent en groupements professionnels et fixent pour chaque production un objectif à ne pas dépasser. Cela s'appelle l'organisation des marchés et est, en fait, une auto-organisation corporatiste.

Je ne vois pas pourquoi une société complexe ne chercherait pas à coordonner tous ces plans sectoriels, privés et publics, et à définir des priorités, des orientations, des buts, à moyen et long termes, pour l'ensemble de l'économie : en somme un « plan-cadre ». En réalité, il ne s'agit pas de savoir s'il faut planifier ou non, mais qui planifie dans l'intérêt de qui.

L'échec économique des pays d'Europe centrale et orientale ne tenait pas au principe de la planification, mais aux conditions et aux méthodes employées. Celles-ci empêchaient non seulement la concurrence entre les entreprises, mais la connaissance même des coûts, et faisait donc obstacle à l'adoption de conduites

économiquement rationnelles. Qui plus est, au lieu d'encadrer le fonctionnement propre de l'économie pour le mettre au service de la société, elle contraignait la société à se mettre au service de la création d'un appareil économique. Le résultat était une non-société et une non-économie, le contraire d'un socialisme.

Or il est tout à fait possible de planifier et de contrôler socialement l'ajustement de l'offre et de la demande sans supprimer ni la concurrence entre les entreprises, ni la connaissance des coûts.

Décembre 1989

3.1

Société de services, société duale²¹

Depuis le début de l'ère moderne, une même question n'a cessé de se poser aux sociétés occidentales. Dans quelle mesure la rationalité économique est-elle compatible avec ce minimum de cohésion sociale dont une société a besoin pour survivre ? La même question se pose aujourd'hui sous des aspects nouveaux, avec une actualité et une acuité accrues.

Le contraste est saisissant entre les réalités par lesquelles cette question nous assaille et le discours lénifiant de l'idéologie dominante. Je commence donc par rappeler quelques données de base.

Dans l'ensemble des pays capitalistes d'Europe, on produit aujourd'hui trois à quatre fois plus de richesses qu'il y a trente-cinq ans. Mais cette production plus que triplée n'exige pas trois fois plus d'heures de travail. Elle exige une quantité de travail beaucoup plus faible.

En République fédérale d'Allemagne, le volume annuel total du travail a diminué de 30 % depuis 1955. En France, il a diminué de 15 % en trente ans, de 10 % en l'espace de six années. Les conséquences de ces gains de productivité sont résumées comme suit par Jacques Delors. En 1946, un salarié de 20 ans devait s'attendre à passer au travail un tiers de sa vie éveillée, en 1975, un quart seulement ; aujourd'hui, moins d'un cinquième. Et, encore, ce dernier chiffre n'intègre-t-il pas les gains de productivité à venir et ne

prend-il en considération que les salariés employés à plein temps, toute l'année durant. Dès à présent, ajoute Jacques Delors, les Français âgés de plus de 15 ans passeront moins de temps au travail qu'ils n'en passent à regarder la télévision.

Le sens de ces chiffres – sens que notre civilisation, notre presse, nos représentants politiques préfèrent ne pas regarder en face – signifie que nous ne vivons plus dans une société de producteurs, dans une civilisation du travail. Le travail n'est plus le principal ciment social, ni le principal facteur de socialisation, ni l'occupation principale de chacun, ni la principale source de richesse et de bien-être, ni le sens et le centre de nos vies. Nous sortons de la civilisation du travail mais nous en sortons à reculons et nous entrons à reculons dans une civilisation du temps libéré, incapables de la voir et de la vouloir, incapables donc de *civiliser* le temps libéré qui nous échoit, incapables de fonder une culture du temps disponible et une culture des activités choisies pour relayer et compléter les cultures techniciennes et professionnelles qui dominent la scène. Tout, dans nos discours, reste dominé par le souci de l'efficacité, du rendement, de la performance maximale, donc par le souci d'obtenir le plus grand résultat possible avec le minimum de travail et dans le minimum de temps. Et nous semblons décidés à ignorer que nos efforts d'efficacité, de rationalisation économique, ont pour conséquence principale ce résultat que la rationalité économique ne sait pas évaluer ni charger de sens : de nous libérer du travail, de libérer notre temps, de nous libérer du règne de la rationalité économique elle-même.

Cette incapacité de nos sociétés de fonder une civilisation du temps libéré a pour conséquence une distribution complètement absurde et scandaleusement injuste du travail, du temps disponible et des richesses. Notre plus grande attention se fixe sur les nouvelles carrières qu'ouvre la révolution micro-électronique et sur les transformations fondamentales qu'elle entraîne dans la nature du travail industrialisé et, surtout, dans la condition des travailleurs. On nous dit que les tâches répétitives et de pure exécution tendent à disparaître de l'industrie ; que le travail industriel tend à devenir un travail prenant, responsable, auto-organisé, diversifié, exigeant des

individus autonomes, capables d'initiative, capables de communiquer, d'apprendre, de maîtriser une diversité de disciplines intellectuelles et manuelles. Un nouvel artisanat, nous dit-on, est en train de prendre la relève de l'ancienne classe ouvrière et de réaliser ce vieux rêve : les producteurs détiennent le pouvoir sur les lieux de production et y organisent souverainement leur travail.

Et si vous demandez : quelle proportion des salariés accède donc à cette nouvelle condition ? On vous répond ceci : aujourd'hui, il s'agit de 5 à 10 % seulement des travailleurs de l'industrie, mais demain riseront plus de 25 %, voire 40 à 50 % dans les industries métallurgiques.

Fort bien. Mais que deviendront les 75 % de travailleurs de l'industrie, les 50 ou 60 % de travailleurs de la métallurgie qui n'accéderont pas à la condition enviable qui vient d'être décrite ? Et que deviennent celles et ceux qui ne travaillent pas dans l'industrie. Ne sont-ils pas de plus en plus nombreux ? L'industrie ne dégage-t-elle pas de la main-d'œuvre, ne réduit-elle pas, sur moyenne et longue période, ses effectifs ? La proportion de la population active occupée dans l'industrie n'est-elle pas tombée d'environ 40 %, il y vingt ans, à environ 30 % actuellement et ne prévoit-on pas qu'elle représentera moins de 20 % dans une dizaine d'années ? Que devient donc cette main-d'œuvre que l'industrie... « libère », si l'on ose dire, pour ne conserver que ces précieux professionnels polyvalents auxquels, pour se les attacher, elle offre un traitement et un statut privilégiés ?

Nous connaissons la réponse à ces questions ; ma nous préférons ne pas en voir la signification dérangeante, consternante. En effet, pour près de la moitié de la population active, l'idéologie du travail est une mauvaise farce, l'identification au travail une impossibilité, car le système économique n'a pas besoin ou n'a pas un besoin régulier de leur capacité de travail. La réalité que nous masque l'exaltation de la « ressource humaine », l'exaltation du travail des nouveaux professionnels de l'industrie, cette réalité, c'est que l'emploi stable, à plein temps, toute l'année et toute la vie active durant, devient le privilège d'une minorité et que, pour près de la moitié de la population active, le travail cesse d'être un métier qui les

intègre dans une communauté productive et définit leur place dans la société.

La situation en France n'a rien d'exceptionnel à cet égard. La France, en effet, ne compte pas seulement deux millions et demi de chômeurs ; elle compte aussi 3 millions d'actifs dans des emplois dits « hors normes » ou atypiques : emplois temporaires, précaires, à temps partiel ou faussement « indépendants ». Plus des deux tiers des embauches se font en France dans un emploi « hors normes » ; et la situation n'est pas différente en RFA : la moitié des embauches se fait à temps partiel ou à titre précaire ; le tiers du total des actifs occupe des emplois temporaires ou à temps partiel, avec un salaire partiel. Et quand vous voyez dans les statistiques une baisse du nombre des chômeurs, il n'en faut pas conclure que l'économie a de nouveau besoin d'un plus grand volume de travail. Pour réduire le taux de chômage, on peut aussi augmenter la proportion des emplois à temps et à salaire partiel, au détriment des emplois à plein temps. C'est ce qui s'est produit en RFA ces dernières années.

La situation est plus caractéristique encore aux États-Unis et en Grande-Bretagne, où l'évolution que nous constatons s'est amorcée avec quelques années d'avance. Dans ces deux pays, les chômeurs et les personnes employées à titre précaire et à temps partiel représentent ensemble plus de 45 % de la population active. En Grande-Bretagne, 50 % des femmes et 25 % des hommes, soit 36 % de la main-d'œuvre employée, occupent des emplois hors normes. 90 % des emplois créés en cinq ans en Grande-Bretagne sont des emplois précaires et/ou à temps partiel. Aux États-Unis, 60 % des emplois créés au cours des années 1980 sont payés à des salaires inférieurs au niveau de pauvreté ; le revenu type de la famille américaine où l'homme a moins de 25 ans est aujourd'hui inférieur de 43 % à ce qu'il était en 1973.

Ainsi, 35 à 50 % de la population active britannique, française, allemande ou américaine vivent en marge de notre soi-disant civilisation du travail, de son échelle des valeurs et de son éthique du rendement et du mérite. Le système social se scinde en deux, donne naissance à ce qu'on appelle couramment une « société duale » ou « société à deux vitesses ». La conséquence en est une très rapide

désintégration du tissu social. En haut de l'échelle, vous avez une compétition effrénée pour décrocher un de ces rares emplois à la fois stables et ouverts sur une carrière ascendante. C'est ce qu'un slogan publicitaire parfaitement répugnant vante comme « la rage de gagner ». La société est présentée sur le modèle des sports de combat, les rapports sociaux sur le modèle de la lutte à outrance, le vocabulaire militaire et les images guerrières abondent. Celles et ceux qui ne sont ni gagnants ni gagnés se trouvent rejetés vers les marges de cette société dont ils n'ont rien à attendre et en laquelle ils n'ont guère de raisons de se reconnaître. Sa violence suscite des contre-violences, des désaffections, des nostalgies agressivement régressives ou réactionnaires.

Cette désintégration d'une société éclatée renvoie à un problème de fond : que doit être une société dans laquelle le travail à plein temps de tous les citoyens n'est plus nécessaire ni économiquement utile ? Quelles priorités autres qu'économiques doit-elle se donner ? Comment doit-elle s'y prendre pour que les gains de productivité, les économies de temps de travail profitent à tout le monde ? Comment peut-elle redistribuer au mieux tout le travail socialement utile, de manière que tout le monde puisse travailler mais travailler moins et mieux tout en recevant sa part de richesses socialement produites ?

La tendance dominante est d'écarter ce genre de questions et de poser le problème à l'envers, dans les termes suivants : comment faire pour que, malgré les gains de productivité, l'économie consomme autant de travail que par le passé ? Comment faire pour que de nouvelles activités rémunérées viennent occuper ce temps que, à l'échelle de la société, les gains de productivité libèrent ? À quels nouveaux domaines d'activité peut-on étendre les échanges marchands pour remplacer tant bien que mal les emplois supprimés par ailleurs dans l'industrie et les services industrialisés ?

Vous connaissez la réponse, une réponse pour laquelle les États-Unis et le Japon ont montré la voie : le seul domaine dans lequel il est possible, *en économie libérale*, de créer à l'avenir un grand nombre d'emplois est celui des services aux personnes. Il pourrait n'y avoir pas de limite au développement de l'emploi si on parvenait à transformer en prestations de services rétribués les activités que les

gens, jusqu'ici, ont assumées chacun pour soi-même. Les économistes parlent à ce sujet de « nouvelle croissance plus riche en emplois », de « tertiarisation » de l'économie et de développement d'une « société de services » prenant le relais de la « société industrielle ».

Mais nous allons voir que cette façon de vouloir sauver la société salariale soulève des problèmes et présente des contradictions qui mériteraient d'être placées au centre du débat public et de la réflexion politique. En effet, quels sont le contenu et le sens de la majorité des activités dont la transformation en services professionnalisés et monétarisés est actuellement évoquée ? Il est facile de montrer que leur professionnalisation ne répond plus à la même logique que le développement économique passé.

Dans le passé, en effet, la croissance économique avait pour moteur fondamental la « substitution productive » : des tâches que les gens, depuis des siècles, assumaient eux-mêmes dans la sphère domestique, ces tâches étaient progressivement transférées à l'industrie et à des industries de service, dotées de machines plus performantes que celles dont pouvait disposer un ménage. La production industrielle et les services industrialisés ont ainsi remplacé l'autoproduction domestique et la prise en charge des individus par eux-mêmes. Plus personne ne file sa laine, ne tisse son drap, ne coud ses vêtements, ne cuit son pain, ne confectionne ses conserves, ne construit sa maison, etc. ; car toutes ces activités, que les gens réalisaient encore couramment eux-mêmes il y a deux ou trois générations, sont exécutées plus vite et souvent mieux par des industries employant des salariés. Et parce que l'industrialisation permet de faire une foule de choses plus vite et souvent mieux avec moins de travail, chacun peut finalement, avec le salaire d'une heure de son travail, acheter plus de biens et de services qu'il ne serait capable d'en produire par et pour lui-même en l'espace d'une heure. Autrement dit, l'industrialisation a économisé du temps de travail à tout le monde, à l'échelle de la société, et ce temps de travail économisé a été réemployé en grande partie *dans l'économie* pour produire des richesses supplémentaires que seule l'industrialisation permet de concevoir et de créer.

Mais la question que pose le développement présent est précisément celle-ci : est-il encore possible de remployer *dans l'économie* le temps de travail économisé grâce à la révolution micro-électronique ? Les nouveaux emplois créés dans les services personnels assurent-ils de façon plus efficace, c'est-à-dire *mieux et plus vite*, les services que les gens, jusqu'ici, se rendaient à eux-mêmes ? Si vous examinez la grande majorité des emplois créés aux États-Unis depuis une dizaine d'années, vous constatez qu'il n'en est rien. Ces emplois, qui ont permis de réduire le taux de chômage, ne relèvent pas de ce que, tout à l'heure, nous avons appelé « substitution productive » du travail salarié à l'autoproduction. Leur fonction, dans la majorité des cas, est plutôt la suivante : les deux ou trois ou quatre heures que vous passiez jusqu'ici à tondre votre gazon, à promener votre chien, à faire vos courses, à acheter votre journal, à faire le ménage ou à vous occuper de vos enfants, ces deux, trois ou quatre heures sont transférées sur un prestataire de services qui les assume à votre place contre paiement. Il ne fait rien que vous ne puissiez faire vous-même aussi bien. Simplement, il vous libère deux ou quatre heures de votre temps en vous permettant d'acheter deux ou quatre heures de son temps à lui. Les économistes appellent ce genre de transfert « substitution équivalente » et Adam Smith insistait déjà sur le fait qu'elle est économiquement « improductive ». Acheter le temps de quelqu'un pour augmenter vos propres loisirs ou votre confort, ce n'est rien d'autre, en effet, que d'acheter du travail de serviteur. La majorité des emplois créés aux États-Unis, mais aussi une forte proportion des emplois qui, au Japon, expliquent les faibles taux de chômage, sont des emplois de serviteur. Mais qui a intérêt, qui a les moyens de s'offrir les prestations des nouveaux serviteurs ? Voilà bien la question gênante que ne posent pas ceux et celles – y compris les syndicalistes – pour lesquels la création d'emplois est une fin en soi.

Supposez, un instant, que les nouveaux serviteurs soient logés à la même enseigne que vous, c'est-à-dire que pour une heure de leur travail il faille les payer autant que vous gagnez en une heure de votre travail. D'un point de vue économique, il serait alors plus rationnel pour vous de travailler vous-même une heure de moins et d'assumer

vous-même vos tâches domestiques, soit individuellement, soit dans le cadre d'une coopérative d'échange de services entre voisins. Peut-être direz-vous que l'aspect économique n'est pas seul déterminant : même si une heure de travail de serviteur vous coûte autant que ce que vous-même gagnez en une heure, vous êtes prêt à payer ce prix pour vous débarrasser de toutes sortes de corvées. Mais s'il en est ainsi, *vous revendiquez donc le privilège de vous décharger de vos corvées* ; vous affirmez implicitement qu'il doit y avoir des gens prêts à assumer vos corvées, *des gens tout juste bons pour faire ce qui vous ennuie ou vous répugne*, bref des gens dont le métier est de servir. Des inférieurs, en somme. Mais pourquoi y aurait-il ces gens-là ? Dans quelles conditions sociales des gens sont-ils prêts à assumer les corvées des autres, à titre professionnel, pour ainsi dire, en plus de leurs corvées propres ? Et d'où vous vient le pouvoir d'achat additionnel qui vous permet d'acheter des quantités croissantes de services personnels à une foule croissante de prestataires de services ?

La plupart des économistes, et même certains syndicalistes, donnent la réponse suivante : l'automatisation fait baisser les prix relatifs de quantité de produits. Cette baisse des prix fait augmenter le pouvoir d'achat et permet aux gens de se payer des services de proximité. Raisonnement impeccable, mais qui passe à côté d'un aspect essentiel : *d'où vient la baisse des prix relatifs due à l'automatisation ?* Réponse : *elle vient du fait que les entreprises automatisées ont réduit le « coût salarial », ont réduit le volume des salaires qu'elles distribuent.* Elles ont réduit le « coût salarial » *en réduisant leurs effectifs.* Ceux qui, grâce à la baisse des prix, disposent d'un pouvoir d'achat additionnel ne sont évidemment pas ceux qui ont perdu leur ancien emploi. Seuls disposent d'un pouvoir d'achat additionnel ceux qui conservent un emploi permanent, souvent mieux qualifié, relativement bien payé. Eux seuls donc peuvent se payer les nouveaux services marchands dans lesquels des millions de salariés sont censés devoir trouver des emplois.

Voilà qui donne sa véritable signification au développement des services personnels. Ces services se développent, ils sont susceptibles de créer un grand nombre d'emplois parce que, dans la majorité des

cas, ceux et celles qui assument une heure de tâches domestiques à votre place gagnent beaucoup moins que vous-même pouvez gagner en une heure de votre travail. Les services personnels se développent grâce à la paupérisation d'une masse croissante de gens, paupérisation constatée tant en Amérique du Nord qu'en Europe occidentale. L'inégalité sociale et économique entre ceux qui rendent les services personnels et ceux qui les achètent est devenue le moteur du développement de l'emploi. Il est fondé sur une dualisation de la société, sur une sorte de sud-africanisation, comme si le modèle colonial prenait pied au cœur des métropoles²².

Nous voyons ainsi se reconstituer à l'ère postindustrielle des conditions qui prévalaient il y a cent cinquante ans, aux débuts de l'ère industrielle, à une époque où le niveau de consommation était dix fois plus faible, où n'existaient encore ni le suffrage universel ni la scolarisation obligatoire. À cette époque-là aussi, à l'apogée de l'économie de marché libérée de toutes entraves, un sixième de la population en était réduite à s'embaucher comme serviteurs et gens de maison chez les riches et un quart subsistait tant bien que mal de petits boulots. Mais ce quart et ce sixième se composaient au siècle dernier de ruraux illettrés et d'artisans ruinés. Ni la République ni la démocratie n'existaient encore dans les faits, ni le droit à l'éducation et à l'égalité des chances.

Aujourd'hui, en revanche, nous vivons ce paradoxe explosif : nos gouvernements veulent, d'une part, que 80 % des jeunes passent le bac ; et ils veulent, d'autre part, en vertu de l'idéologie de l'emploi pour l'emploi, que se développe une énorme sous-classe de serviteurs pour agrémenter la vie et les loisirs des couches solvables. Que font-ils d'autre, en effet, ces gouvernements, lorsqu'ils réduisent les impôts sur les revenus supérieurs sous prétexte que l'exonération des riches créera des emplois, tandis que les transferts fiscaux en faveur des plus pauvres n'en créent guère ? Les pauvres, en effet, si vous augmentez leurs ressources, augmenteront seulement leur consommation de produits et de services courants, industrialisés, dont le contenu en travail est faible. Augmenter le revenu disponible des riches, en revanche, cela fera augmenter la consommation de produits de luxe et, surtout, de services personnels dont le contenu

en travail est élevé, mais dont la rationalité économique à l'échelle de la société est faible ou carrément nulle.

Autrement dit, la création d'emplois dépend principalement, désormais, non pas de l'activité *économique* mais de l'activité *anti-économique* ; non pas de la substitution *productive* du travail salarié au travail d'auto-production privée, mais de sa substitution *contre-productive*. La création d'emplois n'a plus pour fonction d'économiser du temps de travail à l'échelle de la société mais de gaspiller du temps de travail pour le plus grand agrément de ceux qui ont de l'argent à dépenser. Le but n'est plus de réduire la quantité de travail par unité de produit ou de service en maximisant la productivité ; le but est désormais de réduire la productivité et de maximiser la quantité de travail par le développement d'un tertiaire qui ne crée pas de richesses – ce que les économistes appellent pudiquement « une croissance plus riche en emplois ».

Peut-être direz-vous que d'immenses besoins restent insatisfaits et qu'une autre distribution des ressources permettrait de créer des millions d'emplois publics ou semi-publics qui emploieraient des personnels qualifiés, convenablement payés, et offriraient même aux personnes les moins solvables une foule de services qui, actuellement, font défaut : aide maternelle, aides ménagères, aide aux personnes âgées, soins à domicile, crèches, mais aussi loisirs organisés, universités populaires ou du « troisième âge », etc. Tout cela existe bel et bien en Scandinavie, organisé par les municipalités, et offre de très nombreux emplois occupés par des personnels essentiellement féminins. Mais ces services, qui ne répondent pas à des besoins *solvables*, ne peuvent évidemment être rentables. Ils ne répondent pas à une logique économique. Ils doivent être financés par l'impôt, c'est-à-dire par des prélèvements sur le pouvoir d'achat de la population. Ils expliquent pourquoi le taux de prélèvement obligatoire se situe en Scandinavie entre 55 et 60 %, contre 43 % en France.

Le modèle Scandinave en matière de services municipaux dits « de proximité » soulève cependant une question plus fondamentale que celle du financement : dans quelle mesure est-il bon de substituer les services de professionnels rémunérés à des activités

que chacun d'entre nous pourrait aussi bien assumer lui-même, à condition d'en avoir le loisir ? Dans quelle mesure, autrement dit, les besoins auxquels ces services répondent ne résultent-ils pas du *manque de temps* ? Dans quelle mesure une politique de redistribution du travail – de tout le travail, y compris le travail ménager – ne réduirait-il pas, avec la durée du travail, le besoin de recourir à des services professionnels, marchands ou non marchands ? La semaine de 30 heures, puis de 28 ou de 24 heures, avec partage équitable des tâches domestiques entre la femme et l'homme, ne permettrait-elle pas l'auto-organisation de réseaux d'échanges de services, dans les quartiers, les immeubles et les communes, l'auto-organisation de groupements d'entraide mutuelle fondés non pas sur le paiement en argent mais sur l'échange de temps ? À force de monétariser, de professionnaliser, de transformer en emplois les rares activités d'autoproduction et d'auto-service que nous assumons encore nous-mêmes, ne réduit-on pas, jusqu'à finalement l'anéantir, notre capacité à nous prendre en charge nous-mêmes, sapant ainsi les fondements de l'autonomie existentielle mais aussi les fondements de la socialité vécue et du tissu relationnel ?

Enfin, et surtout, si, comme c'est la tendance aujourd'hui, la création d'emplois est posée comme but principal par la classe dirigeante, où s'arrêtera la transformation de toutes les activités en activités rétribuées, ayant leur rémunération pour raison et le rendement maximal pour but ? Combien de temps pourront résister les bien fragiles barrages qui empêchent encore la professionnalisation de la maternité et de la paternité, la procréation commerciale d'embryons, la vente d'enfants, le commerce d'organes ? Ne sommes-nous pas déjà en train de monétariser, de professionnaliser, de vendre non plus seulement des choses et des services que nous *produisons*, mais cela même que nous *sommes* sans pouvoir ni le produire à volonté ni le détacher de nous-mêmes – autrement dit, ne sommes-nous pas déjà en train de nous transformer nous-mêmes en marchandise et de traiter la vie comme un moyen parmi d'autres et non comme la fin suprême que tous les moyens doivent servir ?

En résumé, le problème de fond auquel nous sommes confrontés est le problème d'un au-delà de l'économie et, ce qui revient au même, d'un au-delà du travail rémunéré. La rationalisation économique libère du temps, elle continuera d'en libérer et il n'est plus possible, par conséquent, de faire dépendre le revenu des citoyens de la quantité de travail dont l'économie a besoin. Il n'est plus possible, non plus, de continuer à faire du travail rémunéré la source principale de l'identité et du sens de la vie pour chacun.

La précarité de l'emploi, la dualisation de la société sont les formes perverses que prend la libération du temps que ce système social refuse d'avouer et d'assumer.

La tâche d'une gauche, si gauche il doit y avoir, consiste donc à transformer cette libération du temps en une liberté nouvelle et en des droits nouveaux : le droit de chacun et de chacune de gagner sa vie en travaillant, mais en travaillant de moins en moins, de mieux en mieux, tout en recevant sa pleine part de la richesse socialement produite ; le droit, d'autre part, de travailler de façon discontinue, intermittente, sans perdre durant les intermittences de l'emploi le plein revenu – de manière à ouvrir de nouveaux espaces aux activités sans but économique et à reconnaître à ces activités qui n'ont pas la rémunération pour but une dignité et une valeur éminente, tant pour les individus que pour la société elle-même.

3.2

Pistes pour une politique de l'emploi²³

Partenaires. – *En pratiquant souvent la flexibilité externe, les chefs d'entreprise français font-ils le meilleur choix ?*

André Gorz : La flexibilité externe s'efforce de traduire à la gestion du personnel ce que la méthode du « just in time » est dans la gestion des stocks. Il s'agit d'éviter des stocks de main-d'œuvre sans utilité immédiate. On cherchera donc à ajuster continuellement et au plus près le niveau des effectifs aux fluctuations du marché. On n'assurera donc d'emploi stable qu'à un noyau de travailleurs difficilement remplaçables en raison de leurs qualifications, de leur expérience et de leurs responsabilités. Et autour de ce noyau stable, on fera graviter un nombre variable de travailleurs périphériques, embauchés pour une durée limitée, peu qualifiés et donc remplaçables.

Cette différenciation de la main-d'œuvre en travailleurs stables et en travailleurs précaires s'est très fortement développée depuis une dizaine d'années dans presque tous les pays industrialisés, dans des proportions variables. En Grande-Bretagne, en France et aux États-Unis, la précarisation de l'emploi a été plus marquée que dans d'autres pays. Au Japon, contrairement à une idée reçue, elle existe depuis beaucoup plus longtemps qu'en Occident : les grandes firmes y assurent l'emploi à vie à leurs salariés mais sous-traitent au maximum avec des fournisseurs-satellites qui, eux, emploient une très forte proportion de précaires.

Les avantages de la flexibilité externe sont évidents à court terme. L'entreprise peut fonctionner avec une plus grande souplesse, ne pas

se soucier continuellement de remplir au mieux son carnet de commandes et, surtout, maintenir le syndicat dans une position de faiblesse. Les précaires sont, en effet, difficiles à organiser syndicalement et la solidarité entre le personnel stable et eux est faible.

À moyen et à long terme, ces avantages deviennent toutefois des handicaps pour les entreprises et, surtout, pour l'économie dans son ensemble. La flexibilité externe suppose, en effet, que les entreprises auront toujours la possibilité de puiser dans un réservoir de chômeurs l'appoint de main-d'œuvre dont elles ont besoin. Or cette condition-là n'est remplie que dans des entreprises taylorisées ou celles employant une main-d'œuvre sans formation. Le choix de la flexibilité externe dans l'industrie, en perpétuant le taylorisme, fait obstacle à des évolutions techniques qui exigent une main-d'œuvre polyvalente, aux compétences et aux qualifications en continuelle évolution, acceptant de s'adapter à des tâches changeantes. Cette main-d'œuvre-là ne se trouve pas d'emblée sur le marché. Chaque entreprise doit la former en fonction des besoins spécifiques en s'attachant ses salariés par des « plans de carrière » garantissant, entre autres, les emplois. D'où la nécessité d'une « gestion prévisionnelle de l'emploi » impliquant pour une partie plus ou moins importante du personnel l'option en faveur de la flexibilité interne.

Comment expliquer qu'à l'étranger, en Allemagne ou en Suède notamment, les entreprises sont plus nombreuses à privilégier la flexibilité interne ?

Le patronat allemand et, *a fortiori*, le patronat suédois sont contraints, depuis une quarantaine ou une cinquantaine d'années, à partager le pouvoir avec les syndicats ouvriers. Le degré d'intégration et de coopération des travailleurs dans l'entreprise est donc plus poussé, le recours à de la main-d'œuvre étrangère, employée de façon précaire, plus difficile. Ajoutez à cela un système de formation admirable, avec son réseau d'écoles techniques, de cours par correspondance, d'apprentissages dans les entreprises industrielles

elles-mêmes, et vous trouvez réunies dès le départ les principales conditions de la flexibilité interne.

Le tableau en Allemagne est cependant loin d'être idéal. Il y a quelques années, une étude syndicale faisait apparaître que le tiers de la population active était soit en chômage, soit employé dans des emplois « hors normes » et qu'on allait vers une situation où précaires et chômeurs représenteraient la moitié des actifs. Peter Glotz, un des penseurs de la social-démocratie allemande, a appelé cela « la société des deux tiers ».

Le pays champion de la flexibilité interne, c'est indubitablement la Suède. Les licenciements sont extrêmement difficiles, les contrats à durée déterminée illégaux, les possibilités d'intérim sévèrement limitées, la mise en chômage partiel interdite. Cette rigidité oblige les dirigeants d'entreprise à donner du travail à leurs salariés quoi qu'il arrive et donc à prévoir d'avance des possibilités de conversion ou de diversification, avec tout ce que cela implique sur le plan de la formation qualifiante ou de la possibilité d'apprendre un autre métier. Comme le signalait Bernard Brunhes, la rigidité, au lieu d'être un obstacle, devient une contrainte féconde pour les entreprises et l'économie dans son ensemble.

Il faut ajouter que l'esprit et les méthodes de l'enseignement sont radicalement différents, en Scandinavie, de ce qu'ils sont en France. Au lieu d'être fondé sur le classement et la sélection des meilleurs, l'élimination des moins aptes, l'enseignement y part du postulat que tout le monde peut apprendre, peut se qualifier, pourvu que les méthodes de formation soient adaptées à ce but.

Peut-on toujours anticiper les problèmes d'emploi ? La difficulté qu'il y a souvent à maîtriser l'évolution des technologies ne limite-t-elle pas les possibilités de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences ?

Je prendrai cette question à l'envers : une entreprise qui n'a pas de plan, de projet pour les trois, cinq, voire dix ans à venir, a peu de chance de survivre et ne le mérite pas. La chose, d'ailleurs, n'est pas nouvelle : les entreprises ont toujours, nécessairement, dû planifier

leurs investissements, leur développement, leur ligne de produits, leurs ventes, leurs achats, leurs effectifs, leur masse salariale et la structure qualitative de leur main-d'œuvre. Celles qui ne le faisaient pas étaient finalement satellisées ou acculées à la faillite.

La nécessité d'une gestion prévisionnelle de l'emploi et des effectifs est particulièrement évidente dans les services publics et administrations, où la formation de personnels compétents peut demander jusqu'à cinq ou dix ans. Ne pas prévoir par exemple de combien d'enseignants du primaire, du secondaire, du supérieur le pays aura besoin, et dans quelles disciplines l'enseignement va se développer, c'est aller à des situations de crise comme celle qu'a connue le secondaire il y a quelques années.

Cela dit, toute prévision à moyen terme comporte une marge d'incertitude. Cette incertitude est d'autant plus grande pour *chaque* décideur que l'effort de prévision est faible chez *l'ensemble* des décideurs. Que, en revanche, tous les décideurs privés et publics confrontent et, idéalement, coordonnent leurs prévisions, celles-ci pourront s'ajuster à un contexte économique et social dans l'évolution duquel les imprévisibilités auront été réduites : des tendances lourdes, en particulier, se seront dégagées qui se confirmeront d'autant plus probablement que chaque décideur les prendra pour base de ses décisions. C'est là la philosophie et la vertu de cette « planification à la française » qui intéresse fort les économistes tchécoslovaques, entre autres, alors que les médias français n'osent plus l'évoquer.

Bien entendu, des marges d'incertitude subsisteront toujours, car aucun système économique ne peut – heureusement – fonctionner à la manière d'un mécanisme monté. Les prévisions sur la base desquelles une entreprise gère l'emploi, c'est toujours aussi un pari, un défi à relever, un objectif à réaliser. Une entreprise qui n'est pas capable de dire à ses salariés : « Voici les tendances de fond, voici nos prévisions pour les deux, trois ou cinq ans à venir. Essayons, sur la base de nos engagements mutuels, de faire correspondre nos réalisations à nos prévisions... », une telle entreprise ne pourra plus compter sur le degré d'implication nécessaire à la qualité totale.

Les mêmes remarques valent pour la société tout entière. Si on veut éviter la « société duale » ou « à deux vitesses », la « société des deux tiers », l'accroissement continu du nombre des chômeurs et des précaires d'un côté, la concentration des emplois intéressants et des pouvoirs entre les mains d'une minorité hyperactive de l'autre, alors la gestion prévisionnelle de l'emploi doit être pratiquée non seulement au niveau et pour le compte des entreprises, mais au niveau et pour le compte de la société elle-même. Celle-ci n'aura une cohésion et une dynamique que si elle a, elle aussi, un projet, des priorités et des buts à moyen ou long terme qui offrent un cadre et un sens aux initiatives décentralisées et permettent le partage équitable de tout le travail socialement utile, qu'il soit rémunéré ou non. Il est très significatif que le rapport Chacornac²⁴ propose précisément, entre autres, une sorte de gestion prévisionnelle de l'emploi à l'échelle de l'économie entière.

Peut-on fonder une nouvelle logique sociale sur une stratégie de l'insertion compte tenu de l'évolution du système économique ? La question de l'insertion est-elle bien posée ?

Nous avons pris l'habitude de poser le problème de l'insertion en partant de l'existence d'un nombre croissant de personnes plus ou moins durablement exclues du processus social de production. Or le traitement curatif de l'exclusion, bien qu'il soit urgent et nécessaire, ne peut résoudre le problème en l'absence d'un traitement préventif.

La question est donc : comment faire pour que tout le monde, y compris les femmes de tout âge qui le désirent, puisse gagner sa vie en travaillant ? Tel est le défi qu'il faudra relever au cours de cette décennie. Et il faudra le relever dans un contexte où l'industrie emploie une part décroissante de la population active et où les services modernes, publics ou privés, n'absorbent pas autant de main-d'œuvre que l'industrie en économise. La gestion prévisionnelle de l'emploi à l'échelle des entreprises ne suffit donc pas à résoudre le problème de l'insertion. On ne le résoudra pas non plus en laissant se développer, comme au Japon ou aux États-Unis, des myriades de petites entreprises de services répondant à une demande

essentiellement locale et fluctuante et donc offrant des emplois précaires payés au-dessous du Smic, sans qualification ni couverture sociale. Cette économie duale, avec sa nouvelle domesticité, remplace l'exclusion due au chômage par d'autres formes d'exclusion ou de marginalisation et n'offre donc qu'un semblant d'insertion.

Si l'on veut que les emplois dans les services soient qualifiés, convenablement rémunérés et protégés, comme c'est le cas en Scandinavie, l'extension de la sphère des services sera nécessairement limitée. La solution au problème de l'insertion passe alors par une répartition équitable d'un volume limité de travail : tout le monde doit pouvoir gagner sa vie en travaillant, mais en travaillant moins, et tout le monde doit assumer sa part du travail non payé qui, actuellement, reste encore trop souvent à la charge exclusive des femmes, même professionnellement actives.

Cette redistribution équitable des différents types de travail suppose évidemment une gestion prévisionnelle de l'emploi à tous les niveaux, y compris celui de l'économie dans son ensemble. Elle suppose aussi une véritable politique du temps et pas seulement du temps de travail. La contraction du volume de travail économiquement rentable et efficace n'a pas besoin de s'accompagner de l'augmentation du chômage, de la précarité et des petits boulots sous-payés si nous apprenons à la traduire en des formes variées et souples de réduction de la durée du travail. Celle-ci est la clé d'une redistribution du volume global de travail sur tous ceux et toutes celles qui désirent travailler dans la sphère économique. Elle peut ouvrir en même temps aux entreprises la possibilité d'une plus grande flexibilité, interne aussi bien qu'externe, dans la gestion de leur personnel et permettre aux personnes une plus grande flexibilité dans la conduite de leur vie.

L'impossibilité d'assurer à toutes et à tous un emploi stable, ininterrompu et à plein temps, peut, en somme, être transformée en un surcroît de liberté pour les salariés. Au lieu de se manifester sous la forme de la précarité et du chômage, cette impossibilité du plein emploi continu et à plein temps peut être transformée en la possibilité pour chacun et chacune de travailler de façon discontinue

non seulement à l'échelle de la semaine mais aussi, surtout, à l'échelle du mois, du semestre, de l'année, du septennat ou de la vie.

La réduction de la durée du travail peut ainsi prendre des formes beaucoup plus originales et intéressantes que la réduction de l'horaire journalier ou hebdomadaire : la forme notamment de l'année sabbatique ou, comme au Québec, d'une année de congé après cinq ans de travail ; la forme du congé parental prolongé et convenablement indemnisé, comme en Tchécoslovaquie, entre autres, où trois années de congé parental avec 70 % du précédent salaire sont la règle ; les différentes formes de congé-formation, au nombre desquelles le CIF (congé individuel de formation, pouvant atteindre deux ans avec 70 % du salaire) est particulièrement intéressant dans la mesure où il préfigure le droit d'apprendre un nouveau métier ou de refaire des études à tout âge ; ou encore la forme du mois court ou de l'année courte ou de l'acompte de plusieurs mois ou de plusieurs années sur la future retraite, comme le propose Gösta Rehn.

Le RMI est-il une étape vers une nouvelle conception du rapport salarial ou est-il un but en lui-même ?

Aussi longtemps qu'on dit aux personnes marginalisées : « Je vais vous rendre service et vous fournir un emploi », on ne les insère pas vraiment. Car la personne à qui vous dites cela comprend aussitôt : « Ils font ça par charité, au fond ils n'ont aucun besoin de moi. » Or de quoi souffre le chômeur, l'exclu ? Précisément du fait qu'on n'a pas besoin de lui, qu'il n'a, apparemment, rien à apporter aux autres. C'est pourquoi l'abbé Pierre qui, lui, a parfaitement compris le problème, n'est pas allé proposer son aide aux exclus. Au contraire, il les a interpellés : « Je ne peux rien pour toi mais toi, tu pourrais faire beaucoup pour m'aider. Viens, j'ai besoin de toi. » Le RMI remplira sa fonction d'insertion lorsqu'il créera un secteur d'activité à forte visibilité et utilité sociales, à la fois une sorte d'abbé Pierre institutionnalisé, de chantier de service civil et de ce que les Danois appellent « école de production » parce qu'on y apprend tout en produisant et en étant payé.

Mais le RMI peut néanmoins préfigurer le dépassement du rapport salarial si on le considère comme une affirmation supplémentaire du principe que le droit au revenu ne peut plus dépendre du travail ni, surtout, de la quantité de travail qu'une personne fournit. La nécessité d'un revenu découplé du travail et de formes d'intégration sociale qui ne passent pas par des prestations évaluables en argent est une question qui ne pourra être éludée indéfiniment, car le travail continuera de devenir une activité de plus en plus discontinuée, occupant de moins en moins de temps dans une vie.

4

Capitalisme, Socialisme, Écologie

Le texte qui suit est un commentaire du nouveau programme à long terme du SPD. Écrit en juin 1989, publié en août dans la revue théorique du parti²⁵ en même temps que trois autres commentaires, cet article s'efforce de dégager les thèmes qui, dans le nouveau programme, contrastent avec les orientations traditionnelles de la gauche européenne. Compte tenu du désarroi et du manque d'imagination qui prédominent dans presque tous les autres grands partis de gauche, le programme du SPD paraît réellement novateur à plusieurs égards. Son analyse a été l'occasion, pour moi, de mieux clarifier certaines notions et certains thèmes (notamment ceux de capitalisme/socialisme, économie/écologie, travail socialement utile/travail de reproduction).

Il reste cependant à se demander dans quelle mesure le renouvellement de ces thèmes et orientations est susceptible de renouveler la vie intérieure et l'image extérieure d'un vieux parti de gauche ; ou, en d'autres termes, si les rénovateurs, formés dans les luttes des années 1960 et 1970, peuvent réellement rénover le SPD en l'ouvrant sur les nouveaux mouvements sociaux, les changements culturels et le dépassement européen de l'État-nation. Un vieux parti ouvrier peut-il s'approprier de nouveaux thèmes et de nouvelles formes d'action, tisser des liens avec de nouveaux mouvements sans perdre son identité, sa cohésion, sa légitimité, ses militants ? Peut-il concilier son aspiration à exercer le pouvoir avec l'élargissement du champ des luttes politiques, une conception plus directe de la

démocratie et une transformation correspondante de ses propres structures ?

Il était permis d'en douter dès le congrès de Berlin, en novembre 1989, à l'occasion duquel le programme du parti fut repoussé au second plan au profit du thème de l'unité allemande.

La rénovation et le renouvellement thématique d'un vieux parti ne vont jamais sans crises et sans reculs initiaux. Le travail qui consiste à redéfinir les tâches anciennes par la prise en compte des réalités nouvelles n'est jamais, à court terme, assuré du succès. La seule chose sûre est que la gauche n'a pas d'avenir si elle ne s'attelle pas à ce travail. Ce que Antje Vollmer disait pour les Verts vaut pour toute la gauche : « Il nous faut réussir le tour de force de répondre à la fois aux questions du XIX^e et du XXI^e siècle. »

1. Parce qu'il est le plus grand parti de gauche du pays économiquement le plus puissant d'Europe, le SPD sert inévitablement de référence au reste de la gauche européenne. Les problèmes qu'il affronte sont souvent de ceux que les gauches des autres pays devront à leur tour affronter lorsque leur économie aura atteint un développement comparable. En Europe centrale et orientale également, la conception du SPD, quant à ce que peut ou doit être le socialisme dans un pays démocratique surdéveloppé, n'est pas sans influence sur les forces sociales et politiques qui refusent l'alternative entre dictature bureaucratique-policière et établissement d'une économie de marché.

Le programme du SPD me paraît faire œuvre de pionnier dans les trois domaines suivants :

- la restructuration écologique de la société industrielle ;
- la réduction de la durée du travail hebdomadaire à trente heures en cinq jours, à laquelle viendrait s'ajouter le droit à l'année sabbatique et à des congés (payés) additionnels pour les parents d'enfants en bas âge et de personnes demandant des soins – soit au total une durée annuelle moyenne du travail d'environ mille heures ;

— l'importance accordée aux « valeurs féminines » qui, dans la vie des hommes autant que dans celle des femmes, sont appelées à occuper une place au moins égale à celle des « valeurs masculines » d'efficacité et de rendement. En somme : humanisme post-capitaliste et fin de la société productiviste fondée sur le travail-marchandise.

Avant d'analyser de plus près ce que ces thèmes impliquent pour une conception rénovée du socialisme, voici d'abord quelques remarques préalables.

2. Lacunes. Les orientations et les thèmes du programme sont présentés le plus souvent de façon axiomatique et normative. Certaines parties du programme en deviennent étrangement abstraites. En tant qu'observateur extérieur, il me plaît assez que le plus grand parti de gauche d'Europe s'adresse ainsi à la conscience universelle plutôt qu'à des populations déterminées ayant des intérêts déterminés ; car j'ai tendance à faire de même, ce qui, d'ailleurs, limite fortement mes goûts et mon intelligence politiques. Mais en tant qu'observateur extérieur, je doute aussi qu'un programme ainsi conçu soit capable à la fois d'assurer le renouvellement d'un grand parti politique, dont l'identité s'est forgée au cours d'une longue histoire, et de mobiliser les énergies nécessaires à la mise en œuvre de ce programme d'orientation.

Au risque de paraître démodé, j'aurais aimé que le programme m'explique ce qui relie le passé d'un vieux parti ouvrier au « monde dans lequel nous vivons » et aux orientations qu'il propose pour l'avenir. Il aurait dû m'expliquer d'où il vient ; ce qui a changé depuis le précédent programme d'orientation, celui de Bad Godesberg, en 1959 ; où conduit la dynamique à l'œuvre dans la société (et dans les relations internationales) ; vers quoi elle peut être réorientée pour écarter les menaces qu'elle comporte et réaliser les possibilités de libération qu'elle contient. J'aurais aimé qu'on ne me parle pas seulement des menaces de destruction qui pèsent sur les bases naturelles de la vie mais aussi :

— de l'effondrement total de sociétés et de civilisations entières, dans les Amériques, en Afrique, en Asie du Sud ;

— de la crise de la notion de travail et du travail lui-même qui, dans la grande majorité des emplois, ne correspondent plus du tout au concept forgé par Hegel et Marx (le travail comme objectivation créatrice de la domination de l'homme sur la matière) ;

— de l'extension de l'industrialisation à de nouveaux domaines d'activité ;

— de l'industrialisation de la culture ;

— de la crise de l'idée de « socialisme ».

La référence au « socialisme » doit-elle être abandonnée (suivant le précédent du PCI abandonnant la référence au communisme) ou conserve-t-elle son importance non seulement en tant que rapport au passé mais aussi en tant qu'explicitation des potentialités de libération contenues dans les contradictions des processus sociaux et économiques présents ?

Dans l'affirmative, il conviendra de redéfinir le socialisme en précisant en quoi son sens originel conserve une actualité pour nous.

Le programme peut fournir un point de départ utile pour une telle tentative. Par ses thèmes principaux, il propose, en effet, des réformes qui, en partie, impliquent le dépassement du capitalisme. C'est ce que j'essaierai de montrer ci-dessous.

3. *Socialisme.* Le mouvement socialiste s'est donné pour but, dès l'origine, d'imposer des limites à la rationalité économique, telle qu'elle s'exprimait librement dans les rapports de concurrence et de marché, et de la mettre au service d'une rationalité supérieure. La lutte entre ceux qui cherchaient à étendre et ceux qui cherchaient à restreindre les domaines dans lesquels la rationalité économique pouvait s'exprimer sans entraves a été dès l'origine le conflit central dans les sociétés capitalistes. Celles-ci sont nées grâce à l'abolition des restrictions (religieuses, culturelles, esthétiques, sociales) auxquelles la rationalité économique était soumise dans les sociétés antérieures²⁶. Par la suite, les sociétés capitalistes ont été obligées, sous la pression de nécessités objectives mais aussi de luttes sociales, à imposer au jeu de la rationalité économique des limites nouvelles et

de plus en plus étendues (par exemple l'interdiction de l'esclavage, du travail des enfants, de la vente des femmes ; la limitation de la journée du travail ; le repos dominical ; le salaire minimum ; l'assurance maladie, etc.).

Dans l'optique socialiste, ces limitations devaient imposer à la rationalité économique un cadre et des conditions d'exercice qui, en fin de compte, la mettraient au service d'une société dans laquelle les hommes et les femmes seraient libérés de toute forme d'asservissement aux nécessités et de servitude. Inversement, dans l'optique capitaliste, c'est la société qui doit être mise au service de la valorisation du capital, dont la rationalité économique trouverait la meilleure garantie dans le jeu sans entraves des lois du marché.

Ce conflit central n'a rien perdu de son acuité et de son actualité, bien que ses acteurs sociaux aient changé considérablement depuis cent soixante ans.

Par socialisme, il faut par conséquent entendre la réponse positive à la désintégration des liens sociaux sous l'effet des rapports marchands et de concurrence, caractéristiques du capitalisme. Cette réponse est apportée principalement par les travailleurs dépendants ou en leur nom. Là où les rapports de marché et de concurrence (qui contiennent également une dimension positive) ne se sont jamais développés, le « socialisme », faute de base sociale, ne peut être qu'une dictature éducative en vue de la modernisation économique. Pareille dictature tourne inévitablement son prétendu socialisme en son contraire : elle met la société au service d'un appareil économique à construire.

Ce qui est en jeu dans le conflit entre capitalisme et socialisme est l'étendue de la sphère dans laquelle la rationalité économique peut se déployer, non la rationalité économique elle-même. Une action est dite économiquement rationnelle pour autant qu'elle tend à maximiser le rendement des facteurs mis en œuvre. Le rendement au sens économique se mesure par le profit réalisé par quantum de travail vivant ou mort (de capital circulant ou fixe) mis en œuvre. Quels que soient les rapports de propriété, il n'existe pas, en matière de gestion des entreprises, une rationalité autre que capitaliste. C'est

là une évidence qui a fini par s'imposer partout. À la question de savoir, toutefois, dans quelle mesure les exigences de la rationalité économique doivent l'emporter dans l'entreprise et dans l'économie nationale sur d'autres types de rationalité, les réponses capitalistes et socialistes différeront.

Une société reste capitaliste aussi longtemps que les rapports modelés par la rationalité économique et fonctionnelle à la valorisation du capital seront prépondérants et façonneront la vie et l'activité des individus, l'échelle des valeurs et la culture. Une société devient socialiste quand les rapports sociaux modelés par la rationalité économique du capital n'occuperont plus, par rapport aux valeurs et aux buts non quantifiables, qu'une place subalterne et que, par conséquent, le travail économiquement rationnel ne sera plus, dans la vie de la société et dans la vie de chacun, qu'une activité parmi d'autres tout aussi importantes.

4. *Politique économique.* La conception que je viens de résumer est illustrée dans certains passages du programme. Il soumet la rationalité économique à des limitations nouvelles, parfois radicales. C'est ainsi qu'on trouve les formules suivantes dans le chapitre consacré à la « démocratie économique » : « Les buts sociétaux doivent avoir la priorité sur les exigences de la valorisation du capital » ; « le marché ne doit pas déterminer dans quelles directions la société se développe. Il ne doit pas décider à la place de la société quelles technologies et quels secteurs d'activité sont appelés à se développer » ; « l'État fixe le cadre et les conditions du développement économique » et « doit impulser de façon volontariste des développements souhaitables » ; « les plans de l'État et des communes préétablisent des objectifs et des orientations dont les entreprises ont à tenir compte dans leurs décisions » ; le « cadre et la coordination politiques des plans des entreprises et de l'État » doivent « préciser l'intérêt général et être élaborés avec la participation de commissions économiques et sociales ». La planification à la française, pratiquement abandonnée au cours des années 1970, semble appelée ici à ressurgir de sa tombe.

En raison de l'importance centrale que le programme donne à la réduction de la durée du travail, on aurait pu s'attendre à ce que le chapitre concernant la politique économique indique au moins de façon sommaire que la réduction de la durée du travail n'est pas une mesure ponctuelle mais une politique d'ensemble impliquant une politique du temps, la coordination des plans des entreprises et des administrations publiques, la participation des syndicats dès la phase préparatoire ; et que la compensation salariale ne peut simplement être mise à la charge de chaque entreprise mais exige un financement public qui ne provoque ni distorsion du système des prix ni entrave à la concurrence²⁷. L'affirmation lapidaire : « Nous élaborerons des modèles de financement » est presque comique : pourquoi le SPD ne s'y est-il pas mis depuis longtemps ?

Sur l'orientation et les buts en faveur desquels le déploiement de la rationalité économique doit être limité, le programme présente deux projets essentiels : la restructuration écologique et l'élargissement des espaces d'activité et de vie libérés des contraintes économiques.

5. La restructuration écologique. Le chapitre consacré à la restructuration (ou « modernisation ») écologique énumère de façon convaincante les secteurs dont la transformation est la plus urgente : « La restructuration écologique de notre économie, de la conception des produits [qui devront être “durables” et “faciles à réparer”] jusqu'à la consommation et au recyclage des matériaux..., englobe toutes les formes de production et de transformation d'énergie » et exige « la restructuration écologique de l'industrie chimique, des transports et de l'agriculture ». Cette dernière est traitée de façon précise et extensive.

La refonte écologique du système industriel concernera, en particulier, les industries lourdes et à forte intensité de capital. L'industrie chimique, par exemple, devra connaître un recul très sensible de ses ventes en raison, notamment, du passage à une agriculture « respectueuse des équilibres naturels ». Celle-ci ne dépensera pour ses engrais et ses produits phytosanitaires qu'une

fraction de ce que dépense l'agriculture chimique. Le développement des transports publics urbains et suburbains, la priorité du rail sur la route pour le transport des biens et des personnes, les limitations de vitesse et les moyens de transport durables, faciles à réparer et « écologiquement convaincants » devront entraîner un recul de la production automobile. Le développement des transports publics n'offrira pas à l'industrie des débouchés de remplacement de même envergure. L'industrie ne pourra ni ne devra continuer de croître. « Il faut que croisse ce qui consolide les bases de la vie, améliore sa qualité..., favorise l'autodétermination et les activités autonomes de création. Il faut que décroisse et que disparaisse ce qui menace les bases naturelles de la vie. »

« L'innovation technique doit non seulement servir la restructuration et la rationalisation écologique », elle doit aussi « élever la productivité du travail, rendre possible la réduction de sa durée » et « libérer du travail aliéné ». Bref, les critères économiques de rendement et de rentabilisation maximaux sont subordonnés à des critères socio-écologiques.

Or l'impératif économique de rendement est fondamentalement différent de l'impératif écologique de ménagement. La rationalité écologique consiste à satisfaire les besoins matériels au mieux, avec une quantité aussi faible que possible de biens à valeur d'usage et durabilité élevées, donc avec un minimum de travail, de capital et de ressources naturelles. La recherche du rendement économique maximal, en revanche, consiste à vendre avec un profit aussi élevé que possible un maximum de productions réalisées avec le maximum d'efficacité, ce qui exige une maximisation des consommations et des besoins. Seule cette dernière permet la rentabilisation de quantités croissantes de capital. La recherche du rendement maximal à l'échelle de l'entreprise conduit, par conséquent, à l'échelle de l'économie, à des gaspillages croissants. Mais ce qui, du point de vue écologique, apparaît comme du gaspillage et de la destruction de ressources est perçu, du point de vue économique, comme source de croissance : la concurrence entre les entreprises entraîne une cadence élevée des innovations, le volume des ventes et la vitesse de circulation du capital augmentent grâce à l'obsolescence, au

renouvellement plus rapide des produits. Et ce qui, du point de l'écologie, apparaît comme une économie (durabilité des produits, prévention de maladies et d'accidents, moindre consommation d'énergie et de ressources) fait baisser, avec le PNB, la production de richesses économiquement mesurables et apparaît, sur le plan macro-économique, comme une source de pertes.

Le chapitre consacré à la « démocratie économique » reconnaît cette contradiction entre rationalité écologique et rationalité économique (« une économie ne devient écologiquement et socialement défendable que si les décisions démocratiques l'emportent sur la recherche du profit et de la puissance économique ») mais le chapitre consacré à la restructuration écologique voudrait montrer que les deux rationalités n'en font qu'une : « À la longue, ce qui est écologiquement déraisonnable ne saurait être économiquement rationnel... Les nécessités écologiques doivent devenir des principes de base de l'activité économique. Si nous nous engageons à temps dans la modernisation écologique, nous améliorons nos chances de conquérir les marchés de demain et améliorons la compétitivité de notre économie. »

Seule cette dernière affirmation contient une part de vérité. Celui qui, le premier, développe la production économique d'énergie solaire, le stockage de l'hydrogène et les moteurs à hydrogène, les produits phytosanitaires biologiques, etc., peut espérer s'ouvrir de nouveaux débouchés et y rentabiliser des capitaux importants. Mais il serait illusoire de croire et paradoxal d'espérer que la rationalisation écologique puisse compenser la décroissance et la conversion des industries classiques en employant dans une « économie de l'environnement » la main-d'œuvre et les capitaux économisés ailleurs. Pour de nombreuses entreprises, la conversion écologique peut être un moteur de croissance pendant la période de transition, mais tel ne peut être le but à long terme du point de vue macro-économique. L'industrie et l'économie dans son ensemble ne peuvent s'attendre à ce que, grâce à la modernisation écologique, elles finissent par se porter beaucoup mieux ; elles doivent seulement s'attendre à ce que, sans modernisation écologique, elles se portent bientôt beaucoup plus mal. Il s'agit ici d'une politique incontournable

qui ne doit pas être présentée comme un choix motivé par l'opportunité économique. Il faut reconnaître que cette politique va à l'encontre des intérêts économiques (des intérêts du capital), en soulignant qu'il est tout simplement impossible de continuer comme par le passé et que l'inactivité, l'indécision auraient des conséquences catastrophiques qui n'épargneront pas l'économie.

Le sens de la rationalisation écologique peut se résumer en la devise « moins mais mieux ». Son but est une société dans laquelle on vivra mieux en travaillant et en consommant moins. La modernisation écologique exige que l'investissement ne serve plus à la croissance mais à la décroissance de l'économie, c'est-à-dire au rétrécissement de la sphère régie par la rationalité économique au sens moderne. Il ne peut y avoir de modernisation écologique sans restriction de la dynamique de l'accumulation capitaliste et sans réduction par autolimitation de la consommation. Les exigences de la modernisation écologique coïncident avec celles d'un rapport Nord-Sud transformé et avec la visée originaire du socialisme.

Le changement culturel que cela suppose est celui-là même dont le chapitre IV du programme se fait l'écho.

6. Le changement culturel. « À mesure que diminuent les dépenses requises par la satisfaction des besoins fondamentaux, des espaces croissants s'ouvrent pour les activités culturelles, relationnelles, sociales et créatrices. C'est pourquoi nous favoriserons l'expansion de ces domaines. » L'expansion dont il est ici question n'est évidemment pas d'ordre économique ; elle est sans rapport avec le développement de l'industrie culturelle, de l'industrie des loisirs et des services personnels dont les partisans de la « tertiarisation » attendent de nombreux emplois. Entre activités économiques et activités culturelles, la différence est fondamentale. La rationalité économique est une rationalité foncièrement instrumentale : les moyens mis en œuvre sont distincts des buts visés et ceux-ci sont eux-mêmes des moyens de valoriser du capital. Mais ce genre de calcul utilitaire est inapplicable partout où le but de l'activité est réalisé *dans* (et non pas *au moyen*) de cette activité même, comme

c'est le cas dans toutes les activités de soins dans lesquelles le soin que l'on prend de personnes, d'animaux ou d'objets, le soin avec lequel on cultive des arts et des facultés n'est utile à rien *d'autre*.

C'est pourquoi il est fallacieux de qualifier toutes les activités de « travail » pour ensuite conclure que « ce n'est pas le travail qui manque dans notre société ». Ce qui y manque, en effet, est le travail à but et à utilité économiques, susceptible de socialisation et de monétarisation ; et ce qui ne manque pas, ce sont des tâches qui ne sont pas économiquement rationnelles et rationalisables et qui, pour cette raison, n'ont jamais été considérées et développées comme elles le mériteraient. Ces distinctions se trouvent déjà chez Adam Smith qui qualifiait d'improductif – c'est-à-dire d'exempt de rationalité économique – le travail « qui ne produit rien qui puisse ensuite acheter une quantité de travail égale ». « Ceux qui fournissent un travail improductif ou ne travaillent point, ajoutait Adam Smith, vivent du *revenue* », c'est-à-dire d'un revenu prélevé sur la plus-value.

Les nombreuses « tâches restées en souffrance » et les « nombreux besoins négligés » sont précisément négligés et en souffrance parce qu'ils ne relèvent pas de critères économiques et ne peuvent être évalués en termes économiques. Ils doivent, par conséquent, être pris en charge soit par des « services financés sur fonds publics » (c'est-à-dire par prélèvement sur la plus-value), soit par les gens eux-mêmes, chacun pour soi ou en groupement d'aide mutuelle. Il est absurde de vouloir, comme le fait le programme, « accorder la même valeur à toutes les formes de travail socialement nécessaire », car toutes les activités auxquelles les gens se livrent n'obéissent pas à la même valeur ni au même type de rationalité et une partie d'entre elles n'a pas et ne doit pas avoir sa nécessité sociale pour motif. Ce n'est pas pour des raisons de nécessité sociale que nous mettons des enfants au monde, que nous les élevons, que nous entretenons notre logement et notre corps, et c'est bien pourquoi nous ne reconnaissons pas le droit à la société de nous prescrire ou de contrôler ou d'évaluer tout cela.

L'utilitarisme social de l'affirmation suivante est particulièrement inacceptable : « L'État et la société dépendent des prestations que

fournissent les communautés de vie familiales. *C'est pourquoi* (c'est moi qui souligne) celles-ci doivent pouvoir s'attendre à être protégées et encouragées. » Cette approche utilitaire est incompatible avec un projet qui entend se fonder sur le droit de chaque personne à déterminer elle-même la conduite de sa vie et à s'épanouir comme individu. Qui donc entre dans une communauté de vie *parce que* « l'État et la société en dépendent » ? La formulation, pour être correcte, devrait être inversée : « Les communautés de vie sont indispensables à l'épanouissement de la personne. *C'est pourquoi* l'État et la société doivent les protéger et encourager au nom des droits imprescriptibles de la personne. »

Un projet de société de gauche devrait partir du fait qu'il est des activités qui méritent d'être accomplies pour elles-mêmes, dont le sens et la qualité de la vie, le développement et la souveraineté individuels dépendent, mais pour lesquels, en raison de la prépondérance de la rationalité économique, le temps et la reconnaissance sociale ont toujours manqué. Il s'agit donc de faire en sorte que du temps social devienne disponible pour elles. L'exigence que les activités payées et non payées soient équitablement réparties entre l'homme et la femme n'en prendra que plus de force.

Je trouve particulièrement réjouissant que, pour la première fois (autant que je sache) dans l'histoire, le projet d'un grand parti politique souligne l'importance de « valeurs féminines » comme « la sensibilité » et « l'imagination », « l'amour et la convivialité, le rêve et la réflexion ». « Les hommes aussi prennent conscience que la subordination prétendument virile du sentiment et de l'imagination à la rationalité et à l'efficacité les appauvrit ou même les rend malades. Pour que la société devienne humaine, elle doit cesser d'être virile. » Où l'on retrouve Herbert Marcuse (1969).

L'avenir exige de nous, femmes et hommes, beaucoup de qualités qui furent longtemps considérées comme étant féminines... L'éducation doit en tenir compte. Elle doit aider à dépasser la division du monde en mondes masculin et féminin.

La sensibilité autant que la faculté de raisonner ont besoin d'être formées.

Tous et toutes doivent avoir la possibilité de s'engager dans des activités intéressant le quartier ou l'environnement, la vie syndicale ou politique (...), de créer, de faire de la musique, d'écrire ou de sculpter, de faire du sport, du jardinage ou de la mécanique. Les politiques locale et éducative doivent veiller à créer de meilleures conditions à tous ces égards.

Nous devons instaurer la journée de six heures dans le cadre de la semaine de cinq jours, afin que les femmes et les hommes puissent mieux concilier le travail professionnel, les tâches domestiques et familiales, les activités bénévoles et culturelles.

En plus, le programme prévoit « le congé payé parental et des congés payés pour dispenser des soins à domicile ». Voilà qui mettrait fin à la prépondérance des valeurs économiques et ouvrirait la voie vers une société socialiste.

L'influence du mouvement des femmes semble ici avoir porté ses fruits. Quant aux sujets politico-culturels susceptibles de mettre ces orientations en pratique, le programme donne les indications suivantes auxquelles je n'ai rien à ajouter :

Les initiatives civiques et les mouvements sociaux modifient la conception du monde et sont en même temps l'expression de son changement. Ils imposent le débat de thèmes importants, vivifient notre démocratie en offrant à la formation de la volonté politique de nouveaux espaces, enrichissent notre culture politique. Ils peuvent et doivent lancer aux partis des défis continuellement renouvelés, mais ne peuvent jamais les remplacer.

La culture politique s'affaisse sans la tension entre projets d'avenir et réalité présente. Les projets d'avenir n'ont d'effet que si des millions de citoyens et de citoyennes conscients y reconnaissent leurs espoirs. Il faut que les convictions et les craintes puissent s'exprimer dans l'espace politique (...) si la politique doit être autre chose que la ratification de contraintes objectives (...) et que des réformes puissent être réalisées.

Ces réformes doivent être portées par une « alliance des anciens et des nouveaux mouvements sociaux. La collaboration avec les

syndicats demeure l'axe central de cette alliance. Mais celle-ci doit aussi inclure tous ceux qui, par leur expérience quotidienne ou leur engagement dans de nouveaux mouvements sociaux, se sont convaincus de la nécessité de réformes fondamentales ».

Mi va bene cosi

5

Pour redéfinir le socialisme²⁸

Après l'effondrement des systèmes de domination issus de la Révolution russe, la question n'est pas de savoir si le « socialisme en soi » a encore un avenir. Cette question serait dénuée de sens. Il s'agit de savoir si ou sous quelle forme continuent de se développer des contradictions, des besoins, des conflits, des aspirations qui exigent un dépassement du capitalisme et contiennent en germe une conception anticapitaliste des rapports sociaux et des rapports avec la nature. C'est la manière dont ces conflits et ces contradictions seront interprétés et vécus qui décidera de ce que le socialisme peut ou doit être. Il ne pourra jamais être le résultat d'une connaissance « scientifiquement correcte » de la réalité mais dépendra toujours d'interprétations qui renvoient à la manière dont les acteurs se comprennent eux-mêmes : à leur subjectivité, à leur imaginaire social, à leurs attentes culturelles, à leurs aspirations à une vie différente.

Aucun système n'est socialiste

L'idée d'un « socialisme scientifique » a perdu tout sens. La prétendue scientificité de ses lois de développement et de ses conceptions politico-économiques avait, dans les régimes du « socialisme réel », une fonction politique évidente : permettre au parti-État de rejeter comme « subjectifs » et « non scientifiques » les

besoins et les aspirations de la population et de soumettre celle-ci aux impératifs systémiques de la construction d'un appareil industriel, d'une division internationale du travail. La planification économique concevait la société sur le modèle d'une grande machine dont tous les organes étaient commandés à partir d'une salle de contrôle centrale, et exigeait des individus des conduites et une attitude conformes aux exigences de la machine. La vie devait être intégralement rationalisée, c'est-à-dire que chacun et chacune devaient se conduire en exécutant de la fonction que lui assignait la mégamachine étatique-industrielle. Les résistances à cette fonctionnalisation, qui ne manquait pas de parenté avec une militarisation, étaient condamnées comme des signes d'« individualisme petit-bourgeois ».

Le socialisme est mort en tant qu'il se comprenait comme un système tendant à une totale rationalisation scientifique. Par cette prétention, il s'est coupé de tout ancrage dans l'expérience vécue ainsi que de l'aspiration des individus à l'émancipation et à l'autonomie. Mais le socialisme subsistera comme mouvement ou comme horizon historique pour autant que, conformément à sa signification originelle, il se comprend comme aspiration à achever l'émancipation des individus dont la révolution bourgeoise a marqué le commencement et qui reste à réaliser dans les domaines dans lesquels le capitalisme soumet les hommes et les femmes aux contraintes systémiques, aux rapports de domination et aux aliénations inhérentes au règne de la marchandise.

L'union solidaire contre la libre concurrence

Le socialisme doit donc se comprendre, dans son rapport avec le capitalisme, comme la négation positive de celui-ci. Il est issu de l'ambivalence et de l'inachèvement de la modernisation capitaliste, et des effets inacceptables de l'économie de marché. Partout où celle-ci a été introduite, elle comportait des moments d'émancipation radicale en même temps que de nouvelles formes d'oppression, d'exploitation et d'aliénation. Pour la première fois dans l'histoire,

elle a libéré les individus du despotisme et de l'arbitraire, leur reconnaissant le droit de poursuivre leurs intérêts matériels propres. Il en est résulté cette lutte de chacun contre tous qu'est la concurrence des vendeurs sur des marchés libres. La libre concurrence contraignait chaque entreprise à employer les facteurs de production avec un maximum d'efficacité, c'est-à-dire à rechercher la maximisation illimitée des rendements des profits, des investissements et des innovations. La rationalité économique se trouvait ainsi libérée, grâce au libre jeu des lois du marché, des restrictions religieuses, normatives, éthiques, sociales qui l'endiguaient dans les sociétés antérieures. Le capitalisme a été et demeure la seule forme de société qui fait de la concurrence en vue de la maximisation des rendements et des profits son exigence suprême et s'efforce sans relâche de mettre la société, l'éducation, le travail, les consommations individuelles et collectives au service de la meilleure valorisation possible du capital – ce qui le pousse à étendre le champ de la rationalité économique à tous les domaines de l'activité et de la vie.

Le mouvement socialiste est né dans la lutte menée par les individus solidairement unis sur la base de leurs buts communs, pour soumettre le champ dans lequel la rationalité économique peut se déployer à de nouvelles restrictions sociales, fondées sur des exigences éthiques. Seules ces restrictions peuvent garantir aux travailleurs leur intégrité personnelle, leur droit à autodéterminer individuellement et collectivement la conduite de leur vie. Le mouvement socialiste a eu et continue d'avoir pour sens et pour but l'émancipation des individus dans des domaines dans lesquels la logique du marché, de la concurrence et du profit y fait obstacle, dépossédant les individus de leurs possibilités d'autonomie et d'épanouissement.

L'État providence n'est pas socialiste

L'histoire du capitalisme réfute l'affirmation selon laquelle il n'existerait aucune voie entre le système économique à planification centrale et l'économie de marché. Il est seulement exact que les systèmes économiques industrialisés sont et demeurent capitalistes aussi longtemps que la logique de la rentabilisation maximale d'un maximum de capital (fixe et circulant) détermine les conditions de travail, les investissements, le modèle de consommation et donc le mode de vie, la culture et l'échelle des valeurs. Il est toutefois manifeste que les systèmes économiques capitalistes sont obligés de planifier des investissements privés et publics (par exemple en matière de politique de recherche, d'éducation et de formation, d'infrastructures, d'énergie, de santé), de régulariser et de corriger les marchés par des interventions et des subventions publiques, de même qu'est manifeste la nécessité où ils se trouvent de restreindre la logique du marché et de contenir la libre concurrence dans les limites que lui imposent les lois et les institutions sociales.

Le fait que cette restriction du champ régi par la rationalité économique, telle qu'elle s'exprime dans les lois du marché, n'a cessé d'être combattue et dénoncée par les partisans du libéralisme économique, montre combien central demeure le conflit entre la rationalité économique, incarnée dans la logique du capital, d'une part, les besoins et les exigences non économiques, individuelles et sociétales, d'autre part. L'État providence est un capitalisme plus ou moins humanisé, non un socialisme démocratique. Le capitalisme y a été coiffé de législations sociales qui lui imposent un cadre restrictif. Par le fait que ces restrictions étatiques ne s'enracinent ni dans une socialité vécue ni dans des formes de solidarité vécue, il est impossible de parler à leur sujet de socialisme. Les législations sociales compensent seulement la décomposition des communautés de base et de la cohésion sociale fondée sur un sentiment de commune appartenance ; elles accélèrent même cette décomposition en facilitant l'extension continuelle des rapports marchands. L'État providence devient le gardien de l'intérêt général face au « chacun pour soi » de la société de marché et il soutient celle-ci en prenant à

son compte la défense de l'intérêt général en tant qu'instance séparée de la société civile.

On ne pourra parler de socialisme que lorsque le système bureaucratique-industriel, ses appareils de pouvoir et ses contraintes techniques auront été réduits et restructurés de manière que tout le domaine des activités économiquement rationnelles se trouve, en position subordonnée, au service de formes de coopération et d'échange autodéterminées par les individus sociaux eux-mêmes, conformément à leurs aspirations et à leurs besoins vécus.

Socialisme, communisme, émancipation

Il faut comprendre le socialisme comme l'horizon de sens que fait surgir l'exigence d'émancipation et d'autonomie : non comme un *système* économique et social différent mais, au contraire, comme le projet pratique de réduire tout ce qui fait de la société un système, une mégamachine, et de développer en même temps des formes de sociabilité auto-organisées dans lesquelles peut s'accomplir le « libre développement des individualités ».

Il n'y a pas sous ce rapport de différence tranchée entre socialisme et communisme. Ils se distinguent pour nous *aujourd'hui* en ce que le communisme se donnait pour perspective la suppression radicale des rapports marchands (c'est-à-dire des rapports d'achat et de vente), y compris du salariat – et par conséquent la suppression de la spécialisation et de la division du travail à l'échelle de grands espaces économiques ; la suppression de l'administration et de la régulation macro-économiques et macro-sociales ; la suppression de l'État – ce qui suppose *soit* que la société industrielle complexe puisse être vécue par les individus comme étant une communauté à laquelle chacun se sent intégré en tant que membre poursuivant avec les autres des buts communs, compris et définis par tous ; *soit* que les sociétés industrielles complexes puissent être *supprimées* au profit d'une fédération de kibboutzim, c'est-à-dire de communautés de travail et de vie autarciques et autogérées.

Dans la perspective socialiste, en revanche, il ne s'agit pas de *supprimer* tout ce par quoi la société est un *système* dont le fonctionnement n'est pas entièrement contrôlable par les individus ni réductible à leur volonté commune. Il s'agit plutôt de réduire l'empire du système et de le soumettre au contrôle et au service des formes d'activité sociale et individuelle autodéterminées. Il s'agit de transformer la société en un ensemble d'espaces où des formes multiples d'association et de coopération puissent s'épanouir, et d'illustrer la possibilité concrète de réappropriation et d'auto-organisation de la vie en société par des formes renouvelées de pratique politique, syndicale et culturelle.

C'est par l'union solidaire et la coopération volontaire seulement que les individus peuvent s'émanciper de leur sujétion à la logique du capital et des échanges marchands pour devenir les acteurs d'une création de société. Lutter pour le socialisme, c'est revendiquer dans tous les domaines le droit des individus à l'autodétermination, à l'égalité, à l'intégrité de la personne, en agissant pour que puisse être remodelé tout ce par quoi la société fait obstacle à ce droit. Telle a été aussi la position récemment exposée par Rainer Land²⁹ :

Pour moi, le socialisme est une société qui se développe de manière à créer, dans les domaines de la civilisation matérielle, du travail, du cadre de vie, de la consommation, des espaces croissants pour l'épanouissement des individus... Un mode de vie et de consommation qui ménage les ressources naturelles, qui permet le développement de nombreuses sous-cultures et élargit les espaces où l'autonomie individuelle peut se déployer, telles sont les valeurs naissantes d'une nouvelle conception de la rationalité. Elle deviendra effective quand tous les décideurs économiques élaboreront leur stratégie et arrêteront leurs décisions sur la base des besoins ressentis et des intérêts vécus par les individus eux-mêmes dans leurs organisations, associations et initiatives démocratiques.

Le dépassement du capitalisme devient une tâche urgente quand ses impératifs systémiques apparaissent comme incompatibles avec la préservation de la vie et menacent, outre les bases naturelles de celle-ci, la possibilité de la charger de sens.

Il n'est plus possible d'attendre une transformation socialiste de la société de l'urgence des besoins engendrés par le travail ni, par conséquent, de l'action de la seule classe ouvrière. L'opposition de classe entre travail et capital persiste mais est recouverte par des oppositions qui ne relèvent pas de l'analyse de classe traditionnelle, n'ont pas les lieux de travail pour scène ni les rapports d'exploitation pour raison. À la différence des ouvriers professionnels d'hier, les salariés modernes ne dérivent pas de l'identification avec leur métier ou leur fonction la conscience de leur pouvoir sur la production et de leur droit à revendiquer le pouvoir sur la société. C'est souvent à partir d'expériences qu'ils vivent en dehors de leur travail ou de leur entreprise, en tant que locataires, habitants d'une commune, usagers, parents, éducateurs, élèves, chômeurs, qu'ils sont amenés à mettre le capitalisme en question. La capacité de le contester radicalement résulte moins de l'exercice d'un métier que du recul critique que les travailleurs prennent vis-à-vis de leur tâche : du surplus de capacités individuelles et de compétences sociales que le travail condamne à rester inemployées ; de la contradiction entre la qualité de vie, l'autonomie et l'épanouissement personnels qui devraient être possibles et la domination dans tous les domaines de la course au rendement et à la rentabilité maximaux. Dans tous les pays industrialisés, la concurrence capitaliste conduit à réduire des prestations sociales, à réintroduire le travail du samedi et du dimanche, à étendre le travail de nuit, à précariser l'emploi, à marginaliser une fraction croissante de la population, à laisser se détériorer le cadre de vie, bref à sacrifier l'essentiel afin que du superflu puisse être produit avec plus de profit et offert à meilleur prix.

Plus encore que de leur force de travail, les appareils techniques du capital dépossèdent les individus des conditions de développement de leurs facultés sensorielles, de la possibilité de prendre en charge et de choisir leur vie. La reconstruction d'un monde propice à l'épanouissement de la vie suppose non une modernisation écologique de la société industrielle mais une modernisation éco-socialiste, anti-technocratique et antiautoritaire. Une politique du « temps choisi » allant de pair avec une

redistribution du travail et une réduction de sa durée ; des espaces croissants pour le développement d'activités non monnayées ; la démocratisation des décisions de production et d'investissement ; des alternatives culturelles aux consommations compensatoires sont seules susceptibles de conduire, dans la liberté, à un modèle de consommation écologiquement supportable et dont la relative frugalité soit fondée sur l'autolimitation volontaire.

L'autre voie, celle d'une modernisation écologique du capitalisme, contient autant de dangers que la destruction des bases naturelles de la vie, qu'elle menace d'ailleurs de poursuivre sur un autre plan. Les bases « naturelles » de la vie peuvent, en effet, être produites ou reproduites industriellement par le développement d'une éco-industrie et d'un éco-business obéissant aux mêmes impératifs de rentabilité maximale que les autres industries de consommation : ne pas satisfaire les besoins fondamentaux de la manière la plus rationnelle (la plus « économique ») possible mais au moyen d'un flux maximal de marchandises aussi profitables que possible à produire. La reproduction des bases de la vie peut être organisée dans le cadre d'un éco-techno-fascisme qui remplace artificiellement les cycles naturels par des niches synthétiques, économicise en quelque sorte le milieu de vie, industrialise la production de la vie elle-même, y compris de la vie humaine, commercialise des fœtus et des organes, maximise les performances des organismes vivants, y compris les performances humaines, par des moyens d'ingénierie génétique.

La tendance est déjà manifeste et ce ne sont pas des commissions d'experts en « éthique » qui endigueront les pressions qui, au nom de la compétitivité, s'exercent en vue d'une rationalisation économique de la production et de la reproduction de la vie. Faire de l'« éthique » la spécialité d'experts revient à l'abstraire du vécu et de la culture du quotidien, à constater son extinction. Ainsi que l'écrit l'historien viennois Siegi Mattl :

La redéfinition du socialisme devra s'opérer en dehors des sentiers battus, car le capital est en train de dénoncer le « contrat social » dont, en Europe du moins, la société bourgeoise a jusqu'ici été si fière... Pour la première fois dans l'histoire, le socialisme se

trouve réellement placé devant la tâche d'avoir à incarner tout ce qui est constitutif de l'humanité, la rébellion, la capacité de création et d'autodétermination sociale et culturelle. Or il ne s'agit pas là de sous-produits du développement capitaliste mais de produits de l'opposition et de la subversion... Il s'agit du projet révolutionnaire que les hommes soient plus et autre chose que les exécutants des fonctions que prédétermine pour eux la machinerie sociale ; il s'agit d'autonomie, de la possibilité pour les hommes et les femmes de tisser librement leurs liens ; il s'agit de rendre impossible la domination sur autrui, qu'elle prenne la forme des dix commandements, du pouvoir de l'État ou de l'actionnariat. Le socialisme devra se souvenir de ses origines il y a cent ans s'il veut survivre. Il a pris sa source, quoi qu'en aient ses héritiers actuels, dans une alliance des subversions³⁰.

6

La crise de l'idée de travail et la gauche post-industrielle

La notion de travail est une invention de la modernité, plus exactement une invention du capitalisme industriel. Aussi longtemps que la production marchande était marginale et que l'essentiel des besoins était couvert par l'autoproduction domestique et l'économie villageoise, la notion de « travail » tout court, de « travail sans phrases », comme disait Marx, ne pouvait avoir cours. On « fabriquait », « confectionnait », « préparait », « œuvrait », « peinait », « besognait », « vaquait à des occupations » diverses, spécifiques, incommensurables dans le cadre de la communauté domestique, et les diverses *activités* étaient assumées, selon une division immuable des tâches, par l'homme, la femme, les enfants ou les anciens. Elles Paient « genrées » (*gendered*), selon l'expression d'Ivan Illich³¹ n'avaient donc pas de commun dénominateur n'étaient pas interchangeables ni ne pouvaient être comparées et évaluées selon une même unité de mesure. Le terme « travail » désignait non pas l'acte créateur ou productif mais l'activité *en tant* qu'elle était peine, désagrément, fatigue.

La notion de travail n'apparaît en son sens actuel qu'à mesure que la production et la consommation marchandes l'emportent sur l'autoproduction. On désigne alors par « travail » une activité fondamentalement différente des activités de subsistance, de reproduction, d'entretien et de soins accomplies au sein du ménage ; et cela non pas tant parce que le « travail » est une activité payée mais parce qu'il se situe dans l'espace public et y apparaît comme une

prestation mesurable, échangeable et interchangeable : comme une prestation qui possède une valeur d'usage *pour les autres* et non pas simplement pour les membres de la communauté domestique qui l'accomplit ; *pour les autres en général*, sans distinction ni restriction, et non pour telle ou telle personne particulière et privée.

La notion moderne de travail désigne donc originellement une prestation destinée à d'autres, possédant une utilité ou valeur d'usage pour eux et donnant droit de ce fait à une certaine récompense ou compensation de leur part. Deux caractéristiques, avant tout, sont essentielles à la notion de travail :

1. Il doit être fourni dans la sphère publique, non dans la sphère privée.

2. Il doit être destiné aux autres en tant qu'individus *sociaux* et non en tant qu'individus privés.

À ces deux caractéristiques vient s'en ajouter une troisième à mesure qu'avec le capitalisme industriel les rapports marchands gagnent du terrain³².

3. Le travail doit avoir une validité ou valeur sociale reconnue et celle-ci lui sera attestée par la possibilité de l'échanger contre une quantité déterminée d'*un quelconque autre travail*, autrement dit par la possibilité de le vendre, de le présenter sous forme de marchandise. C'est par sa forme marchandise qu'il devient travail social « en général », travail abstrait, participation au processus de production social dans son ensemble.

Ce n'est qu'au cours du XIX^e siècle, avec l'apparition d'une classe d'ouvriers professionnels, que « travail » prend le sens d'activité créatrice, « poïétique » qui, façonnant la matière et maîtrisant la nature, est la source de toute richesse³³. Le moderne concept de travail représente donc une catégorie socio-historique, non une catégorie anthropologique. Dans aucune société précapitaliste le « travail » ne pouvait fonctionner comme concept. Les difficultés sémantiques dans lesquelles on s'embrouille lorsqu'on cherche à étendre la notion de travail à toutes sortes d'activités relationnelles, ressortent assez de la citation que voici (avec laquelle, d'ailleurs, je serais entièrement d'accord si son auteur ne cherchait à sauver

l'idéologie socialiste du travail par un tour de passe-passe sémantique) :

Le but prioritaire d'un socialisme doit être non pas de libérer *du* travail mais de libérer *le* travail. Et *travail* doit ici être compris au sens d'*activité créatrice*, donc en incluant toutes les formes non professionnelles, non rémunérées du travail pour soi, de l'entraide entre voisins, de l'activité bénévole dans des groupements d'aide mutuelle et des associations caritatives, etc. En utilisant de façon sensée les possibles réductions de la durée du travail, on peut élargir l'espace où se déploieront des *activités libres* ; en même temps, le développement des activités libres peut rendre superflue une partie des prestations professionnelles et, partant, du travail rémunéré³⁴.

Ainsi, tout en affirmant que « travail » doit être compris au sens d'« activité créatrice », l'auteur ne peut s'empêcher d'appeler « travail » les seules activités professionnelles accomplies en échange d'une rémunération, les activités non professionnelles et sans but économique étant désignées comme « activités », « activités libres » ou « travail pour soi » (*Eigenarbeit*). Car si on définit le travail comme « activité créatrice », la question se pose aussitôt de savoir comment il faut appeler un travail qui n'est pas une activité créatrice : par exemple, le travail des caissières, des manutentionnaires, des personnels de nettoyage, de la plupart des employés des services publics (tri postal, par exemple) ou privés (serveurs et serveuses, mécanographes, etc.). Si le travail libéré – l'« activité autonome » (*Selbstbetätigung*) dans la terminologie de Marx – n'est pas du travail *au même sens* que la grande majorité des travaux accomplis à titre professionnel contre rémunération, pourquoi faut-il appliquer à l'un comme aux autres le terme « travail » ? Et puisque, de toute évidence, ce terme ne leur est pas également applicable, quel est donc le « vrai », le « véritable » travail auquel ce terme s'applique ?

Quel sens y a-t-il, d'autre part, de parler de réduction de la durée du travail si le travail dont la durée est réduite est une « activité créatrice » au même titre que les « activités libres », ou si, inversement, celles-ci sont du travail au même titre que les occupations professionnelles ? La réduction de la durée du travail

n'aurait-elle d'autre but que de nous permettre de consacrer au « travail » les heures libérées du « travail » et donc, en fin de compte, de *ne pas* réduire notre temps de travail ?

Oskar Negt, un des auteurs qui, dans la gauche européenne, se sont les plus intensément occupés de la philosophie du travail et du temps, répond à ce genre de questions que le travail est « une catégorie historico-fondamentale qui tend à s'émanciper progressivement du capital pour se poser comme activité autonome de transformation de la matière³⁵ ». Le « travail » doit donc, comme chez Hegel, être compris comme l'activité par laquelle l'être humain extériorise son être – c'est-à-dire le produit comme être existant objectivement hors de soi –, comme « activité pratico-sensorielle », comme « mise en forme appropriative du monde objectif³⁶ » donc au sens de la poiésis grecque : il est pour l'individu « le moyen de sa réalisation personnelle » pour autant qu'il « produit des objets non aliénés ». « Travail » désigne donc ostensiblement ici l'activité non aliénée, autodéterminée par laquelle un sujet transforme et s'approprie le monde sensible. Pour permettre à cette « activité vivante » de se déployer librement, il est nécessaire « d'élargir l'espace de liberté et de réduire les contraintes horaires³⁷ ».

Il est certes incontestable que le « travail » au sens de poiésis soit un besoin historico-fondamental : le besoin qu'éprouve l'individu de s'approprier le monde environnant, de lui imprimer sa marque et de se saisir, à partir des transformations objectives qu'il y réalise, comme sujet autonome et liberté pratique. La question est toutefois de savoir dans quelle mesure cette conception du travail due, pour l'essentiel, aux ouvriers professionnels du XIX^e siècle – à des ouvriers encore proches de l'artisanat, qui maîtrisaient pleinement les *procédés* de fabrication et les *produits* à fabriquer – peut s'appliquer au travail largement dématérialisé, prédéterminé, spécialisé, sans prise ni influence sur les procédés et sur sa destination finale, qui prévaut aujourd'hui dans l'espace macrosocial et qu'on appelle habituellement « le travail », sans plus.

En continuant d'appliquer l'idée du travail-poiésis à des tâches qui, dans l'industrie et plus encore dans les services, n'ont plus rien de commun avec l'activité de transformation et de création matérielle

des outilleurs, des chaudronniers, des tourneurs, des maçons, des lamineurs, etc., du XIX^e siècle, on risque trop facilement d'exiger des employé(e)s et des ouvrières ou ouvriers d'aujourd'hui qu'ils considèrent comme leurs « moyens de réalisation personnelle » des tâches qui précisément interdisent celle-ci. L'idéologie du travail, pour laquelle « le travail, c'est la vie » et qui exige qu'il soit pris au sérieux, vécu comme une vocation – l'idéologie du travail avec son utopie d'une société de producteurs fait alors le jeu du patronat, consolide les rapports capitalistes de production et de domination et légitime les privilèges d'une élite du travail qui, malgré l'existence de millions de chômeurs, tient pour incompatible avec sa fierté professionnelle et son éthique du rendement une réduction de la durée du travail susceptible de créer des emplois supplémentaires.

Si l'on entend « travail » au sens de « poïésis » ou même, comme fait parfois O. Negt, au sens de « praxis »³⁸, le terme « travail » ne devrait donc s'appliquer à l'immense majorité des emplois et des métiers réellement existants qu'avec d'expresses restrictions. Si le travail doit être l'équivalent de la poïésis, alors le « travail » réellement existant qui, même chez les actifs hautement qualifiés, est prédéterminé dans ses procédures et ses buts, spécialisé et dématérialisé, n'est pas du « véritable » mais du « faux » travail.

Il ne s'agit pas ici d'une simple querelle de mots. Aussi longtemps qu'une large couche de travailleurs pouvait comprendre son travail comme l'activité par laquelle l'être humain réalise son être grâce au pouvoir exercé sur la matière, il appartenait à l'essence du travail de chercher à s'émanciper de toute forme de pouvoir exercé sur le travailleur. La transformation du travail, de *tout* travail, en activité autonome était, selon Marx, le sens du communisme en tant qu'horizon historique vécu : il ne s'agissait pas d'un but lointain mais du sens vécu des luttes ouvrières contre l'exploitation, l'oppression, l'aliénation. La réification, la contrainte, l'étroite spécialisation étant autant de négations de l'essence du travail « véritable » et du travailleur en tant que sujet, il était impossible que celui-ci ne ressente pas son aliénation et n'aspire pas à s'en libérer.

Le désir de libérer *le* travail, de le transformer en activité autonome, était donc inhérent à l'essence du véritable travail et à son

aliénation. Même aliéné, le véritable travail rendait le sujet capable d'activité autonome. Pour qu'il puisse exercer effectivement cette *capacité*, seules manquaient les conditions politiques qui lui eussent permis de se libérer de toute domination. La *possibilité* de transformer le travail en activité autonome semblait donnée ; elle supposait seulement que – condition politique – l'appropriation collective des moyens de production puisse être menée à bien.

Dans les conditions présentes, en revanche, ni la possibilité matérielle ni la capacité subjective d'une transformation du travail en activité autonome n'existent. Le processus de travail et la nature des tâches ne développent que chez une partie de plus en plus faible des salariés la capacité de déployer des activités autonomes. Cette capacité est plus grande dans la main-d'œuvre originaire de pays pré-industriels (ouvriers du bâtiment et des travaux publics, notamment) que chez les salariés modernes de formation technique ou polyvalente. Les enquêtes de H. Kern et de M. Schumann contiennent à ce sujet des données éclairantes : les compétences techniques et les qualifications ne donnent pas naissance à un *savoir-faire* qualifié, les travailleurs n'ont pas des capacités qu'ils puissent « matérialiser par des réalisations spécifiques³⁹ ». Cette remarque vaut, *a fortiori*, pour les travailleurs intellectuels, les tâches informatisées et les personnels de service. Pour autant que les individus sont encore capables d'« activités pratico-sensorielles imprimant leur marque au monde matériel », ils ont acquis et exercent cette capacité en dehors de leur travail professionnel. Le « travail », au sens de réalisation de soi par la création d'« objets non aliénés », est le plus souvent une occupation extraprofessionnelle sans rapport avec le travail par lequel les individus « gagnent leur vie ». Le « véritable travail » est en somme celui que nous réalisons quand, précisément, nous ne sommes pas « au travail ». Or il n'existe pas d'espace social dans lequel le « véritable travail » – que je préfère appeler « travail pour soi » ou « activité autonome », selon les cas⁴⁰ – puisse, en se déployant, *produire de la société* et imprimer à celle-ci son empreinte. *C'est cet espace qu'il importe de créer*. La réduction de la durée du travail est, à cet égard, une condition nécessaire quoique non suffisante.

Un ensemble de questions politico-stratégiques vont se poser à partir de là. Si on part d'une « philosophie de la praxis », on a, à première vue, toutes les raisons de soutenir que le but prioritaire d'une politique syndicale et sociale de gauche doit être de libérer *le* travail, autrement dit de *rendre possible* la transformation du travail salarié en activité autonome. À cette fin, la nature et l'organisation du travail, les postes, les techniques et les procédés devront être redéfinis de manière à permettre aux travailleurs le déploiement, *au sein* de leur travail, de leurs facultés sensorielles, corporelles et intellectuelles. La libération *dans* le travail devrait donc précéder la libération *du* travail – sa « réduction à un minimum », selon l'expression de Marx – car seul un sujet qui a déjà développé ses capacités créatrices sera capable, durant son temps disponible, des activités autonomes dont dépend « le libre épanouissement de [son] individualité » (Marx). C'est là la thèse que développe, entre autres, Oskar Negt : « Si le projet culturel n'est pas partie intégrante de ce qui demeure déterminant pour l'unité et le sens d'une vie humaine, à savoir la production matérielle..., alors la société continuera de s'appauvrir culturellement, même si elle réduit drastiquement la durée du travail contraint⁴¹ »

Mais aussitôt la question se pose : *de qui* le projet culturel est-il le projet ? La position de Oskar Negt, entre autres, implique que les travailleurs eux-mêmes ne pourront être les sujets d'une redéfinition culturelle de leur travail qu'à la condition que *présentement déjà* celui-ci consiste principalement en activités pratico-sensorielles de transformation productive de la matière, en poïésis. Or non seulement le travail de production est largement dématérialisé et détaché de l'expérience sensible ; seule une minorité déclinante travaille encore dans la sphère de la production matérielle. Si l'on part du principe que « emploi et travail déterminent pour l'essentiel l'horizon de ma façon de voir le monde⁴² », *qui* donc peut transformer le travail en une poïésis épanouissante, le libérer, dans une société où « la façon de voir le monde » est « déterminée » par le travail dématérialisé, coupé de l'expérience sensible ? Sûrement pas l'immense majorité des classes salariées. Car aussi longtemps que leur travail n'aura pas été transformé, celles-ci n'auront même pas,

selon O. Negt, l'« aptitude au loisir »⁴³, c'est-à-dire les « moyens objectifs et subjectifs d'occuper le temps libéré par des activités autonomes⁴⁴ ».

Le problème semble donc radicalement insoluble, tant du moins qu'on persévère dans une conception matérialiste stricte. Selon celle-ci, pour que les travailleurs soient aptes au loisir, il faut au préalable transformer leur travail ; mais ils ne pourront et voudront transformer leur travail que s'ils sont déjà aptes au loisir. Autrement dit, le désir de libération *dans* le travail présuppose une expérience pratique de l'autonomie, mais celle-ci est objectivement et subjectivement déniée aux travailleurs par un travail qui déforme et mutile leurs facultés pratico-sensorielles. C'était là déjà, mais sur un autre plan, la thèse de Herbert Marcuse lorsqu'il soutenait que l'aliénation des individus est si profonde, dans les sociétés opulentes, qu'ils n'en peuvent plus être conscients.

On ne sortira de ce cercle vicieux que si l'on cesse de postuler dogmatiquement que le travail (le travail réellement existant) est le facteur essentiel de socialisation et de développement des facultés humaines, autrement dit que les individus sont formés (ou déterminés) par leur rôle professionnel au point qu'ils ne peuvent ni ne désirent développer d'autres capacités. Or tel n'est, dieu merci, pas le cas.

À côté et avant l'entrée dans la vie professionnelle, chaque individu est exposé à d'autres facteurs de socialisation, à d'autres expériences et activités formatrices. Ses facultés, désirs, aspirations ne se développent pas *en premier lieu* par son travail professionnel. C'est là une différence fondamentale par rapport aux conditions qui prévalaient à l'époque de Marx. L'instruction, la formation, la socialisation précèdent aujourd'hui dans une large mesure l'entrée dans la vie de travail, ne sont pas et n'ont pas besoin d'être liées à l'exercice d'un métier et permettent le développement d'un *excédent* de facultés et d'aspirations qui n'auront pas la possibilité de se réaliser dans le travail (le travail réellement existant).

L'aspiration à l'épanouissement personnel dans des activités autonomes ne *présuppose* donc pas une transformation préalable du

travail. Le désir de plus en plus marqué, en particulier chez les jeunes, de pouvoir se réaliser dans un travail professionnel chargé de sens et largement autodéterminé, ce désir est avant tout la conséquence de *la réduction de la durée du travail à l'échelle de la vie entière* (entrée beaucoup plus tardive dans la vie professionnelle) *et à l'échelle de l'année* (interruptions plus fréquentes et plus prolongées de la vie de travail), ainsi que de rapports de travail qui présentent de plus en plus rarement la stabilité et la régularité de ce qu'on continue d'appeler un « emploi normal » (c'est-à-dire à plein temps et à durée illimitée, de la sortie de l'école jusqu'à l'âge de la retraite). « Le recul par rapport au travail qu'on fait, l'examen critique des tâches, dont on se demande si elles sont réellement dignes de vous, autant d'attitudes qui se sont emparées de la conscience des masses⁴⁵ », écrit Oskar Negt. En cette phrase, tout est dit : *l'ancienne notion de travail n'a plus cours, le sujet prend du recul non seulement vis-à-vis du résultat de son travail mais vis-à-vis de ce travail lui-même*, pose celui-ci comme étant *autre chose que son activité propre*, autre chose que soi, autre chose que l'inscription hors de soi, dans la matière ouvrée, de son être propre, autre chose que sa poïésis.

C'est précisément ce type d'activité qui n'est pas ou pas entièrement mon activité propre que désigne aujourd'hui le terme « travail ». Le « travail » est distinct de l'« activité autonome » comme du « travail pour soi ». L'un et l'autre ne peuvent plus longtemps être considérés comme des modes du premier. Par « travail », on n'entend plus toutes les formes d'activité pratico-sensorielles par lesquelles un sujet objective son être, mais un type d'activité particulier qui n'est ni autonome ni immédiatement utile à celui qui l'accomplit. La norme à laquelle chacun se réfère dans son agir n'est plus l'idée du « travail » mais l'idée de l'autonomie et de la réalisation de soi par une activité librement choisie⁴⁶. C'est à la lumière de l'idée normative d'autonomie personnelle et de choix souverain de la manière dont on conduit sa vie, que l'on évalue désormais la réalité d'un travail : c'est l'aspiration à l'épanouissement personnel dans une activité non aliénée qui fonde la *critique* du travail au sens philosophique du terme⁴⁷. Il s'agit là d'un changement

culturel – lié, bien entendu, à l'évolution économique et technique – auquel la recherche sociologique n'a cessé de s'intéresser depuis vingt ans, dans les pays anglo-saxons, germaniques et Scandinaves, du moins.

Par ces remarques, je n'entends évidemment pas qu'il faille se désintéresser de la nature et des formes du travail et laisser au patronat et aux ingénieurs le soin de les déterminer. Le travail, ses résultats, ses finalités, les conditions et rapports de travail doivent pouvoir être autodéterminés et négociés par les travailleurs eux-mêmes. Mais pas plus que le fonctionnement des systèmes sociaux complexes ne pourra jamais correspondre aux évidences intuitives de l'expérience vécue, pas plus le travail exigé par des systèmes économiques complexes ne pourra jamais coïncider avec le sens vécu qu'ont des activités autonomes poursuivant des fins qu'elles se sont librement données. La division des tâches à l'échelle macrosociale, voire continentale ou intercontinentale, entraîne toujours un reste d'aliénation inéliminable et de spécialisation trop étroitement fonctionnelle. La complexité technique de la plupart des produits finaux, la diversité des technologies qui y est combinée excluent pratiquement la fabrication de A à Z de produits finaux complets par des collectifs de travail auto-organisés, déterminant librement leur mode de coopération, leurs rythmes et temps de travail, leurs objectifs de production et leurs liaisons avec les consommateurs finaux. Les communautés ne peuvent exercer que des contrôles partiels sur les procès intégrés et coordonnés à l'échelle du système social tout entier ; elles peuvent, au mieux, élargir les espaces laissés à leur influence et à leurs initiatives ; mais elles ne peuvent supprimer l'inertie et les rigidités du système (la pratico-inertie, selon l'expression de Sartre) et de sa machinerie. « L'autogestion et la cogestion au sein de la production », écrit justement Negt, ne peuvent empêcher que « ses buts, à savoir la production de biens et de prestations, soient prédéterminés et échappent au pouvoir de décision des individus⁴⁸ ».

Le contrôle ouvrier sur les lieux de production peut, dans une large mesure, « humaniser » les techniques et les tâches, établir des horaires autogérés, « à la carte », il ne peut aboutir à un retour à

l'artisanat, c'est-à-dire à ce que Negt appelle un « monde formé de nos propres objets, d'objets fabriqués par nous-mêmes ».

Ces remarques, concernant l'évolution matérielle et culturelle du travail et des valeurs qui fondent le jugement critique dont il est l'objet, expliquent pourquoi je refuse d'étendre la notion de « travail » aux activités autonomes et au travail pour soi (c'est-à-dire au travail qui n'a de valeur d'usage que pour celui ou celle qui le fait). La réduction de la durée du travail ne présentera pas de valeur libératrice ni ne changera la société si elle sert seulement à redistribuer le travail et à réduire le chômage. La réduction de la durée du travail n'est pas seulement un moyen de gestion du système, elle est aussi une fin en elle-même pour autant qu'elle réduit les contraintes systémiques et les aliénations que la participation au processus social de production fait peser sur les individus, pour autant, d'autre part, qu'elle élargit l'espace des activités autodéterminées, individuelles et collectives. Ce développement d'activités libres qui ne sont plus du *travail* (au sens qu'a pris ce terme) ne peut évidemment résulter de la seule réduction de la durée du travail. Il exige une *politique du temps* qui englobe l'aménagement du cadre de vie, la politique culturelle, la formation et l'éducation, et qui refond les services sociaux et les équipements collectifs de manière à faire une plus grande place aux activités autogérées, d'aide mutuelle, de coopération et d'autoproduction volontaires.

J'appelle donc *travail* les seules activités insérées dans le *processus de travail social* et reconnues comme partie intégrante de celui-ci. Il peut s'agir d'activités socialement utiles et nécessaires mais aussi de formes de travail improductif (par exemple, les travaux de serviteur), de travail payé ou non payé (par exemple, du travail forcé ou pénitentiaire). Cette conception est également celle de Claus Offe et de Rolf Heinze : « Partout où [une activité] a pour la personne qui l'accomplit une valeur d'usage nettement supérieure à son utilité pour autrui, la notion de travail ne peut lui être appliquée sans abus, car celle-ci implique toujours le caractère "social"... de la nature et des buts d'une activité ainsi que son *évaluabilité critique* selon des critères d'efficacité et de rendement⁴⁹. »

Le travail pour soi que nous accomplissons pour nous-mêmes dans la sphère privée (par exemple, dans le cadre du ménage) ne peut donc, sans abus, être simplement assimilé à du travail. Car cette activité sert exclusivement à l'autoproduction et à l'auto-entretien de ma propre personne et des personnes avec lesquelles je forme une communauté de vie. Elle ne correspond à son sens vécu qu'à condition de n'être pas soumise à des critères d'utilité sociale, de n'être pas tenue à s'insérer dans le processus de travail social ni de reproduire ou de confirmer le système des rapports sociaux. La sphère privée a pour sens vécu d'offrir un espace dans lequel les individus existent les uns pour les autres en tant que personnes incomparables n'ayant pas à subordonner leur vie et leurs buts aux buts de la société, encore qu'ils puissent, bien sûr, de leur propre gré, choisir de coopérer à titre personnel à la réalisation de buts sociaux.

La conception défendue par une partie de la gauche, ainsi que du mouvement des femmes, et par Oskar Negt, selon laquelle les activités ménagères et tout particulièrement maternelles seraient du *travail* par excellence, est en contradiction radicale avec le sens vécu qu'ont ces activités dans les sociétés modernes actuelles. La formulation de Negt est particulièrement éclairante à cet égard : « Le travail du foyer, qui produit l'identité, la capacité de vivre, la faculté d'aimer afin que se développent des sujets aptes à prendre leur place dans le système du travail social – tout cela, c'est-à-dire *le véritable processus de production de la vie*, est mis *gratuitement* à la disposition de la société par les femmes, principalement⁵⁰ » Les activités autonomes et le travail pour soi sont donc ici assimilés au travail tout court, au sens qu'a actuellement ce terme.

Afin que la femme puisse être présentée comme l'égale de l'homme *dans le cadre des sociétés fondées sur le travail et selon les critères de l'idéologie du travail* – laquelle fait du travail (rémunéré), inséré dans le processus de travail social, la source essentielle des droits de citoyenneté et de l'identité sociale –, la femme est ici tout bonnement représentée comme une *travailleuse au foyer* : elle y « produit » la capacité de vivre et la faculté d'aimer, elle « produit » de la vie, prend part au « processus [social] de production de la vie » et s'insère ainsi comme travailleuse dans le processus de travail

social, car elle fait tout cela « *afin* » que des sujets aptes au travail « puissent prendre leur place dans le système du travail social ». Autrement dit, son but est et doit être de produire pour la société des valeurs d'usage, sous la forme de forces de travail socialement utilisables (« aptes »). C'est à cette fin (« afin que... ») que la femme dispense son amour maternel. Celui-ci est présenté comme une prestation que la mère met intentionnellement au service de la société : il est « mis *gratuitement* à la disposition » de celle-ci ; ce qui donne à penser qu'au nom de la justice et de l'égalité des sexes, l'amour maternel, les soins dispensés par la mère à l'enfant devraient être rémunérés au même titre que les autres prestations de *travail* utile, conformément aux critères de l'utilitarisme social.

Dans cette formulation, l'activité corporelle, intensément affective et relationnelle, par laquelle la mère donne et choie *une* vie laquelle a la figure incomparablement unique de *son* enfant – se trouve réduite à la participation de la femme au processus social de production de *la* vie en général, de la vie en tant que produit socialement utile. L'activité relationnelle qui, chez la mère, met en jeu toute sa sensibilité et tous ses sens, est mise entre parenthèses et réduite à un service rendu à la société. Cette conception, que Oskar Negt (qui n'est point suspect d'antiféminisme) emprunte à certains courants (de gauche) du mouvement des femmes, revient à *déféminiser* la dimension biologiquement, corporellement, affectivement spécifique de la maternité, comme si la femme ne pouvait conquérir l'égalité avec l'homme qu'en réduisant la maternité à un *travail* asexué, de même nature que le travail masculin⁵¹.

Cette conception fait carrément le jeu de l'esprit de domination technocratique-autoritaire. Car si la production de la vie et de sujets aptes à prendre leur place dans le système de travail social est la forme véritablement productive, socialement, du *travail*, alors il n'y aura aucune raison valable de ne pas socialiser ce travail : c'est-à-dire de ne pas le soustraire au pouvoir personnel de chaque mère pour le transférer à des appareils efficaces, fonctionnels et performants. C'est là précisément ce que recommandent les partisans de l'exogénèse (c'est-à-dire de la culture de fœtus hors du corps maternel, jusqu'à leur maturation complète), sous prétexte de « libérer la femme des

servitudes de la maternité ». Les handicaps professionnels, sportifs et mondains de la grossesse et de l'accouchement doivent ainsi lui être épargnés afin que, dans une société où la productivité est la valeur suprême, elle puisse devenir aussi « performante » que les hommes. Mais sous ce souci de « compétitivité » se cache autre chose encore : la société patriarcale veut se libérer du pouvoir que chaque mère exerce sur *son* enfant afin de ne pas dépendre de la décision, toujours personnelle, des femmes quant au nombre d'enfants qu'elles désirent mettre au monde et au moment, à l'opportunité de leur engendrement. Cette décision doit pouvoir revenir à la société ; l'exogénèse lui en fournit le moyen. Elle permet de socialiser la « fonction maternelle », de rationaliser le « processus de production de la vie », conformément aux besoins du système social. L'utopie de Sade (« Les enfants ne doivent appartenir qu'à la communauté », « Il est extrêmement avantageux de les séparer [de leur famille] ») trouverait là son achèvement⁵².

D'un point de vue radicalement éco-féministe et convivial, il est certes possible, en principe, de défendre une conception du travail entièrement différente de celle qui a cours. Les tentatives allant dans ce sens présentent toujours le *travail* (au sens d'insertion fonctionnelle dans le processus impersonnel du travail social) comme du « faux » travail et tendent à lui substituer des activités personnelles dont les individus maîtrisent pleinement les buts et les résultats. Selon cette conception, le « vrai » travail est le travail d'autoproduction et de subsistance, la « véritable » économie celle dans laquelle les individus disposent de leurs moyens de production propres, dans laquelle le marché ne s'autonomise pas vis-à-vis des individus comme une puissance étrangère, dans laquelle, en un mot, les rapports d'échange restent régis par les normes, traditionnelles et immuables, d'une société communautaire. Le modèle implicitement visé est l'ancienne communauté villageoise, l'ashram, le kibboutz autarcique : c'est-à-dire une forme de société dans laquelle l'économie et la culture, la sphère communautaire et la sphère privée, le travail et la vie sont confondus, car le « travail » n'y apparaît pas comme une activité contrainte qui vous est imposée par des tiers. Il s'agit, en somme, de modes de production non capitalistes, non

industriels et incapables de s'industrialiser, car l'accumulation primitive – c'est-à-dire la production d'un excédent nécessaire à la reproduction élargie des moyens de production (à l'investissement productif net) – n'est possible que si les producteurs sont *séparés* des moyens de production. Seule cette séparation permet de contraindre les travailleurs à produire plus que le *suffisant* ; elle seule permet de faire fonctionner les moyens de production comme du capital à accroître et les producteurs comme des « travailleurs ».

La conception du travail intégré dans la vie communautaire n'a cessé et continue de servir de norme dans la définition de la « bonne vie ». Cette norme sert de fondement aux critiques radicales et aux condamnations de la société industrielle. Mais le reproche que Habermas adressait à Hannah Arendt⁵³ vaut également ici : cette critique radicale demeure purement abstraite, elle ne sait se référer qu'à des modèles de société médiévaux ou exotiques, elle ne peut, dans nos sociétés, s'appuyer sur des expériences ou des possibilités pratiques qui lui permettraient de *s'effectuer* en actions de transformation de la société. Elle se contente d'opposer aux systèmes industriels existants des modèles culturels fondamentalement différents. Cette opposition demeure non dialectique, inopérante, « utopique » au mauvais sens du mot. Elle demande simplement la « suppression radicale » de tout l'état de choses existant. La question de savoir *qui* pourrait effectuer cette suppression, quand et comment, est rejetée avec mépris au nom du « il n'y a qu'à... ». C'est en raison de l'impuissance pratique de ce radicalisme abstrait que les partisans d'un retour à la communauté agraire et aux économies de subsistance invoquent en fin de compte à l'appui de leur choix non plus la valeur normative, éthique et politique de leur modèle de référence, mais l'imminence d'un effondrement catastrophique de la civilisation industrielle : la désindustrialisation radicale est présentée comme une nécessité inéluctable pour des raisons écologiques ; seule la fraction de l'humanité qui s'y sera convertie pourrait survivre à la catastrophe.

Pour exister politiquement, une gauche écologique a, par conséquent, un urgent besoin de *médiations* entre le système industriel existant, ses salariés et ses tâches, d'une part, et, d'autre

part, des formes de société postindustrielles qui répondent aussi bien aux exigences écologiques qu'à l'aspiration des individus à se libérer *du* travail tel qu'il existe et à trouver *dans* le travail des possibilités d'autodétermination aussi étendues que possible. Il faut partir de ce que le travail *est* et signifie réellement aujourd'hui afin de le transformer, de le réduire et d'agrandir les espaces ouverts aux activités autonomes, à l'autoproduction, à l'épanouissement de chacun et de tous. C'est de cela qu'il sera question dans les chapitres qui suivent.

Anciens et nouveaux acteurs du conflit central⁵⁴

1. Les mouvements socialistes se sont développés originellement quand la résistance des masses prolétarisées contre leur exploitation s'est accompagnée d'une contestation radicale de la société bourgeoise et de ses buts. La vision socialiste d'une société nouvelle avait, dès le début, un double fondement :

— la volonté politique d'une classe d'ouvriers de métier, qui faisaient quotidiennement l'expérience de leur pouvoir technique, voyaient dans les classes possédantes des exploiters parasites et entendaient les chasser du pouvoir afin de mettre la production au service des besoins et de la liberté de tous ;

— la résistance, d'autre part, d'une masse opprimée de femmes, d'hommes et d'enfants qui peinaient dans les fabriques à des salaires de famine.

Le prolétariat des manœuvres et des ouvriers qualification n'avait de chance de se libérer de l'oppression que par l'alliance avec les ouvriers de métier. Ceux-ci, inversement, puisaient leur légitimité de classe révolutionnaire, potentiellement dirigeante, dans la misère intolérable de masses prolétarisées pour lesquelles le renversement de la domination capitaliste était une question de survie. Mais cette légitimité avait aussi une seconde source : l'ouvrier — tout spécialement l'ouvrier professionnel — incarnait la domination de l'homme sur la nature. Il était le sujet effectif de cette domination, non seulement en tant que « travailleur collectif productif » mais

aussi en tant que détenteur individualisé d'un savoir-faire et de capacités irremplaçables.

2. La signification du socialisme dépassait cependant les contenus datés, politiques et sociaux, de cet antagonisme de classe. La résistance des masses prolétarisées, aussi bien que la volonté d'hégémonie des ouvriers professionnels, contenaient une critique radicale non seulement des rapports de production capitalistes mais aussi de la rationalité économique qui s'exprimait dans les « lois du marché », dans les rapports marchands et de concurrence.

Une activité est économiquement rationnelle pour autant qu'elle cherche à maximiser le rendement des acteurs mis en œuvre. Or cette maximisation n'est possible qu'à deux conditions :

1° rendement du travail doit être calculable, ce qui exige qu'il puisse être mesuré en soi, comme une grandeur quantifiable, détachée de la personnalité singulière du travailleur ;

2° le principe de la maximisation économique ne doit être subordonné à aucun principe non économique (social, esthétique, éthique, religieux) ; sa poursuite ne doit être entravée par rien. Seule la concurrence sur un marché libre permet, voire impose, la recherche du rendement maximal. Seule l'« économie de marché » libérale permet à la rationalité économique de s'autonomiser vis-à-vis des exigences politiques dans lesquelles elle se trouvait enlétée par toutes les sociétés non capitalistes, de se soustraire à tout contrôle social, voire de mettre la société à son service.

Le mouvement ouvrier socialiste s'est formé comme négation positive du développement capitaliste. Au principe de la maximisation du rendement il opposait le principe de la nécessaire autolimitation de la quantité de travail fournie par chaque travailleur. Et au principe de la libre concurrence des individus il opposait le principe de la solidarité et de l'aide mutuelle, sans lesquelles l'autolimitation serait pratiquement impossible. Le mouvement ouvrier socialiste luttait donc pour imposer à la rationalité économique des limites et pour la mettre, en fin de compte, au service d'une société humanisée.

Le conflit central à partir duquel s'est développé le mouvement socialiste porte donc sur les limites dans lesquelles la rationalité économique doit pouvoir s'exprimer librement. Une société se définit comme capitaliste par l'influence prépondérante que la rationalité économique, exprimée par l'exigence de rentabilité, exerce sur les rapports sociaux, l'échelle des valeurs, la vie quotidienne et la politique. Le mouvement socialiste lui oppose le projet d'une société dans laquelle la poursuite du rendement et de la rentabilité se trouverait subordonnée à des buts et à des valeurs non quantifiables. Les activités régies par la rationalité économique se trouveraient de ce fait reléguées à une place subalterne dans la vie de la société et dans celle de chaque personne. En se définissant par le *dépassement* de la rationalité économique, le socialisme présuppose toutefois que celle-ci a *déjà* pu s'exprimer dans le développement de la production et des échanges. Si tel n'a pas été le cas, aucun dépassement socialiste ne pourra mettre l'appareil économique au service de buts sociétaux. Quand le « socialisme » est conçu comme développement planifié d'une économie moderne non encore existante, il s'inverse inévitablement en son contraire : il met la société au service de l'accumulation de capital et pose la rationalisation économique comme le but en vue duquel la vie sociale est à réorganiser. Une telle société est incapable d'affirmer son autonomie par rapport à la rationalité économique ; elle est totalement « économicisée ».

3. Le conflit au sujet des limites dans lesquelles la rationalité économique doit pouvoir s'exprimer n'a rien perdu de son acuité. Si on conçoit le socialisme comme une forme de société dans laquelle les exigences de la rationalité économique sont subordonnées à des exigences sociétales et culturelles, l'actualité du socialisme doit paraître plus grande que jamais. Les contenus historiques concrets de même que les acteurs du conflit central ont toutefois changé. Le terrain du conflit s'est progressivement déplacé des lieux de travail vers des « fronts » plus larges et plus mouvants de la vie collective. L'antagonisme entre le travail vivant et le capital a été recouvert par des conflits d'un ordre différent et s'en est trouvé relativisé. Le désir d'être maître de sa vie, de pouvoir s'épanouir dans des activités

choisies librement, ne peut aboutir sans luttes collectives pour transformer le travail mais exige aussi des actions sur des terrains différents, d'importance au moins égale. La question du « sujet » capable de réaliser la transformation socialiste de la société ne peut, par conséquent, être résolue selon les catégories usuelles de l'analyse de classe.

4. Dans la théorie marxiste, la classe des ouvriers de métier était destinée à contrôler une totalité de forces productives, ce qui devait assurer en chaque ouvrier l'épanouissement d'une totalité de capacités humaines. Les individus pleinement développés allaient par conséquent s'opposer à toute forme de domination, s'unir en vue de se rendre maîtres du processus de production et se donner pour but « le libre développement de l'individualité » au sein de leur coopération productive autant que de leur temps disponible.

Or les développements réels n'ont pas confirmé cette prédiction. Bien que la recomposition de tâches individuelles complexes soit devenue possible ou même nécessaire dans les industries avancées, les ouvriers polyvalents de ces industries ne contrôlent pas une totalité de forces productives ni ne développent dans leur travail une totalité de capacités humaines. Les tâches complexes qu'ils assument ne concernent jamais que la fabrication de composants du produit final (exemple : vilebrequins, culasses, tableaux de commande, etc.) ou le montage et le contrôle de ce dernier. En raison de sa complexité croissante, le processus social de production exige dans tous les domaines une spécialisation fonctionnelle des tâches et la spécialisation s'oppose toujours à l'épanouissement intégral des facultés humaines, même quand elle exige initiative, responsabilité et implication personnelle. Un informaticien, un technicien d'entretien, un opérateur de l'industrie chimique ou un employé des PTT ne peuvent pas vivre leur travail comme l'activité créatrice par laquelle l'homme s'approprié et transforme le monde sensible.

La spécialisation, c'est-à-dire la division du travail à l'échelle d'un espace économique, rend le processus de production imperméable à l'expérience vécue : la nature, la destination, la valeur d'usage,

l'utilité sociale des décisions de production et des produits finaux ne peuvent être ni comprises ni influencées par le travailleur *au sein* de son travail. Le travailleur d'une installation à flux continu, écrit Oskar Negt, « ne se distingue en rien du fonctionnaire qui, au sein d'une administration, n'est responsable lui aussi que de l'expédition ponctuelle de tâches partielles et préétablies ». Il « contribue au bon fonctionnement de secteurs que, en règle générale, il ne connaît même pas⁵⁵ ».

Le concept de travail, qu'avait forgé Hegel et que Marx avait repris, comprenait le travail comme la transformation substantielle du monde sensible par laquelle l'homme se faisait le producteur de son milieu de vie et de soi-même. Cette conception pouvait encore s'appliquer, il y a soixante-dix ans, à la grande majorité des ouvriers, employés à des travaux non formalisables dont l'accomplissement exigeait un savoir-faire personnel, de la force physique, la capacité de planifier et d'auto-organiser la répartition des tâches. Aujourd'hui, en revanche, la grande majorité des actifs est employée dans les administrations, les banques, les commerces, les services de transport, de soins et d'enseignement, où le rendement individuel n'est pas mesurable et où le travail est dématérialisé.

Les travailleurs polyvalents, qui ont pris la place des ouvriers de métier de naguère, ne sont pas en mesure de contester le sens et le but social de leur production à partir de la compréhension intuitive qu'ils ont de leur travail et du pouvoir qu'il leur confère. La transformation du pouvoir technique exercé au sein du processus de production en pouvoir politique au sein de la société et sur elle, cette transformation ne peut plus s'effectuer par le biais d'une identification du travailleur avec sa fonction productive. Le pouvoir économique et social qui décide, oriente, organise, commande la production, s'est déplacé hors du processus de travail et a fait du travailleur le « fonctionnaire », comme dit Oskar Negt, d'une organisation qui le dépasse. La mise en question des décisions de production et l'exigence politique d'acquérir un pouvoir sur elles, requièrent aujourd'hui non pas l'identification des travailleurs avec leur fonction productive mais leur *recul* par rapport à la tâche qui leur est impartie, la capacité de replacer cette tâche dans le contexte

du système social. Cette capacité à prendre du recul est au moins potentiellement inhérente au mode de socialisation actuel. Celle-ci, en effet, n'est plus assurée principalement par la formation professionnelle et, qui plus est, leur formation elle-même développe chez les travailleurs des capacités qui resteront inemployées dans leur travail. Quel que soit le degré de responsabilité et d'autonomie que ce travail requiert, ses buts seront toujours préétablis : il requiert de « l'autonomie au sein de l'hétéronomie⁵⁶ ».

La *capacité* de prendre du recul et de mettre en question les rapports de domination capitalistes n'est point encore, cependant, la *possibilité* de cette mise en question. Celle-ci ne peut être exercée sur les lieux de travail, de l'intérieur du processus de travail, par le travailleur en tant que tel (qu'on pense notamment aux techniciens d'entretien d'installations automatiques, aux opérateurs de l'industrie chimique ou des centrales nucléaires) ; elle peut être exercée seulement par les travailleurs en tant que citoyens, usagers, consommateurs, résidents, parents, c'est-à-dire en tant qu'ils appartiennent à une collectivité ou communauté plus large que leur profession ou entreprise.

Le travail syndical devrait, par conséquent, avoir pour but de développer et de concrétiser ce sentiment d'une appartenance, d'une responsabilité, d'une solidarité plus larges. Le recul pris vis-à-vis du travail professionnel s'en trouverait accentué. Cela implique évidemment une conception nouvelle du syndicalisme. Sa tâche ne pourra plus consister à défendre seulement les intérêts des travailleurs en tant que tels ; elle devra consister aussi à leur fournir un cadre et un lieu – cercles de discussions, débats publics, réflexion collective et enquêtes au sujet de l'impact qu'ont les innovations techniques sur les rapports sociaux, la vie quotidienne, l'environnement – où leur activité professionnelle pourra être située dans le contexte de développements économiques et politiques exigés par la rationalité marchande. Hinrich Oetjen écrit :

Ce qui est avantageux pour les salariés d'une entreprise peut comporter des désavantages ou des handicaps à venir pour d'autres salariés. Ce genre de conflit d'intérêts devrait au moins faire l'objet de débats publics organisés sur le plan local par les syndicats. Sinon

d'autres mouvements offrant aux salariés la possibilité de faire valoir leurs intérêts deviendront plus intéressants pour eux que les syndicats. L'immobilisme dont les syndicats ont fait preuve jusqu'ici conduit de plus en plus souvent les salariés à se regrouper au sein de comités d'action (*Bürgerinitiativen*), car ils sont découragés par les difficultés auxquelles ils se heurtent lorsqu'ils cherchent à organiser un débat de ce genre dans le cadre du syndicat⁵⁷.

Le point important est donc que la critique de la rationalité capitaliste et la sensibilité socialiste ne résultent pas, chez les salariés des secteurs modernes, de leur vie de travail et de leur conscience de classe mais plutôt de la découverte qu'ils font en tant que citoyens, parents, consommateurs, habitants d'un quartier ou d'une ville que le développement capitaliste les dépossède de leur milieu de vie, tant social que naturel. Ce n'est pas dans leur compétence professionnelle ni dans l'identification avec leur métier qu'ils puiseront les motifs de leur résistance contre cette dépossession, mais dans leur vie et leur expérience extra-professionnelles.

On retrouve ici la thèse d'Alain Touraine⁵⁸, selon laquelle le conflit central n'oppose plus le travail vivant et le capital mais les grands appareils scientifiques, techniques, bureaucratiques (qu'en souvenir de Max Weber et de Lewis Mumford j'appelais la mégamachine bureaucratique-industrielle⁵⁹) d'un côté, et de l'autre les populations en rébellion contre la technification du milieu, la professionnalisation et l'industrialisation des décisions et des actes de la vie quotidienne, les experts patentés qui vous dépossèdent de la possibilité de déterminer vous-même vos besoins, vos désirs, votre manière de gérer votre santé et de conduire votre vie. Rien n'empêche toutefois de voir aussi dans la mégamachine bureaucratique industrielle et dans ses dirigeants l'expression de cet expansionnisme de la rationalité économique qui caractérise le capitalisme et qui exige la valorisation de masses croissantes de capitaux, l'industrialisation, la monétarisation et la professionnalisation de plus en plus complète des sphères d'activité.

5. Il est toutefois impossible de se contenter de la résistance culturelle que les nouveaux mouvements sociaux opposent à ce que J. Habermas appelait « la colonisation du monde vécu ». Car cette résistance, si elle donne bel et bien au changement social son impulsion, ses thèmes et ses motifs, ne s'attaque pas consciemment et concrètement à l'impérialisme de la rationalité économique, enraciné dans les exigences du capital. Les mouvements sociaux sont, certes, anti-technocratiques, c'est-à-dire, comme le montre A. Touraine, dirigés contre l'hégémonie culturelle de la couche dirigeante de la classe dominante, mais ils n'attaquent la domination de celle-ci que dans ses fondements culturels et dans ses conséquences sociales, non dans sa base matérielle : sa matrice économique.

Les nouveaux mouvements sociaux ne pourront devenir les acteurs d'une transformation socialiste de la société qu'alliés avec, à la fois, les travailleurs des secteurs avancés et la masse des précaires et des exclus qui sont l'équivalent de ce que j'ai appelé le « prolétariat post-industriel »⁶⁰ : c'est-à-dire tous ceux, chômeurs, demi-chômeurs, précaires, « temps partiel » qui ne peuvent s'identifier ni avec leur travail ni avec leur position dans le processus social de production. Les prévisions faites, il y a quelques années, par Wolfgang Lecher et Peter Glotz se révèlent aujourd'hui réalistes⁶¹ ; elles prédisaient que les travailleurs précaires et/ou à temps partiel représenteraient la moitié des salariés dans les années 1990 et qu'un tiers de la population active serait exclue (par le chômage partiel, la précarité du contrat de travail, etc.) du mode de vie et du rapport salarial considérés (à tort) comme « normaux ».

Il serait cependant erroné de croire que ces 30 à 50 % de la population active qui n'occupent pas des emplois permanents, stables et à plein temps, n'ont pas d'ambition plus chère que d'en trouver un. Dans sa plus récente enquête concernant l'objectif de la semaine de trente-cinq heures, la Fiom-CGIL (le syndicat italien des métallurgistes) arrive aux mêmes conclusions que les enquêtes allemandes ou belges sur le même thème. Dans *Il Manifesto* du 1^{er} juillet 1989, Bruno Yecchi rapporte :

Le document de la Fiom reconnaît que nous vivons un processus de mutation qui ne laisse plus au travail qu'une place modeste dans la vie des personnes. Mieux : le travail perd sa centralité pour autant qu'il s'agit de travail rémunéré. Il est probable qu'il s'agit là d'un recul du travail comme facteur de socialisation plus que d'un refus de travailler. Le travail n'est plus désiré que pour autant qu'il a le caractère d'une activité créatrice autonome. Sinon il n'est considéré que comme un moyen de s'assurer un revenu ou, dans le cas des femmes, de devenir indépendant de la famille.

Rainer Zoll parvenait, en 1988, à la même conclusion dans le cadre d'une recherche internationale approfondie. Il montre comment la désintégration des « anciennes structures identitaires... renvoie [les jeunes] à eux-mêmes dans leur quête d'une identité ». L'identité stable, permanente, indépassable que procuraient les métiers traditionnels, transmis de père en fils, de mère en fille, est pour eux hors d'atteinte ; il leur faut se construire une identité à travers des relations « communicationnelles » et cette identité, fondée sur la « réalisation de soi », sera toujours ouverte, révisable. L'éventail des activités professionnelles entre lesquelles un jeune peut choisir est plus large que jamais

mais les chances de trouver ce qu'il (ou elle) cherche réellement – c'est-à-dire un travail créatif, socialement utile, dans lequel on peut se réaliser – sont extraordinairement réduites. Bertrand Schwartz estime que 5 % seulement des emplois correspondent à ce profil. On peut donc comprendre que beaucoup de jeunes abandonnent par avance tout espoir de trouver un tel emploi. Cette situation a pour conséquence que les individus déplacent leurs ambitions personnelles sur des terrains autres que le travail professionnel⁶².

Il ne faut donc pas s'étonner qu'au terme d'une enquête italienne déjà relativement ancienne (1981) « les jeunes préfèrent souvent des emplois précaires, à durée limitée ou à temps partiel, ainsi que la possibilité de changer fréquemment d'emploi ou d'alterner plusieurs travaux » ; et que « même chez les étudiants disposant de faibles ressources matérielles », « la préférence va aux emplois qui leur laissent le plus de temps pour leurs activités culturelles⁶³ ».

L'impossibilité dans laquelle se trouve le système social de fournir à près de la moitié de la population active des emplois stables, à plein temps, socialement utiles et économiquement rationnels, cette impossibilité coïncide donc finalement avec le désir de la majorité des jeunes de n'être pas prisonniers d'un emploi à plein temps ni d'une carrière à vie, dans lesquels leurs capacités personnelles ne trouvent que très rarement à s'épanouir.

Ce qui unit le prolétariat post-industriel avec les salariés polyvalents et stables de secteurs avancés, c'est que les uns comme les autres constatent d'expérience que le rapport salarial fondé sur le rendement individuel du travail est fondamentalement périmé. Tant les précaires, pour lesquels il n'y a d'emplois qu'à temps partiel ou pendant une partie de l'année, que les polyvalents occupant des emplois stables savent que la société n'a besoin de leur travail que pendant des périodes limitées, non prévisibles longtemps à l'avance, ou dans des situations totalement imprévisibles qui peuvent se présenter (pannes, avaries, incidents de fonctionnement) plusieurs fois par jour ou, au contraire, à intervalles très espacés. Les travailleurs des industries à flux continu, notamment, ou les techniciens d'entretien, de même que les personnels des services de sécurité ou de soins, doivent être disponibles en permanence et prêts à travailler vingt heures d'affilée au besoin. Ils sont payés pour leur disponibilité et leur compétence, non pour le travail effectivement réalisé. Selon l'expression d'Oskar Negt, ils sont « *en service* » et non pas « *au travail* »⁶⁴. Les précaires, au contraire, ne sont payés que pour le travail effectivement réalisé, bien qu'il soit indispensable pour l'industrie et les services de pouvoir disposer d'un volant de main-d'œuvre disponible auquel il pourra être fait appel en cas de besoin.

C'est pourquoi il est parfaitement légitime d'exiger, comme le font les précaires (qui ne travaillent le plus souvent que six mois par an), que leur disponibilité à travailler leur donne droit à une rémunération pendant les périodes où l'économie n'a pas besoin de leur travail⁶⁵. Il s'agit, en somme, d'assurer un revenu indépendant du *temps* de travail et non pas simplement du travail lui-même. Cette revendication est tout à fait rationnelle puisque, par suite de l'accroissement continu de la productivité, le processus social de

production requiert de moins en moins de travail. Il est absurde, dans ces conditions, de faire dépendre le volume global des salaires distribués du volume de travail fourni et le revenu individuel du nombre d'heures travaillé par chacun.

C'est pour des raisons essentiellement politiques – pour perpétuer l'assujettissement des travailleurs au pouvoir du capital – que l'on persiste à faire du temps de travail la mesure de la part de richesses socialement produites à laquelle les salariés (ceux du bas de l'échelle, bien entendu) ont droit. Le rapport salarial apparaît ainsi, pour le prolétariat post-industriel des précaires et des « temps partiel », comme étant essentiellement un rapport de domination. Mais ce rapport de domination est désormais privé de l'apparence de légitimité qu'il pouvait tirer naguère de la mesure du rendement individuel de chaque travailleur, qui lui servait de fondement. Pouvoir se libérer de ce rapport de domination, tel est désormais l'intérêt commun des prolétaires postindustriels et des polyvalents stables des secteurs avancés. Mais il est évident que les uns et les autres ne peuvent poursuivre ce but commun de la même façon. Pour le prolétariat post-industriel, il s'agit essentiellement de *transformer les fréquentes interruptions du rapport salarial en une liberté nouvelle* : d'avoir droit à des périodes de non-travail au lieu d'y être condamnés ; et donc d'avoir droit à un revenu social suffisant leur permettant de nouveaux styles de vie et de nouvelles formes d'activité librement choisies. Pour les polyvalents des industries avancées, en revanche, de même que pour les détenteurs d'emplois stables à plein temps, il s'agit plutôt d'obtenir des réductions de la durée du travail hebdomadaire, mensuelle ou annuelle, accompagnées de la liberté de choisir ses horaires.

Nous retrouvons donc ici une nouvelle forme de l'ancienne stratification en ouvriers de métier et en manœuvres. Comme naguère, le prolétariat post-industriel se révolte principalement contre l'arbitraire et l'oppression – qui s'expriment dans l'obligation absurde qu'on lui fait de vivre de la vente de sa force de travail lors même qu'il n'y a pas assez de travail pour tout le monde –, cependant que l'autonomie au sein et vis-à-vis de la vie de travail est l'exigence principale des travailleurs stables. La frontière entre les deux couches

est donc plus floue qu'il pouvait paraître à première vue et pourrait être considérablement réduite. La réduction progressive et générale de la durée du travail devrait, en effet, entraîner une importante redistribution du travail et *rendre les emplois qualifiés accessibles à un nombre beaucoup plus élevé d'actifs* ; inversement, *le droit et la possibilité de travailler de façon intermittente seraient ouverts à tout le monde*.

Une alliance des deux couches sur l'objectif de la réduction de la durée du travail paraît donc possible, à condition que celle-ci s'accompagne non pas de nouvelles contraintes et de nouvelles rigidités mais, au contraire, élargisse l'espace d'autonomie au sein et au dehors de la vie de travail. La réduction de la durée annuelle moyenne du travail donnant droit à un plein revenu (ou même de la quantité de travail prestée en l'espace de quatre ou de six ans) offre, de ce point de vue, les possibilités de choix les plus larges. La semaine de trente heures par exemple, qui est l'objectif de la plupart des syndicats et des partis de gauche européens, correspond à une durée annuelle du travail de 1 380 heures. Avec le droit à une année sabbatique, on tombe à une durée annuelle moyenne d'environ 1 180 heures. Dans une société qui n'a plus besoin de tout le travail de tout le monde toute l'année durant, il est sensé de prévoir que la réduction de la durée du travail prenne *aussi* la forme d'un droit d'interrompre la vie de travail pendant des périodes relativement importantes. Jusqu'au début du XX^e siècle, les compagnons et les ouvriers de métier se sont toujours arrogé ce droit. Le droit de changer, de voyager, d'expérimenter faisait pour eux partie de la dignité humaine.

La réduction de la durée du travail ne doit donc pas être considérée seulement comme l'instrument technocratique d'une répartition du travail plus juste, permettant à tout le monde de gagner sa vie en travaillant ; le but de la réduction de la durée du travail est également une transformation de la société offrant davantage de temps disponible à tout le monde. Ce temps disponible peut, au gré et selon la situation de chacun, servir aussi bien à faire ou à refaire des études, à changer de métier, à expérimenter d'autres styles de vie ou à mener une « deuxième vie » extra-professionnelle.

Dans tous les cas, il restreint l'espace régi par la rationalité économique. Il a une signification socialiste dans la mesure où il est lié à un projet de société qui met les buts économiques au service de l'autonomie des individus et de la société.

Compte tenu de la place rapidement décroissante que le temps passé au travail occupe dans la vie des individus, le mouvement socialiste devra s'intéresser au développement de la vie culturelle et des activités relationnelles ou communautaires *au moins* autant qu'à la vie de travail s'il veut l'emporter sur les marchands de loisirs et l'industrie culturelle dans la formation des goûts, des aspirations et des conceptions. Il ne conservera une chance que s'il se donne pour but de créer des espaces croissants pour une culture du quotidien et pour des formes de coopération auto-organisées, dégagés de la rationalité marchande et des rapports d'argent.

6. L'extension des domaines soustraits aux contraintes et aux calculs économiques ne signifie pas qu'une *économie* socialiste ou alternative prend la place de l'économie capitaliste. Il n'existe pas d'autre économie d'entreprise – d'autre rationalité micro-économique – que la capitaliste. Il s'agit seulement de savoir dans quelle mesure les critères de la rationalité économique doivent être subordonnés à d'autres types de rationalité. Il faut concevoir le socialisme comme la subordination restrictive de la rationalité économique – qui consiste toujours en la recherche du rendement maximal, mesurable au profit réalisé, par quantum de capital circulant ou fixe – à des buts sociétaux démocratiquement élaborés, qui auront bien évidemment aussi pour effet de restreindre l'application de critères purement économiques à la gestion des entreprises.

Il ne peut donc s'agir d'imposer simplement aux entreprises (publiques ou privées) des conditions qui les empêcheraient de connaître leurs coûts et leurs rendements réels et qui, par conséquent, feraient obstacle à une gestion économiquement rationnelle. Il s'agit, en revanche, de soumettre celle-ci à des

conditions et à des contraintes non économiques (notamment esthétiques, éthiques, sanitaires, écologiques, relationnelles, etc.).

Si elle doit être générale – ce qui est indispensable pour des raisons d'équité –, la réduction de la durée du travail ne devra être fonction ni des progrès de productivité, très variables, réalisés par chaque entreprise, ni être financée par un impôt de productivité frappant les seules entreprises « performantes ». Le financement de la réduction de la durée du travail sans perte de revenu devra, par conséquent, être un impôt indirect qui ne fausse ni la connaissance des coûts réels ni la concurrence. Mais c'est là déjà un autre chapitre.

8

À gauche, c'est par où⁶⁶ ?

La fin de l'éthique du travail

Il y a toujours eu deux tendances dans le mouvement ouvrier : la glorification du travail et l'aspiration à travailler moins. Ceux qui glorifiaient le travail étaient, dans l'ensemble, des professionnels qui détenaient sur les lieux de production un grand pouvoir technique. Ce pouvoir, à leurs yeux, devait pouvoir se transformer en pouvoir politique : les travailleurs devaient s'appropriier collectivement les moyens de production, devenir la classe dominante et faire fonctionner l'appareil économique au bénéfice de tous. La glorification du travail ouvrier était donc aussi une manière de mettre en relief la puissance de la classe ouvrière. Plus les ouvriers s'identifiaient à leur rôle dans la production, plus ils mettaient en question par là même la solidité et la légitimité du pouvoir de la bourgeoisie. Leur travail était la source de toutes les richesses, l'économie reposait sur les industries et les métiers aux effectifs aussi nombreux que ceux d'une grande armée : mineurs, sidérurgistes, chaudronniers, terrassiers, etc.

Mais tout cela a complètement changé. L'identification au travail, la glorification du travail ne peuvent plus avoir aujourd'hui le sens d'une identification à la classe ouvrière et d'une glorification de sa puissance. C'est là un fait qu'une partie des sociologues et, surtout, des sociologues du travail ne veulent pas voir : consciemment ou non, ils veulent sauver dans leurs analyses l'idée d'une classe ouvrière qui tire de son pouvoir technique la vocation à exercer le pouvoir

politique, à s'approprier les moyens de production. Il y a de cela, à mon avis, chez Piore et Sabel et aussi chez des auteurs, par ailleurs du plus grand intérêt, comme Oskar Negt ou Kern et Schumann.

Il faut avant tout replacer les nouveaux ouvriers professionnels polyvalents, autonomes dans leur travail, dans le contexte suivant : le travail n'est plus la principale force productive ; le temps de travail n'est plus la mesure de la richesse. Les entreprises remplacent le travail humain par des systèmes automatiques, intégrés par ordinateur, qui produisent plus, mieux, de façon plus souple, avec une fraction décroissante des effectifs employés précédemment.

Il y a vingt-cinq ans, les effectifs de l'industrie représentaient environ 40 % de la population active dans les pays industrialisés d'Europe occidentale. Actuellement, ils représentent à peine 30 %, bien que la durée moyenne du travail ait été réduite de 1 850 heures à environ 1 600 heures par an. Les OS et les manœuvres sont progressivement éliminés de l'industrie, mais aussi les métiers traditionnels de la métallurgie : outilleur, fraiseur, ajusteur. Les machines-outils commandées par micro-processeur, les ateliers flexibles n'ont plus besoin de ces qualifications-là. L'industrie a besoin de gens capables de travailler en équipe autonome, de coordonner leurs initiatives, leurs compétences, sans personne qui les surveille ou leur donne des ordres. Ils doivent être responsables d'un système complexe de machines, de robots, qui nécessitent surtout un entretien et des réparations immédiates au moindre accroc. Ces nouveaux professionnels doivent donc prendre à cœur leur travail, savoir évoluer avec des techniques qui changent rapidement, acquérir de nouvelles connaissances, à la fois manuelles et intellectuelles. Pour cela, l'entreprise leur offre un statut, un traitement privilégiés. Et tout le monde de s'exclamer que la classe ouvrière est en voie de libération, qu'elle est en train de prendre le pouvoir dans l'industrie – le pouvoir d'autogérer la production. C'est une plaisanterie.

Car la question de fond est : quelle fraction de la classe ouvrière accède à ces qualifications et à ce statut ? Aujourd'hui, moins de 10 %. Demain, cette couche de « professionnels modernes » comme les appellent Kern et Schumann, finira par représenter 25 % des

effectifs de l'industrie, voire 40 % dans la métallurgie, nous dit-on. Fort bien ; mais les 75 % ou 60 % qui restent, que deviennent-ils ? Nous le savons déjà : ils deviennent des « travailleurs périphériques » voués, comme par le passé, aux tâches ingrates, non qualifiées, sans chances d'évolution professionnelle. Ils deviennent, surtout, des travailleurs temporaires, au statut précaire, qu'on embauche et licencie selon les besoins du moment.

Mais il y a plus. Le total des travailleurs périphériques et des nouveaux professionnels privilégiés de l'industrie représente un effectif de plus en plus réduit. À long terme, l'industrie tend à employer de moins en moins de monde. La question n'est donc pas seulement : quelle fraction de la classe ouvrière représentent les nouveaux professionnels privilégiés ? La question est aussi : quelle fraction de la population active représente la classe ouvrière ? Que font les autres, celles et ceux qui ont été éliminés – comme on aimerait pouvoir dire : « libérés » ! – du travail industriel ? Comment vivent-ils ? Combien gagnent-ils ?

Si le travail et l'évolution dans l'industrie doivent avoir quelque sens, il est impossible de ne pas poser ces questions-là. Et si vous vous les posez, il est impossible de vous contenter de l'amélioration de la condition d'une partie des travailleurs dans une partie de l'industrie. Il est impossible de vous en contenter, à moins de vouer la nouvelle élite du travail à devenir une couche corporatiste, conservatrice, soucieuse seulement de la défense de ses privilèges. Il est impossible de prendre prétexte de l'existence de cette élite pour glorifier le travail, tout travail, car c'est précisément le travail de cette couche qui explique pourquoi le travail, c'est-à-dire les emplois à plein temps, durables, ne sont plus accessibles pour les chômeurs et les travailleurs en situation précaire. Glorifier le travail d'une élite ouvrière quand il n'y a pas assez d'emplois pour tout le monde, c'est non plus glorifier la puissance de la classe ouvrière, mais pousser cette élite à se distinguer de la classe ouvrière et à s'en désolidariser. C'est là, d'ailleurs, ce que fait la propagande patronale.

Il ne s'agit évidemment pas d'en conclure qu'il ne peut plus y avoir d'unité ni de solidarité de classe et que les conflits du travail sont dépourvus d'intérêt du point de vue d'une stratégie du changement

social. Le front du travail, de la lutte syndicale, reste décisif, mais il n'y a plus de front central. On ne changera pas la société sans un mouvement syndical digne de l'appellation « mouvement », mais les impulsions créatrices viennent plus souvent d'ailleurs. Le conflit central se situe à un niveau plus profond que les conflits du travail. L'élite du travail est d'ailleurs partie prenante dans ce conflit central. Je ne dis pas du tout qu'elle est une couche corporatiste et conservatrice. Je dis seulement qu'on la pousse dans ce sens-là quand on invoque constamment, en sa faveur, l'idéologie du travail et l'éthique du rendement. Margaret Thatcher a fait cela pendant dix ans avec des résultats probants. La tâche du mouvement syndical ou politico-syndical est d'ouvrir à cette élite une voie différente, d'autres horizons. Au lieu de lui dire seulement qu'elle fait un travail passionnant auquel on peut s'identifier, il faut, à mon avis, lui dire aussi que son travail conduit à ce qu'il y ait de moins en moins de travail pour les autres, et que l'on ne peut sérieusement faire un travail qui conduise à éliminer le travail et, en même temps, exalter le travail comme la source essentielle de l'identité de chacun. S'identifier à leur métier, pour les nouveaux professionnels de l'industrie, ne peut signifier s'identifier à leur tâche dans l'atelier flexible en restant sourds et aveugles à tout le reste. S'identifier à leur métier, c'est le comprendre comme une compétence sociale à exercer de façon responsable, c'est prendre du recul vis-à-vis de la fonction qu'ils remplissent dans la production et s'interroger sur ses finalités sociales, économiques, culturelles et, en particulier, considérer comme essentielle et prioritaire la question de la redistribution du travail et de la réduction de sa durée. C'est donc le recul par rapport au travail, non l'identification au travail, qui peut fonder le pouvoir et l'unité du syndicalisme. C'est là une différence fondamentale avec la classe ouvrière et le syndicalisme traditionnels.

Il serait évidemment absurde de prêcher ce recul vis-à-vis du travail si la majorité des actifs se passionnait pour leur métier et y trouvait ou cherchait le sens de leur vie. Mais tel n'est précisément pas le cas. Le recul par rapport au travail ne cesse de gagner. En Allemagne occidentale, où l'on procède à des enquêtes périodiques sur la question, 15 % seulement des personnes interrogées déclarent

actuellement accorder plus d'importance à leur vie professionnelle qu'à leur vie privée. Même chez les cadres, la proportion est à peine supérieure au tiers.

La « non-classe des non-travailleurs » dont je parlais il y a dix ans ne désignait pas une couche identifiable et organisable mais l'apparition d'une mutation culturelle de longue portée qui n'a cessé de gagner du terrain depuis : les individus ne s'identifient plus à leur travail, même quand il est intéressant et qualifié, car il leur apparaît le plus souvent comme une spécialisation fonctionnelle au service d'une mégamachine sur laquelle ils n'ont pas prise. Ils ne s'identifient plus à leur place dans le processus social de production et n'y puisent plus le sentiment d'appartenance à une classe. L'ordre social s'est défait ; les individus ne peuvent trouver ni dans leur rôle professionnel, ni dans les structures familiales, ni dans la structuration spatiale du milieu de vie ce que les sociologues avaient appelé une *identité* bien déterminée, une image sociale sécurisante de ce qu'ils sont. Ils sont rejetés à eux-mêmes et ont à se chercher, à se réaliser par des voies et des moyens qui ne sont pas d'avance donnés. De cette quête, le travail professionnel rémunéré est, au mieux, une dimension parmi d'autres ; c'est rarement la plus importante.

Ces thèmes ont été diversement élaborés, entre temps, par Alain Touraine, tout particulièrement dans *Le retour de l'acteur*, par Ulrich Beck en RFA, par des enquêtes de terrain comme celles de Yankelovich aux États-Unis, de Burkhard Strümpel ou de Rainer Zoll en RFA, de Jean-Marie Vincent en France, etc. Le syndicat des métallurgistes italiens Fiom-CGIL conclut, dans un rapport tout récent, que « nous sommes engagés dans un processus de changement social par suite duquel le travail n'occupe plus qu'une place modeste dans la vie des personnes. Mieux : le travail perd sa centralité, pour autant qu'il s'agisse de travail rémunéré. Il n'est valorisé que dans la mesure où il présente le caractère d'une activité autonome créative. Sinon il est considéré comme un simple moyen de gagner sa vie ». Dans leurs écrits les plus récents, Franz Steinkühler, le président de l'IG Metall (le syndicat de la métallurgie), à Francfort, et Bruno Trentin, secrétaire général de la CGIL, affirment presque dans les mêmes termes que la politique syndicale doit consister à

créer les conditions sociales qui permettent à chaque individu de se réaliser et de s'épanouir dans des activités de son choix, rémunérées ou non, de choisir son mode de vie et ses horaires de travail, dans le cadre, bien sûr, d'une concertation et d'accords négociés.

Cette distanciation à l'égard du travail n'est nullement limitée aux salariés peu qualifiés. Même chez les plus qualifiés, la capacité d'autonomie et d'initiative dépasse le degré d'autonomie que permet ou qu'exige la spécialisation fonctionnelle du travail, si complexe et responsable qu'il soit. Contrairement au mouvement ouvrier traditionnel, les gens contestent non en tant qu'ils sont agents de production, mais en tant qu'ils ne s'identifient pas avec leur travail et ne s'en satisfont pas. C'est en ce qu'ils sont citoyens, habitants d'un quartier, usagers, membres d'une association, parents qu'ils placent leur travail rémunéré dans un contexte plus général et concluent que leurs compétences pourraient être mieux employées, que l'industrie pourrait utiliser des techniques moins polluantes, moins voraces en énergie, qu'on pourrait vivre mieux si les impératifs de la rationalité économique étaient subordonnés à ceux de l'écologie, si les décisions de production n'étaient pas prises pour rentabiliser au mieux la plus grande quantité de capitaux possible.

Il n'y a pas de front principal

Vous avez donc un mouvement social multidimensionnel, qu'il n'est plus possible de définir en termes d'antagonismes de classe et dans lequel il s'agit pour les gens de se réapproprier un milieu de vie que les appareils mégatechnologiques leur aliènent ; de redevenir maîtres de leur vie en se réappropriant des compétences dont les exproprient des expertocraties sur lesquelles l'appareil de domination étatico-industriel assoit sa légitimité. Ce mouvement est, pour l'essentiel, une lutte pour des droits collectifs et individuels à l'autodétermination, à l'intégrité et à la souveraineté de la personne. Cette lutte intéresse toutes les couches salariées, elle est menée sur différents terrains, dont le terrain de l'entreprise n'est pas toujours et

nécessairement le plus important ; et c'est pourquoi d'ailleurs, le mouvement syndical n'a un avenir que s'il déborde du terrain de l'entreprise, se dote de ce que B. Trentin appelle des « structures de mouvement », de lieux publics accessibles à tous, et s'ouvre au débat, aux actions communes, à l'alliance avec d'autres mouvements.

Il ne s'agit pas pour autant de bâtir des coalitions ou des alliances entre des intérêts spécifiques ou sectoriels – ceux de l'« élite du travail », ceux des chômeurs et précaires par exemple – mais de conquérir de nouvelles libertés, de nouveaux droits, par essence universels. Les gens qui se mettent en branle pour conquérir ou défendre des droits ne forment ni des coalitions ni des alliances : ils agissent pour ce qui leur apparaît être le bien commun, et c'est lui qui fonde l'unité du mouvement : c'est le cas du mouvement des femmes, du mouvement antiraciste, du mouvement pour un milieu de vie sain. La lutte pour la réduction du temps de travail peut être comprise de la même façon, comme la lutte pour un ensemble de droits et de libertés dont les formes peuvent évidemment être très différenciées, mais dont les contenus sont les mêmes pour tout le monde : le droit d'apprendre, d'étudier à tout âge, et pas seulement de se « recycler » ; le droit d'élever ses enfants, d'avoir des activités militantes ou publiques, de rester près d'un parent ou d'un ami malade ou mourant, etc. Ces droits à ce que Marx appelait le « libre développement de l'individualité » supposent non seulement du temps disponible, mais le droit à l'autogestion du temps à l'intérieur de limites assez souples.

L'union solidaire de toutes les couches salariées en vue de la conquête de ces droits ne soulève donc pas de difficultés insurmontables, à condition que la libération du temps soit adaptée à la diversité des situations. La réduction de la durée hebdomadaire de travail n'est pas nécessairement dans l'intérêt de tout le monde. Elle peut convenir le mieux aux salariés stables, dont la tâche exige une présence régulière et continue sur le lieu de travail. Mais pour une bonne partie des personnels les plus qualifiés, une réduction linéaire de la journée et de la semaine de travail n'est pas envisageable, notamment pour les informaticiens, les concepteurs, techniciens de montage et d'essai d'installations nouvelles, etc. La réduction de la

durée annuelle du travail sous forme de semaines ou de mois de congé supplémentaires, ainsi que le droit à l'année sabbatique conviendront d'autant mieux à ces professions que leur travail demande de l'imagination, des idées, le renouvellement de connaissances pluridisciplinaires, toutes choses qui s'acquièrent moins sur le lieu de travail que par des discussions, des lectures, des voyages, le recul par rapport aux tâches du moment, la diversification des activités et des centres d'intérêt. L'idée du spécialiste qui ne peut rester à la hauteur qu'à condition de ne s'intéresser à rien d'autre qu'à sa spécialité, cette idée ne correspond à aucune réalité. Elle sert seulement les intérêts d'un système de domination qui prétend enfermer les gens dans leur spécialisation pour les empêcher de mettre en question, en tant que citoyens, les fins que les décideurs leur font servir.

Enfin, vous avez ces 40 à 50 % de la population active pour lesquels l'économie n'offre que des emplois intermittents, temporaires, à temps réduit : les chômeurs et précaires. La réduction du volume annuel de travail, dont l'économie a besoin et qui pourrait être une source de liberté si elle était répartie sur tout le monde, est imposée comme une privation à cette fraction des actifs. Corvéables et licenciés au gré des besoins des entreprises, ils ne sont rémunérés que pour le travail accompli, mais non pas, durant les intermittences de ce travail, pour leur disponibilité et leur capacité à travailler. Ils sont victimes, à bien y regarder, d'une discrimination dont la raison est essentiellement idéologique : il s'agit de démontrer sur leur exemple que seul le temps effectivement travaillé donne droit à rémunération, donc que le temps de travail doit rester la mesure de la richesse et de l'utilité sociale. Or ces principes de base de l'idéologie capitaliste sont, en fait, battus en brèche pour la majorité des salariés stables : techniciens d'entretien, opérateurs et conducteurs d'installations automatiques, personnels de soins, de secours d'urgence, etc., sont rémunérés pour leur disponibilité et leur capacité à intervenir, non pour le travail effectivement accompli. L'idéologie du rendement et du salaire fondée sur la mesure du rendement est condamnée par l'évolution technique. Elle conserve une apparence de survie chez les chômeurs et précaires.

C'est pourquoi un groupement français, l'Association des chômeurs et précaires (ACP), demande d'une façon parfaitement plausible et légitime que les personnes employées à titre précaire, de façon temporaire et intermittente, aient droit, durant les interruptions du rapport salarial, à un revenu qui rémunère leur disponibilité à travailler. En échange, elles s'engagent à accomplir un certain volume annuel de travail, si tant est qu'un travail leur soit offert. Il s'agit là, en fait, d'une demande de réduction de la durée annuelle du travail et de la revendication du droit de travailler de façon intermittente, sans perte substantielle de revenu. La discontinuité du rapport salarial, au lieu d'être subie comme une contrainte imposée par le patronat, doit pouvoir être transformée en une nouvelle liberté. Cette demande n'a rien d'aberrant. Jusque dans les années 1910, il était anormal pour un ouvrier – surtout pour un bon ouvrier de métier – de travailler de façon stable, toute l'année durant. Changer souvent d'emploi, chômer, voyager, travailler de façon intermittente était pour les ouvriers une façon de préserver leur indépendance vis-à-vis du patronat et du salariat. Ce goût du changement, de l'indépendance, de l'autonomie est reparu depuis quelque temps chez une proportion non négligeable de travailleurs, en majorité jeunes, qui préfèrent le travail temporaire à un emploi stable à plein temps. Cela les laisse disponibles pour des activités plus épanouissantes que la plupart de celles par lesquelles on peut gagner sa vie.

Femmes, hommes, enfants

Il est vrai cependant que, actuellement, le travail à temps réduit est interdit aux uns et imposé aux autres selon des critères qui n'ont rien à voir avec leurs préférences personnelles. Dans les pays de l'OCDE, entre 70 et 90 % des salariés à temps partiel sont des mères âgées de plus de 25 et de moins de 45 ans, employées dans le tertiaire, le plus souvent à titre précaire et dans des emplois sans

chances d'évolution professionnelle. Il y a là une double iniquité et un double scandale.

En premier lieu, le système économique produit des richesses croissantes avec une quantité de travail décroissante. Mais il refuse de redistribuer le travail de telle sorte que tout le monde puisse travailler moins et mieux, sans perte de revenu. Il préfère qu'une partie de la population travaille à plein temps, qu'une autre partie soit en chômage et qu'une troisième partie, de plus en plus nombreuse, travaille à temps réduit et à salaire réduit.

D'autre part, la plupart des emplois à plein temps sont tenus par des hommes et la plupart des emplois à temps réduit par des femmes. C'est là un scandale de plus, qu'on ne supprimera que si le temps de travail rémunéré est réduit pour tout le monde. Si la semaine de travail normale ne dépassait pas trente heures – ce qui est l'objectif des gauches et des syndicats aux Pays-Bas, en Italie et en RFA – alors l'actuelle division sexuelle des tâches perdrait sa base économique et ses excuses.

La tendance va nettement dans ce sens. Tout d'abord, une proportion croissante de jeunes pères demande à travailler à horaires réduits ou bien à prendre un congé, même non payé, pour pouvoir s'occuper de leurs enfants. Il y a quatre ans, cette proportion était de 12 % aux États-Unis. Il y a un an, elle était de 26 %, et la moitié des firmes américaines offrait à leurs salariés hommes la possibilité de travailler à temps réduit. Ensuite, près de la moitié des couples français, allemands ou suisses restent non mariés et, dans encore la moitié des cas, ils n'habitent pas ensemble. Les enfants vivent soit avec la mère, soit avec le père, soit alternativement avec l'une et l'autre. Cela change fondamentalement la signification du travail domestique non payé. Les femmes vivant seules et les hommes vivant seuls accomplissent leur travail domestique chacun pour soi, et non pour le plus grand profit ou confort du conjoint. Cela n'a donc plus de sens, tendanciellement, de demander que la société reconnaisse l'utilité sociale du travail ménager par le versement d'un salaire ménager. En revanche, cela confère une actualité et une légitimité accrue à la revendication du droit au congé parental payé, à l'année sabbatique et aux autres formes de réduction de la durée du travail.

Ce genre de droit est souvent revendiqué au nom de l'« utilité sociale » du travail de la mère – ou du père – au foyer. La valeur sociale du travail ménager, dit-on, doit être reconnue à l'égale de la valeur du travail payé. Je ne suis pas d'accord avec cette approche qui prend pour critère de base l'utilité de l'individu à la société. Car cette approche nie implicitement l'autonomie de l'individu et l'existence de ses droits imprescriptibles *sur* la société. Il faut abandonner l'idée d'une société première à laquelle les individus se rendraient utiles en la reproduisant, et inverser les termes de la question : la société sera d'autant meilleure qu'elle reconnaîtra aux individus le droit et la possibilité de leur libre épanouissement. Le droit à la maternité, à la paternité, à l'entretien du corps et de l'habitat, au « souci de soi » et au souci du prochain, ce droit doit être inconditionnel et premier. C'est sur sa base que la société se produira.

L'autolimitation

Le rééquilibrage entre travail rémunéré, d'une part, activités non payées et loisirs, d'autre part, est particulièrement important dans la perspective d'une restructuration écologique de la société. En effet, plus vous consacrez de temps au travail rémunéré, plus vous avez tendance à consommer de marchandises, mais aussi de services marchands, car le temps ou les forces vous manquent pour faire des choses par et pour vous-même. L'obligation du travail à plein-temps a été la clé de la croissance économique dans les sociétés capitalistes opulentes. L'économiste suédois Gunnar Adler-Karlsson a été, je crois, le premier à dire cela dans *The Unimportance of Full Employment* (« L'inimportance du plein-emploi »).

Si nous pouvions ajuster notre temps de travail aux besoins que nous ressentons réellement, combien d'heures travaillerions-nous ?

Mais cette possibilité d'un « temps choisi » ne nous est pas offerte. C'est pourquoi le temps disponible est toujours le peu de temps qui reste après le travail, un temps encadré par les contraintes du travail. Il ne peut servir à rien entreprendre et c'est pourquoi il est

essentiellement le temps de la consommation et du repos. Comme les gens sont obligés de travailler et, souvent, de gagner au-delà de leurs besoins réellement ressentis, l'industrie et le commerce pourront les persuader de consommer et de dépenser au-delà de leurs besoins et même de leurs désirs : si je dois perdre mon temps à gagner de l'argent, autant « en avoir pour mon argent ». Gunnar Adler-Karlsson cite, à ce propos, un sondage fait auprès des présidents des plus grandes firmes américaines. 90 % d'entre eux reconnaissent qu'il serait impossible de vendre un nouveau produit sans campagne publicitaire ; 85 % déclarent que la publicité persuade « fréquemment » les gens d'acheter des choses pour lesquelles ils n'ont pas d'usage ; et 51 % disent que la publicité persuade les gens d'acheter des choses qu'ils ne désirent pas vraiment.

Avec l'autolimitation de la durée du travail, le « temps choisi » rendrait donc possible l'autolimitation du revenu et de la consommation marchande, selon les besoins et les désirs réellement ressentis par chacun. Les possibilités de choisir le rythme, les horaires, les périodisations du travail et du non-travail, ces possibilités seront d'autant plus grandes que la durée hebdomadaire ou annuelle de travail sera plus réduite. La politique du temps est le meilleur levier pour obtenir en même temps la réduction, écologiquement nécessaire, de la consommation de marchandises et la plus grande autonomie possible pour chacun et chacune dans la conduite de sa propre vie.

L'impératif écologique exige donc bien une décroissance de l'économie mais cette décroissance n'exige pas nécessairement des *sacrifices* ; elle exige seulement des *renoncements*. Nous touchons là à la différence fondamentale entre l'écologie politique, d'une part, et le souci de protéger ou de ménager l'environnement, d'autre part. Le ménagement ou la reproduction d'un environnement vivable peuvent être parfaitement assurés par le développement d'un éco-business, d'une éco-industrie, voire d'un techno-éco-fascisme comme il en a été décrit par la science-fiction. Le capitalisme peut développer un éco-business très rentable en réponse à des commandes publiques, de même qu'il a développé une industrie d'armement très rentable. Et il peut, en réponse à de nouvelles normes de pollution, mieux éliminer

et recycler les rejets et les déchets industriels, adopter des technologies différentes plus coûteuses en capital, quitte à augmenter ses prix et à accroître les inégalités. C'est dans ce sens que nous allons actuellement : celui de la paupérisation croissante des couches pauvres et de l'opulence croissante des couches aisées.

À la différence de ce que les Anglo-Saxons appellent *environmentalism*, l'écologisme ne se borne pas à vouloir diminuer l'impact sur l'environnement du système de production existant. Il conteste les raisons pour lesquelles un certain nombre de techniques, de productions et de consommations ont été développées en premier lieu. Ces raisons sont contenues dans la logique de l'accumulation capitaliste : il faut que des quantités croissantes de capital puissent être investies avec profit, ce qui exige la consommation d'un flux croissant de marchandises et de services marchands. Il faut donc amener la population à satisfaire ses besoins par un maximum de consommation et susciter un maximum de besoins de consommation marchande. Or bien des besoins pourraient être mieux satisfaits par un flux moindre de produits, meilleurs et plus durables, et les besoins de consommation eux-mêmes être réduits par un mode de vie plus détendu et convivial, laissant plus de temps libre. Nous pourrions vivre et travailler mieux en consommant moins, à condition de consommer autrement. Les techniques, les rapports sociaux, le modèle de consommation et le rapport à la nature ne pourront alors rester les mêmes.

Les approches « environnementaliste » et écologiste sont donc fondamentalement différentes. La première impose de nouvelles contraintes et de nouvelles limitations au libre jeu de la rationalité économique telle qu'elle s'est développée par le capitalisme. Mais ces contraintes et ces limitations n'entament pas la tendance de fond du système à étendre la sphère de la rationalité économique et de la valorisation de quantités croissantes de capital. La société reste dominée par cette tendance de fond, au service du paradigme industrialiste. L'approche écologiste, en revanche, implique un changement de paradigme, qui peut se résumer par la devise « moins mais mieux ». Elle vise à réduire la sphère dans laquelle la rationalité économique et les échanges marchands se déploient et à la mettre au

service de fins sociétales et culturelles non quantifiables, au service du libre épanouissement des individus. La restructuration écologique de l'économie dont il est question dans les gauches allemande et néerlandaise, dans l'extrême gauche italienne, a donc nécessairement un sens anticapitaliste et socialiste. L'investissement ne peut plus y avoir pour but la croissance de l'économie, mais seulement sa décroissance, au profit de l'expansion des activités qui ne sont pas régies par l'évaluation et la recherche du rendement et du gain.

L'allocation universelle

Les disciples de Hannah Arendt, en particulier, voient dans le salaire de citoyenneté le moyen d'enlever au travail son hégémonie sur l'espace public et d'y rétablir le politique dans la position prépondérante qu'il occupait au sein de la *polis* grecque. L'idée d'un revenu social garanti à tout citoyen et à tout résident fait son chemin dans toute l'Europe, particulièrement aux Pays-Bas où elle est soutenue par toutes les gauches et par beaucoup de personnalités influentes. Elle est débattue en Allemagne et en Italie et elle a donné naissance, en France, au RMI.

Or cette idée d'un revenu de citoyenneté – autrement dit d'une allocation universelle – est à mon avis un pis-aller. Elle comporte deux vices fondamentaux.

Le premier, c'est qu'une telle allocation, en dispensant les gens de tout travail rétribué, ne crée pas pour autant un espace public pour des activités non économiques. L'activité économique occupe aujourd'hui de façon démesurée l'espace public, et Arendt avait raison de vouloir la refouler au profit d'activités intéressant le « bien commun », politique. Mais on ne l'en évincera pas par une allocation à celles et ceux qui restent à l'écart de la sphère économique et, par là même, de la dimension aujourd'hui la plus importante de la sphère publique. Au contraire, une allocation qui dispense de tout travail dans la sphère économique approfondit la coupure de la société. L'activité économique devient le domaine des maniaques du

rendement et des passionnés du gain. Ce sont eux qui vont tendre à accaparer l'espace public et à marginaliser les allocataires inactifs, voués aux activités privées et au néant social. Si l'on veut que d'autres activités se substituent dans la sphère publique au travail, il faut faire régresser le travail par une action publique et organisée, qui ouvre simultanément l'espace public à des activités sans but économique, et les aide à s'y mettre en place. C'est pourquoi, à mon avis, il faut aborder le problème « par en bas », par la réduction de la durée du travail, conçue non pas comme une mesure, mais comme une politique à long terme et d'ensemble, à la fois syndicale et gouvernementale, se comprenant comme un projet de civilisation. L'action syndicale – celle de syndicats ayant de leur mandat une conception beaucoup plus large et aussi, comme le veulent notamment Negt en RFA et Trentin en Italie, une structure différente – est indispensable à cette fin. D'abord parce que seul le syndicat, rénové, peut organiser la population dans l'espace public du travail et ouvrir celui-ci sur les activités publiques hors travail. Ensuite, parce que la régression de la durée du travail a besoin d'être définie dans ses modalités concrètes et appliquée par une action et une négociation collectives, à tous les niveaux. J'en ai déjà parlé tout à l'heure. C'est un « contrat de société », qu'il s'agit de mettre en place pour transformer les rapports sociaux. L'allocation universelle, instituée par une loi, versée par une administration, n'a pas cette portée.

Le droit au travail doit être compris dans ce contexte : comme un droit *politique* d'accéder à ce qui est actuellement l'activité principale de la sphère publique et aux pouvoirs que confère cet accès : en particulier au pouvoir de participer aux décisions concernant l'organisation de l'activité économique et sa place dans la société. Il est tout à fait imaginable, bien sûr, que les chômeurs participent de plein droit, avec leurs associations propres, à l'élaboration de la politique syndicale. Mais il faut alors comprendre le chômage comme une interruption temporaire et partielle de la participation à l'activité économique, et non comme le choix de ne pas y participer du tout. En ouvrant ce droit à la non-participation, l'allocation universelle crée en

fait deux catégories de citoyens et donne à la société le droit de pérenniser des formes d'exclusion sociale.

Le second vice de l'idée d'allocation universelle apparaît si on prend le problème par l'autre bout. Une certaine quantité de travail est indispensable à l'existence de la société et des individus sociaux. Cette nécessité est imposée par la nature des choses, et non par une obligation sociale. Dans la *polis* antique, le travail économiquement nécessaire était confiné dans la sphère privée et réservée aux femmes et aux esclaves. La sphère privée était celle de la contrainte autoritaire. La sphère publique, au contraire, était la sphère des libres citoyens, affranchis du fardeau de la nécessité. L'émancipation a renversé ce type d'ordre politique. Car l'égalité et la liberté des individus exigent l'organisation sociale du travail nécessaire dans la sphère publique, avec la participation de tous. Nul ne doit porter le fardeau de la nécessité pour le compte des autres et nul, donc, ne doit être dispensé d'en porter sa part. Or l'allocation universelle ouvre le droit à la dispense. Elle permet à la société de ne pas s'occuper de la répartition équitable du fardeau. En cela, elle fait, par idéalisme, le jeu de l'idéologie du travail : elle paraît considérer le travail comme une activité choisie, facultative, qui peut être réservée à celles et à ceux qui aiment le faire. Or le travail est d'abord à faire, qu'on l'aime ou non, et c'est seulement en partant de la reconnaissance de sa nécessité qu'on peut chercher à le rendre aussi plaisant et épanouissant que possible, à en alléger le poids et la durée.

Bien entendu, tout le travail nécessaire ne peut pas être organisé socialement dans la sphère publique et ne doit pas l'être. Il y a un domaine où l'individu doit s'appartenir et se produire souverainement, à l'abri de tout contrôle et de toute norme sociale. C'est le domaine privé. Le travail nécessaire dans ce domaine-là ne peut avoir le même statut que le travail dans la sphère publique. Je l'appelle « travail pour soi ». Il est ambivalent, à la fois fardeau et épanouissement du mouvement de la vie, ou tantôt l'un, tantôt l'autre, selon les circonstances. S'en décharger, c'est en charger des serviteurs. Il comprend notamment toutes les activités d'auto-entretien. Il sera d'autant moins pesant, d'autant plus gratifiant que

le temps disponible sera plus abondant, à l'échelle de la journée, de la semaine, de l'année.

Au lieu de rendre le revenu indépendant de tout travail, il serait donc préférable de le rendre indépendant de la *durée* du travail. De cette manière, on tiendra compte non seulement de la nécessité sociale du travail mais aussi du sentiment d'appartenance et d'utilité sociale que procure aux individus l'accomplissement de tâches socialement déterminées. Une allocation garantie à tout résident ne peut pas fonder ce sentiment d'appartenance : pas plus que le droit à la retraite ou aux allocations familiales elle ne protège contre l'isolement et l'exclusion. Je ne me sens appartenir à une société que si j'ai la certitude que les autres ont besoin de moi et que je suis aussi capable qu'eux de contribuer à la réalisation de tâches collectives. C'est cette capacité qui fonde mon droit *sur* la société, y compris, notamment, le droit de contester les tâches pour lesquelles elle réclame ma coopération. Même socialement rémunéré (par des allocations parentales ou un salaire ménager par exemple), le travail accompli dans la sphère privée ne peut pas fonder mes droits et mon appartenance de façon aussi incontestablement évidente.

Le travail socialement déterminé et rémunéré n'a pas besoin pour autant de rester l'occupation principale de chaque personne. La diminution continuelle de son volume en exclut d'ailleurs la possibilité. Si la réduction du volume de travail ne doit pas entraîner l'exclusion, le sentiment d'inutilité et d'impuissance sociales pour une proportion croissante de la population, il faudra apprendre à redistribuer le travail socialement nécessaire de manière que chacun et chacune puissent travailler, mais travailler de moins en moins et avec une maîtrise croissante de leur temps. Le revenu réel (j'y reviendrai au chapitre suivant) n'a pas besoin de diminuer pour autant. Il est réaliste, au contraire, de prévoir pour l'avenir un système qui garantit à tout le monde, sa vie durant, un plein revenu, en échange d'un certain nombre d'heures de travail à fournir dans le courant d'une vie et qui sera très inférieur au nombre actuel. En fait, *nous nous acheminons déjà vers un tel système* mais sans oser le reconnaître ni lui donner une forme sensée.

Les objections économiques contre un tel système font souvent penser aux objections auxquelles s'est heurtée la revendication ouvrière du droit au repos dominical ou de la journée de huit heures. Ces revendications étaient considérées comme ruineuses au début du siècle. L'actuel système de sécurité sociale aurait paru complètement irréaliste il y a soixante-dix ans. Au début du siècle, un emploi à plein-temps, c'était plus de 3 000 heures par an. En 1960, c'était 2 100 heures. En 1985, c'était 1 600 heures et pourtant ce volume de travail diminué de 25 % créait un PNB 2,5 fois plus élevé que vingt-cinq ans plus tôt. Jacques Delors note dans son dernier livre⁶⁷ qu'en 1946 un salarié âgé de vingt ans devait s'attendre à passer au travail un tiers de sa vie éveillée ; en 1975, un quart seulement ; aujourd'hui, moins d'un cinquième. Il ajoute que cette évolution ne s'arrêtera pas et qu'elle « devrait induire d'autres logiques de production et d'échange ». En fait, si vous considérez les différents types de congés payés ou indemnisés, le travail à plein-temps est déjà un travail intermittent. Il n'y a pas de raison de ne pas revenir progressivement à une durée moyenne du travail de mille heures par an – c'était la norme jusqu'au début du XVIII^e siècle – ou de 20 000 à 30 000 heures par vie, permettant à chaque personne d'adopter successivement plusieurs styles de vie, métiers, carrières, types d'activité, sans jamais cesser de percevoir un plein revenu. Il faut nous habituer à vouloir que le temps disponible soit un temps fort de la vie, et non le temps subalterne qui reste après le travail. C'est le temps de travail rétribué qui doit devenir, qui est déjà, en fait, d'une importance secondaire, même pour la majorité de ceux et de celles qui exercent une activité professionnelle en elle-même intéressante. Plus le niveau de formation est élevé, plus est élevée aussi la proportion des gens qui souhaitent ne travailler qu'à temps partiel, c'est-à-dire qui désirent une vie variée, avec des centres d'intérêt diversifiés, permettant l'épanouissement d'une diversité ou même d'une totalité de capacités humaines.

Les partisans de l'allocation universelle (du salaire de citoyenneté) objectent souvent que si l'on fonde le droit au plein revenu à vie sur l'accomplissement d'une certaine quantité de travail au cours de la vie entière, on sera forcé à « d'épouvantables contrôles

bureaucratiques ». Car une durée de travail annuelle de 1 000^oheures pourrait ne pas correspondre seulement à heures de travail hebdomadaire mais aussi à cinq mois de 200 heures par exemple qui ouvriraient le droit à sept ou huit mois de congés payés. Ou encore, une durée de travail de 20 000 à 30 000 heures par vie pourrait comporter de longues interruptions de l'activité professionnelle durant lesquelles on continuerait de percevoir son revenu habituel : par exemple trois années de congés payés pour élever un enfant jusqu'à trois ans, plusieurs fois au cours d'une vie, pour apprendre un nouveau métier, construire sa maison, prendre soin d'un ami ou d'un parent malade ou handicapé, faire partie d'un orchestre, etc. Comment pourrait-on obliger les gens à reprendre un travail après plusieurs mois ou années d'interruption ? Ne faudra-t-il pas des contrôles et des contraintes bureaucratiques pesants ?

Eh bien, non ! Le système de contrôle et de comptabilisation du travail fourni, avec de nombreuses interruptions, au cours d'une vie, ce système existe déjà. Nos caisses de retraite tiennent le compte exact du nombre de semaines et de mois que nous travaillons et de ce que nous avons gagné notre vie durant. Au lieu d'être payés à partir de 55 ou même 50 ans pour une période d'inactivité qui durera jusqu'à notre mort, pourquoi n'aurions-nous pas le droit d'étaler cette période économiquement – mais pas socialement – inactive sur toute notre vie ? Ce n'est pas plus difficile à gérer par ordinateur. Chaque période de travail est comptabilisée par un certain nombre de points et vous donne droit à une certaine période de congés payés sur la base de la moyenne de ce que vous avez gagné dans vos précédents emplois. Si vous restez trop longtemps sans travailler, l'ordinateur vous envoie une lettre vous avertissant qu'il vous reste, mettons, trois mois pour retrouver un travail. On pourrait d'ailleurs combiner ce système avec des incitations régulatrices. Si, pour quelque raison que ce soit, il faut soudain davantage de personnel infirmier ou de maçons, le droit au congé peut être suspendu et les personnes en congé incitées à retravailler : on peut leur offrir un plus grand nombre de points pour cela. L'économiste suédois Gösta Rehn a été le premier à proposer un tel système, assorti d'incitations, permettant aux gens de prendre à tout âge une sorte d'acompte sur leur retraite.

On peut imaginer une demi-douzaine d'autres systèmes et soulever des objections contre chacun d'eux. Ce n'est pas tel ou tel système que je défends : c'est la nécessité d'imaginer une sortie de la « société du travail » vers une société où les activités sans but économique, publiques et privées, sociales et personnelles, seront prépondérantes.

L'extinction du capitalisme

Pour amorcer une évolution dans ce sens, une politique du temps conséquente me paraît décisive. Au sujet de son mode de financement, il suffira de remarquer ici qu'il devra concilier trois types d'intérêt à première vue contradictoires :

— premièrement, l'intérêt légitime des gens qui ne veulent pas que leur revenu réel diminue quand la durée du travail diminue ;

— deuxièmement, l'intérêt légitimé des entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, qui ne peuvent être gérées de façon efficace et prévoyante que si elles connaissent leurs coûts réels, principalement le volume réel de travail dont elles ont besoin, ce qui exclut qu'elles paient les gens pour un travail qu'ils ne font pas ;

— troisièmement, l'intérêt légitime de la société, qui doit pouvoir établir des priorités et décourager certaines consommations et productions par des taxes dissuasives, du genre de celles qui existent déjà et dont les produits destinés à l'exportation sont exemptés.

Il faut donc imaginer un système de financement qui ne grève ni les revenus du travail ni les coûts de revient des entreprises. C'est le cas des impôts sur la consommation, type TVA, qui pourraient être très fortement augmentés sur des produits industriels dont les prix relatifs continuent de baisser. Ces impôts alimenteraient une caisse qui verserait aux gens leurs revenus durant les périodes de non-travail. Mais vous pouvez aussi imaginer différents types de monnaie, par exemple une monnaie de circulation qui ne peut être thésaurisée, une « monnaie de proximité », pour les échanges de services, qui ne

peut circuler, etc. Bref, « d'autres logiques de production et d'échange », comme dit Jacques Delors.

Une politique du temps peut être le principal levier pour déplacer les équilibres au sein de la société. Il ne s'agit pas de « supprimer » l'économie, d'abolir l'industrie, l'autonomie des entreprises, le capital. Il s'agit seulement de remettre la rationalité économique, telle qu'elle s'exprime parfaitement dans les exigences autonomisées du capital, à sa place, qui est une place subalterne ; de mettre fin à la domination de l'économique sur le politique. Il s'agit, autrement dit, de réaliser l'extinction du capitalisme sans supprimer l'autonomie et la logique du *capital*, qui ont leur sphère de validité incontestable, quoique restreinte. Il nous faut savoir distinguer entre le capitalisme et la logique du capital. Le capitalisme est un système social dans lequel les rapports commandés par la rationalité économique et visant à la valorisation du capital dominant la vie, les activités, l'échelle des valeurs et les buts des individus et de la société. La logique du capital, elle, est la seule forme de rationalité économique pure. Il n'y a pas d'autre façon économiquement rationnelle de conduire une entreprise que la gestion capitaliste. C'est là une évidence qui a fini par s'imposer partout. Mais cela ne signifie pas que toutes les entreprises et les activités doivent obéir à la gestion capitaliste, ni que la rationalité économique pure que cette gestion exprime doive ou même puisse prévaloir sur toute autre considération, à l'échelle de l'entreprise et de la société. Le critère de l'efficacité économique exige la recherche du plus grand rendement possible par unité de travail vivant ou mort – en pratique : le profit maximal. Mais ce critère n'est applicable qu'à un domaine restreint de ce que Marx appelait « les échanges avec la nature ». Il faut donc restreindre l'application du critère de rendement mesurable par l'application de critères de nature totalement différente. Quand ces critères-là l'emportent dans les décisions publiques et les conduites individuelles sur la logique du capital, et assignent à la rationalité économique le rôle, subordonné, de moyen en vue de fins non économiques, alors le capitalisme est dépassé en faveur d'une société, voire d'une civilisation différentes.

Bien sûr, vous pouvez m'objecter que les capitalistes résisteront féroce­ment et qu'il faudra vaincre leur résistance. Comment ? Avec qui ? Cela nous renvoie au problème de tout à l'heure : il y a un conflit central mais pas de front central, des antagonismes semblables à la lutte des classes, mais pas de classe capable d'hégémonie. Qui est venu à bout, en Suède, en Autriche, en RFA, en Italie de cette formidable puissance politico-financière qu'était l'industrie électronucléaire ? Qui a fait de l'extinction des espèces, de la destruction des forêts tropicales, du trou d'ozone, des changements climatiques, de la pollution des nappes phréatiques, de l'agriculture et de l'élevage industriels les thèmes d'un débat qui s'impose à toutes les forces politiques, dans toute l'Europe, et qui promet de déboucher sur des réformes de structure radicales, et pas seulement sur des mesures technocratiques ?

Il y a un mouvement, une mutation, des alliances transversales qui dépassent les frontières entre classes. Chacun de nous connaît tel ou tel capitaliste, tel ou tel cadre dirigeant de l'industrie chimique par exemple qui, en tant que personne, est gagné par le doute sur ce qu'il fait et se demande comment, sur son lit de mort, il jugera l'œuvre de sa vie, ce que ses arrière-petits-enfants penseront de lui. Le changement culturel et les idées ont une force qui leur est propre, même sur des gens dont ils dérangent les intérêts. Bien sûr, les managers de la mégamachine capitaliste ne se convertiront pas spontanément à l'autolimitation écologique et à la démocratie socialiste. Mais pas mal d'entre eux seront soulagés, et même prêts à coopérer, quand la pression publique et le législateur leur demanderont de servir des buts plus défendables que la maximisation du profit au détriment de la santé des populations et de la qualité de la vie.

9

La réduction de la durée du travail comme contrat social⁶⁸

Préambule

La fusion économique des deux Allemagnes rend plus actuelle que jamais la mise en œuvre d'une politique ambitieuse de réduction de la durée du travail (RDT). Et cela pour les salariés des deux parties de l'Allemagne. En effet, selon les prévisions pourtant très optimistes de l'institut Prognos, même une croissance annuelle de 3,1 % pendant dix ans ne pourra résorber le chômage en Allemagne occidentale. Celle-ci comptera encore, selon Prognos, 1,3 million de chômeurs déclarés en l'an 2000. Ce pronostic se fonde sur les trois hypothèses suivantes :

- les personnes qui, découragées, ont abandonné leur recherche d'un emploi ne reviendront pas sur le marché du travail ;
- 1,4 million d'Allemands seulement migreront de la partie orientale vers la partie occidentale de l'Allemagne ;
- l'environnement supportera pendant dix ans une croissance annuelle de 3,1 %, dans laquelle l'industrie chimique et l'automobile continueront de jouer leur rôle déterminant habituel.

Ces hypothèses sont pour le moins risquées. Selon des estimations officielles de source ouest-allemande, 30 % seulement des entreprises est-allemandes peuvent devenir compétitives sans subventions publiques majeures, 20 % étant en toute hypothèse condamnées à

disparaître. L'immense majorité des entreprises et de la population active de l'ex-RDA appartient au secteur industriel. Leur productivité, selon les estimations occidentales, est environ trois fois plus faible que celle d'entreprises comparables en Allemagne de l'Ouest. Il faudrait que l'industrie est-allemande triple sa production pour pouvoir conserver ses effectifs tout en devenant compétitive. Ce triplement est hors de question : pour les investisseurs industriels, l'Allemagne de l'Est restera longtemps encore beaucoup moins attractive que l'Allemagne occidentale. Celle-ci dispose d'ailleurs de capacités de production suffisantes pour couvrir la demande est-allemande. Cela vaut pour l'agriculture autant que pour l'industrie. Seuls les services marchands, le bâtiment et les travaux publics auront des besoins de main-d'œuvre fortement accrus. Il n'est pas sûr cependant que la croissance de leurs effectifs dépasse de beaucoup le nombre des licenciements dans les administrations et les services publics.

Pour les prochaines années, on peut donc prévoir le développement suivant : l'industrie et l'agriculture ouest-allemandes fourniront à l'Allemagne orientale la majeure partie de ses biens durables et de consommation. Des créations d'emplois en résulteront en Allemagne occidentale. Leur nombre sera cependant beaucoup plus faible que celui des suppressions d'emplois dans l'ex-RDA. Pour l'ensemble du pays, le chômage augmentera donc fortement, entraînant d'importants flux migratoires d'Est en Ouest. Il est impossible de miser sur le développement des services personnels pour résorber plus qu'une faible partie de ce chômage, à moins d'accepter une forte aggravation des inégalités de statut et de niveau de vie, caractéristiques de la « société duale ». Il en sera encore question plus loin.

Des mesures d'urgence ne sauraient suffire à empêcher la montée du chômage. C'est pourquoi il importe d'élaborer une politique syndicale à moyen et à long terme qui assure à chacun et à chacune le droit à un travail socialement utile, au développement de ses capacités, à la réduction de la durée du travail sans perte de revenu et à l'auto-organisation croissante de son temps.

Les pages qui suivent esquissent une telle politique. Il faut les comprendre comme une invitation au débat et à la réflexion, et aussi comme une invitation à contester les discours démagogiques des bureaucraties syndicales est-allemandes que les syndicats occidentaux ont trop longtemps ménagées, plus soucieux de s'emparer des structures organisationnelles existantes que de promouvoir des réformes démocratiques.

Originellement, ce texte a été écrit à l'intention de syndicalistes français qui, au cours d'un séminaire, soutenaient qu'on ne pouvait réduire la durée du travail sans perte de revenu si on voulait qu'elle se solde par des créations d'emplois : si on distribue le travail rémunéré sur un plus grand nombre de têtes, n'est-il pas inévitable que la rémunération de chacun diminue ? On verra qu'il n'en est rien. Pour ne pas compliquer inutilement les choses, la première partie de ce chapitre se borne à une argumentation macro-économique mais laisse de côté l'augmentation de la durée d'utilisation des équipements, que la RDT rend possible, et la baisse des coûts unitaires qui peut en résulter pour les entreprises à forte intensité de capital.

Durée du travail, salaires et emploi

La RDT est à la fois souhaitable et nécessaire. Elle est souhaitable dans la mesure où elle permet à chaque personne une organisation moins contraignante de son temps, des occupations plus variées et donc une vie plus riche. Elle est nécessaire dans la mesure où les progrès de productivité permettent de produire plus avec moins de travail. Si tout le monde doit pouvoir trouver du travail, la quantité de travail fournie par chacun doit progressivement diminuer. Sur ce point, l'accord est à peu près général.

Mais dès qu'on quitte le plan des principes généraux, la confusion sur les modalités et les moyens est telle que la RDT, au lieu d'unir, dresse les uns contre les autres les détenteurs d'emplois stables, d'un côté, les chômeurs et précaires de l'autre. Tous les partisans d'une

politique de RDT, en effet, y compris les alternatifs de gauche, continuent d'affirmer qu'il n'est pas question de maintenir intégralement le pouvoir d'achat quand la durée du travail est réduite. Cette affirmation peut se comprendre venant de militants verts qui se situent délibérément en dehors du mouvement ouvrier et de la gauche. Pour eux, il s'agit de faire *décroître* la production industrielle et marchande au profit d'autoproductions artisanales et d'échanges non marchands de services. Ils se prononcent donc pour une RDT avec réduction proportionnelle des salaires. Il s'agit de leur part d'une option : ils ne disent pas qu'il serait impossible de gagner autant que par le passé lorsqu'on travaille moins d'heures ; ils disent que ce ne serait pas souhaitable.

Chez l'immense majorité des économistes, en revanche, y compris dans la gauche alternative, le maintien du pouvoir d'achat passe pour une impossibilité économique. Alain Lipietz, par exemple, qui n'est pas partisan de la croissance zéro de l'économie (ni, *a fortiori*, de sa décroissance), estime que les heures travaillées en moins devraient n'être payées qu'à 70 % ; et que si l'on veut garantir le maintien de leur pouvoir d'achat aux salariés qui gagnent jusqu'à deux fois le SMIC, « cela veut dire une réduction plus drastique à partir de 8 000 F par mois ». Autant dire que la politique de RDT risquerait d'avoir contre elle, au départ, la fraction la plus instruite et la plus influente de la population active salariée.

Mais en vertu de quoi, au juste, des économistes affirment-ils qu'il faut réduire le pouvoir d'achat lorsque la durée du travail diminue ? Il ne s'agit nullement là d'une évidence scientifique. Ne travaillons-nous pas moitié moins qu'au début de ce siècle tout en disposant d'un revenu réel non pas moitié moindre mais au moins cinq fois plus élevé ? Pourquoi ne pourrions-nous conserver à l'avenir notre pouvoir d'achat actuel, alors que les gains de productivité sont loin d'être taris ?

« D'accord, m'ont objecté récemment des syndicalistes : les gains de productivité peuvent financer la réduction du temps de travail sans perte de revenu. Mais si tu veux, en plus, créer des emplois supplémentaires de manière à réduire le chômage, il te faudra bien réduire les salaires aussi. »

Eh bien, ils se trompaient, je le démontrerai tout à l'heure – à moins que nous ne nous placions dans l'hypothèse d'une croissance zéro. Aussi longtemps, au contraire, que non seulement la productivité mais aussi la production continuent de croître, ne serait-ce que légèrement, il est possible de tout faire à la fois : de réduire la durée du travail, de réduire le chômage et de maintenir, voire d'augmenter les revenus.

Si nous avons tant de difficultés à admettre cette possibilité – et à la vouloir – c'est que nous raisonnons toujours ex-post, comme disent les économistes, c'est-à-dire en partant d'une situation qui est l'aboutissement d'un développement *passé*. Les jeux, dans cette optique, sont toujours déjà faits : les fruits de la croissance économique et des gains de productivité sont toujours *déjà répartis*. On ne peut les répartir une seconde fois, sur un plus grand nombre de gens, sauf à diminuer la part de ceux qui sont déjà servis.

Mais ce qui paraît impossible après coup devient possible si nous raisonnons ex ante sur la meilleure façon de répartir les fruits d'un développement à *venir*. Cette répartition, alors, est une affaire de choix politique, elle est à *réaliser* dans la limite de ce qu'il est raisonnable de prévoir et de vouloir.

Les questions qui se posent alors à nous sont les suivantes : quels gains de productivité pouvons-nous prévoir pour les quatre ou cinq ans à venir ? Et quels accroissements de la production ? Comment allons-nous répartir les uns et les autres entre : a) la réduction de la durée du travail ; b) la création d'emplois additionnels ; c) l'augmentation des salaires et des prestations sociales ?

Il s'agit, en somme, de gouverner un développement en cours en choisissant par avance les fins que nous entendons lui faire servir. La politique, c'est cet ensemble de choix ou alors elle n'est rien.

Voyons à présent la gamme des choix politiques qui nous sont ouverts. Je prendrai, pour commencer, comme données de base, les taux de croissance économique et les gains de productivité de ces dernières années, en les prolongeant pour les quatre années à venir. Je les sous-estimerai même légèrement, pour me prémunir contre

d'éventuels aléas et contre l'accusation d'irréalisme. Prévoyons donc l'évolution suivante.

A. Dans quatre ans, la production aura augmenté de 8 % et la productivité de 12 %

Autrement dit, pour produire 108 % de l'actuel volume de richesses disponibles, il ne faudra plus qu'un volume de travail de 96 % ($100 + 8 - 12$).

Quatre choix différents s'offrent théoriquement à nous.

1. Nous maintenons la durée du travail actuelle

Les effectifs employés baissent alors de 4 % pour tomber à 96 % de leur niveau antérieur.

Effectifs : -4 %

Les salaires directs et indirects peuvent augmenter de 12 %, c'est-à-dire autant que les richesses disponibles (8 %) réparties sur 96 % des effectifs antérieurs.

Salaires : +12 %

C'est là, en gros, ce qui s'est passé dans l'industrie pendant la période récente.

2. Nous maintenons les effectifs employés à leur niveau actuel

Comme ils produisent 8 % de plus en 4 % d'heures de travail de moins, leurs salaires peuvent augmenter de 8 % pour une durée du travail réduite de 4 %. C'est ce qui s'est passé dans certaines administrations et dans des entreprises « avancées ».

Salaires : +8 %

Durée du travail : -4 %

3. Nous maintenons les salaires à leur niveau actuel

Nous pouvons alors (théoriquement) employer 8 % de salariés en plus, car il y a 8 % de plus à distribuer ; et nous pouvons réduire la durée du travail de 12 % (à 34 heures par semaine), car il y aura 8 % de personnes de plus pour faire 4 % de travail de moins.

Effectifs : +8 %

Durée du travail : -12 %

4. Nous réduisons la durée du travail tout en augmentant les salaires et les effectifs

Nous pourrions, par exemple, employer 5 % d'actifs de plus, augmenter les salaires de 3 % en moyenne et réduire la durée du travail de 9 % (à 35 heures et demie par semaine). Si nous employons 6 % de personnes en plus, la durée du travail pourra être réduite de 10 % (à 35 heures) et les salaires augmentés de 2 %.

Effectifs : +5 %

Salaires : +3 %

Durée du travail : -9 %

Il n'est même pas utile d'envisager ici un cinquième scénario avec diminution des salaires. Car à salaires constants déjà, les effectifs devraient augmenter de 8 % (soit 1,8 million de personnes en quatre ans). Dans une économie évoluée et complexe, il est pratiquement impossible de faire beaucoup mieux, à moins de fournir beaucoup d'emplois d'OS et de petits boulots, ce qui n'est pas le but.

Il vaut cependant la peine de signaler en passant que si la productivité et la production augmentaient au même rythme de 12 % en quatre ans, les salaires pourraient augmenter de 4 % et les effectifs de 8 % pour une durée du travail réduite de 8 % (à 36 heures par semaine). Mais c'est là une hypothèse sur laquelle il vaut mieux ne pas compter. La croissance soutenue du volume de production est incompatible avec la restructuration écologique qui est maintenant à

l'ordre du jour dans tous les pays industrialisés. Le lien entre produire plus et vivre mieux y est rompu.

Pour vivre mieux, il s'agit désormais de produire et de consommer autrement, de faire mieux et plus avec moins, en éliminant pour commencer les sources de gaspillage (exemple : les emballages perdus, la mauvaise isolation thermique, la prééminence du transport par route, etc.) et en augmentant la durabilité des produits.

B. Supposons donc que la restructuration écologique, à force d'éliminer les gaspillages, d'allonger la durée de vie des produits, d'améliorer les rendements, de changer les méthodes de culture, de réduire les causes d'accident et de maladie, se traduise par un arrêt de la croissance économique. Supposons aussi que la productivité n'augmente plus que de 9 % en quatre ans. Comment la croissance zéro modifiera-t-elle les choix qui nous restent ouverts ? Ceux-ci ne sont plus qu'au nombre de trois :

1. Nous maintenons la durée du travail actuelle

Les effectifs diminuent dans ce cas de 9 %, puisque la même production demande 9 % de travail de moins, et ceux ou celles qui conservent leur emploi peuvent gagner 9 % de plus. Tant pis pour les autres.

2. Nous maintenons les effectifs employés à leur niveau actuel

Puisqu'on produit autant avec 9 % de travail en moins, la durée du travail peut être réduite de 9 % (à environ 35 heures) sans réduction de salaire. Ou, ce qui revient au même, à salaires constants, la durée du travail peut être réduite de 9 %.

3. Nous réduisons la durée du travail tout en augmentant les effectifs de 4 %

Nous serons alors 4 % de plus à assurer une production qui demande 9 % de travail en moins. La durée du travail pourra donc être réduite de 13 % (à 34 heures par semaine). Mais les salaires devront être réduits de 4 %, puisqu'un même volume de richesses est à répartir sur 4 % d'actifs de plus.

Il faut le souligner, les salaires n'auront point à être réduits *proportionnellement* à la durée du travail : pour une durée du travail réduite à 87 % de son niveau antérieur, les salaires s'élèveront à 96 % de ce qu'ils étaient précédemment. Cela correspond à l'hypothèse, retenue par Alain Lipietz, d'une compensation à 70 % des heures libérées. Mais *cette hypothèse n'est applicable qu'en cas de croissance zéro*. C'est pourquoi la question se pose : faut-il d'emblée opter pour une croissance zéro (ou même négative) comme le pensent les écologistes ?

De la réponse qu'on choisit dépendra le système d'alliances sur lequel une politique de restructuration écologique peut s'appuyer et ses chances d'acceptabilité sociale. Choisir la croissance zéro, en effet, cela implique que le tiers des salariés – ceux du haut de l'échelle – qui sont aussi les plus influents politiquement et culturellement, devront accepter des réductions de leur pouvoir d'achat d'autant plus sensibles qu'il faudra non seulement maintenir ou même améliorer le revenu réel des salariés du bas de l'échelle mais encore élever le niveau général des qualifications et accroître la proportion des emplois de qualification élevée. Ce sont ces derniers, en effet, qui devront croître le plus fortement par suite d'une forte RDT. Peut-on à la fois augmenter le nombre des emplois qualifiés et réduire le niveau de leur rémunération ? Peut-on attendre des travailleurs les plus qualifiés qu'ils supportent, seuls, les inconvénients d'une politique de RDT *avant même d'avoir pu en découvrir les avantages* ?

Je ne le crois pas. Si on veut que les « forts » se solidarisent avec les « faibles » ; si on veut que la RDT réponde à l'intérêt et aux aspirations aussi bien des élites du travail que des chômeurs et des précaires, alors il vaut mieux, *dans un premier temps*, que l'économie continue de croître légèrement, comme elle n'a cessé de le faire, de manière à pouvoir tout à la fois résorber le chômage et augmenter les salaires tout en réduisant la durée du travail (voir le

scénario A 4). Tout deviendra plus facile ensuite, dans la deuxième période de quatre ans : le passage aux 32 heures hebdomadaires, la résorption de la majeure partie du chômage résiduel, l'accélération d'une restructuration écologique permettant de vivre mieux en consommant, produisant et travaillant moins mais mieux.

Encart : Au-delà de l'économique

Aujourd'hui la société doit s'organiser non plus pour produire le plus de richesses possible mais pour permettre à chacun d'avoir des activités productives et désintéressées qui assurent son insertion sociale et son développement personnel...

Si le pouvoir politique reconnaissait l'essoufflement de la société salariale, il devrait comprendre la responsabilité qui est la sienne dans le développement de ces activités désintéressées. Le partage du travail sera plus volontiers admis si chacun peut faire des projets de développement personnel en dehors de son travail. L'acceptation d'une stabilité ou d'une moindre progression des revenus sera d'autant plus aisée que les projets d'activité désintéressée seront attrayants.

Guy Roustang, *L'emploi : un choix de société*, Paris, Syros, 1987.

Qui financera une RDT égale pour tous ?

Je n'ai montré jusqu'ici que la possibilité de principe, sur le plan macro-économique, d'une réduction généralisée de la durée du travail et du chômage, sans perte de revenu. Mais le problème reste entier de savoir comment traduire pareille politique de RDT sur le plan des branches et des entreprises. Il n'est pas question, en effet, de faire dépendre les réductions de la durée du travail des gains de productivité réalisés à l'échelle de chaque entreprise ou branche. Pareille politique aboutirait à ce que, finalement, on travaille 28 heures par semaine dans la banque et 56 heures dans les hôpitaux

par exemple, pour un même salaire. La tendance à l'égalisation des salaires et des conditions de travail est irrésistible. Quand elle ne résulte pas du fonctionnement du marché de l'emploi, cette égalisation finit par être imposée par des luttes sociales. Prévoir une réduction généralisée, égale pour tous, de la durée du travail correspond à la fois aux exigences du réalisme et du sens de l'équité. J'ajoute aussitôt que *la RDT égale pour tous n'empêche en rien mais, au contraire, facilite une politique du « temps choisi »*, c'est-à-dire une individualisation des horaires et des durées du travail à l'échelle de la journée, de la semaine, du mois et/ou de l'année.

Comment fera-t-on cependant pour qu'une RDT égale pour tous, de 12 % par exemple au bout de quatre ans, se traduise réellement par la répartition sur un plus grand nombre d'actifs des fruits de la productivité et de la croissance ? Une RDT de 12 %, en effet, n'empêchera pas les compressions d'effectifs dans les branches (métallurgie, chimie, banque, PTT, SNCF, etc.) où la productivité augmente beaucoup plus rapidement que cela. Dans les activités, en revanche, où la productivité augmente plus lentement, le recrutement de personnels supplémentaires a peu de chances de se produire spontanément et dans les proportions arithmétiquement prévisibles. Il y a à cela plusieurs raisons.

Tout d'abord, le type de qualification dans les branches qui dégagent de la main-d'œuvre ne correspond pas d'emblée aux qualifications dans les branches à productivité stagnante. Ensuite, lorsque la durée normale du travail diminue de 12 % par exemple, les effectifs de ces branches devraient augmenter d'environ 14 % (pour plus de simplicité je fais abstraction des gains de productivité dus à la RDT elle-même). Les coûts salariaux y augmenteraient donc proportionnellement et finiraient souvent par devenir dissuasifs. Les services de réparation et d'entretien, par exemple, continueraient de disparaître : au lieu de faire réparer, on jette, à moins que les produits ne soient conçus pour être réparés facilement. D'autre part, les services de santé, d'hôtellerie, de restauration, de soins se concentrent et se scindent en deux grandes catégories : les services artisanaux offrant des prestations personnalisées à une clientèle réduite, capable de payer des tarifs élevés ; et les services

industrialisés qui offrent au tout-venant des prestations standardisées, de qualité réduite.

Le développement de cette seconde catégorie de services crée certes des emplois ; mais il n'est créateur *net* d'emplois que dans la mesure où, grâce à la baisse du prix relatif des services, il réussit à toucher une nouvelle clientèle. Cette baisse des prix relatifs n'est elle-même possible qu'en raison d'une rationalisation industrielle du travail, qui transforme des activités artisanales en emplois à productivité plus forte, à rémunération et à qualification faible. C'est là ce qui s'est produit aux États-Unis. La contraction du nombre des emplois stables, à niveau de rémunération égal ou supérieur au salaire médian, s'est accompagnée de l'essor d'activités précaires, payées très en dessous du salaire médian et souvent du salaire minimum légal. Près de la moitié des actifs américains occupent ce genre d'emplois précaires, à temps réduit, et ne travaillent pas toute l'année. La société s'est scindée en deux parties d'importance à peu près égale.

On voit l'enjeu. Si l'on veut, comme aux États-Unis, réduire le chômage par la création de très nombreux emplois dans les services marchands, il faut accepter la « société duale ». Une partie croissante de la population y accomplira des activités sous-rémunérées et sous-qualifiées, au service, le plus souvent, des actifs qui conservent des emplois stables et à plein temps dans le secteur productif. Inversement, si on veut éviter la « société duale », on ne peut – Guy Roustang l'a parfaitement montré⁶⁹ – vouloir en même temps la résorption du chômage grâce à la multiplication des emplois de service aux personnes. Si ces emplois sont qualifiés, normalement payés et assurés des mêmes garanties sociales que le travail dans le reste de l'économie, leur nombre sera nécessairement plus limité qu'il ne l'est aux États-Unis, au Japon, voire en Suède.

Opter pour une politique de RDT, cela implique donc qu'on opte à la fois contre la « société duale » et contre la prolifération indéfinie des emplois de service. Car si ces emplois doivent bénéficier des mêmes RDT et des mêmes garanties sociales que les emplois dans l'industrie, leur renchérissement sera inévitable et freinera leur multiplication. Il n'y faut pas voir un mal : car *la RDT n'a de sens que*

si, grâce au temps qu'elle libère, elle permet aux personnes, aux ménages, aux communautés de déployer des activités qui n'ont pas leur rémunération pour but ; et parmi ces activités se trouveront tout naturellement, entre autres, celles qui accroissent la prise en charge par chaque personne ou communauté de son propre environnement immédiat, de sa propre existence, de ses propres désirs et aspirations, de son propre épanouissement. Le désir d'être pris en charge par des professionnels et/ou des institutions régresse à mesure que s'élèvent le niveau culturel, le niveau de vie et la proportion de temps dont chaque personne peut disposer à sa guise. Il régresse au profit du désir de souveraineté personnelle, lequel s'exprime notamment par la contestation de la tutelle que les professionnels, les fabricants, les techniques et les institutions prétendent exercer sur les personnes, en programmant leurs conduites, leurs besoins, leurs goûts, leurs projets, leurs loisirs. Dans une civilisation du temps libéré où la durée moyenne du travail est égale ou inférieure à 30 heures par semaine (c'est-à-dire à environ 1 100 heures par an), l'importance des services qui ont pour fonction de faire *gagner du temps* ou de suppléer au manque de temps *doit* régresser au profit des activités qui ont pour but de *dépenser du temps* en prenant plaisir à ce qu'on fait et donne plutôt qu'à ce qu'on consomme et reçoit.

Une politique de RDT favorise objectivement une plus grande autonomie des personnes ; elle doit y inciter consciemment et non programmer les loisirs de manière à coloniser le temps libéré au profit de consommations marchandes. Une politique de RDT implique que le travail rémunéré soit accompli essentiellement par des personnels qualifiés, bien payés, productifs au sens économique et utiles socialement ; et donc que les travaux de serviteur, qui n'ont d'autre but que de faire pour d'autres ce qu'ils auraient tout aussi bien pu faire eux-mêmes dans les mêmes temps, ne prennent pas d'extension.

Une politique de RDT sera donc nécessairement sélective quant aux types de services dont elle favorise le développement. Elle distinguera en particulier entre des services culturels au sens large, tendant à l'épanouissement des facultés personnelles et de la capacité

de prise en charge autonome par les individus de leur propre vie, de leurs problèmes existentiels, de leur santé, etc., et des services à but essentiellement lucratif tendant à accroître la consommation marchande et la dépendance.

Cette sélectivité dans le développement des services peut être obtenue à travers le mode de financement de la RDT. Il n'est pas question, en effet, que toutes les entreprises augmentent le salaire horaire de leurs salariés pour préserver (au moins) leur pouvoir d'achat quand la durée du travail diminue. Dans les activités dont la productivité ne peut croître, cela exigerait 33 % de personnel et donc de coût salarial supplémentaires lorsque la durée du travail est réduite d'un quart (à 30 heures par semaine). Le prix relatif des services à productivité stagnante tendrait à devenir exorbitant comparé au prix de nombreux produits industriels orientés à la baisse. C'est avant tout le souci d'éviter pareille distorsion du système des prix (et le gaspillage de produits industriels qui en résulte) qui doit motiver un système de compensation salariale ne grevant pas les prix de revient. Il consistera à verser aux salariés, outre un salaire direct qui baisse à mesure que baisse la durée du travail (bien que les taux horaires, objets de négociations collectives, puissent augmenter) un salaire indirect, provenant d'une caisse distincte, publique ou semi-publique, à la manière des allocations sociales. Pour une durée du travail réduite de 12 % par exemple, les salaires directs seraient inférieurs de 12 % à ce qu'ils auraient été autrement, mais les salariés toucheraient un « deuxième chèque » – selon l'expression heureuse de Guy Aznar⁷⁰ – de 12 %. La RDT n'augmenterait donc pas les prix de revient des activités à productivité faible – encore qu'on puisse imaginer une modulation de la compensation salariale, de manière à en exclure les activités sans utilité sociale (exemple : établissements de jeu, serviteurs personnels, hôtellerie de luxe). Les activités artisanales et les prestations de service rémunérées à l'acte seraient évidemment incluses dans le droit au deuxième chèque sur la base des tarifs en vigueur.

Le deuxième chèque ne peut être financé par une cotisation assise sur les revenus du travail. Cela reviendrait à reprendre d'une main ce

qu'on donne de l'autre. Il ne peut être financé non plus par un impôt sur les gains de productivité (selon le slogan : « faire payer les machines ») : cela reviendrait à faire payer le deuxième chèque de tout le monde par les entreprises qui font des efforts de productivité. On ne voit pas pourquoi elles continueraient à s'imposer ces efforts si la fiscalité les spoliait des avantages qu'elles peuvent en retirer. Le financement du deuxième chèque doit donc être fiscalement neutre et pour les entreprises et pour les personnes actives. Un seul type de prélèvement pourra satisfaire à long terme à cette double condition : l'impôt sur la consommation, qu'il prenne la forme de la TVA ou celle de taxes spécifiques (sur les carburants, les véhicules à moteur, les emballages perdus, les alcools, etc.). Ce mode de financement aura, à long terme, l'avantage supplémentaire de permettre le renchérissement des produits industriels dont le prix de revient baisse rapidement mais dont la consommation accrue ne serait dans l'intérêt ni de la société, ni des personnes, ni de la préservation de l'environnement. À moins long terme, il va de soi que le financement du deuxième chèque pourra être assuré en bonne partie au moyen d'une réaffectation partielle du budget social de lutte contre le chômage.

On peut évidemment, à la manière des Verts allemands ou de Bernard Guibert, envisager des formules plus complexes, combinant revenu du travail et allocations sociales de base dues à tout citoyen. La formule allemande préconise notamment un revenu binôme comprenant une part fixe de 3 500 F plus le revenu normal de 20 heures de travail hebdomadaires. Dans la formule de Bernard Guibert, on trouve un revenu trinôme comprenant une allocation universelle (ou « salaire de citoyenneté ») et des revenus liés à la quantité et à la qualité du travail fourni. Je crois cependant qu'un deuxième chèque correspondant au prix du travail qui n'a plus à être fourni sera initialement la formule la plus attractive.

Comment redistribuer revenus et emplois ?

Le problème le plus complexe n'est cependant pas celui du financement ; c'est celui de la redistribution des fruits de la productivité et de la croissance sous forme de RDT, de créations d'emplois supplémentaires et d'augmentations de salaire. Il ne suffit pas que le législateur décide une RDT de 10 % par exemple pour que le niveau de l'emploi augmente automatiquement de 6 % et celui des rémunérations de 2 %, comme dans le scénario A 4. Ce scénario ne se réalisera jamais avec une précision mathématique. Le nombre des créations d'emplois sera toujours inférieur à 6 %, car les « ménages », disposant de plus de temps, auront tendance à acheter moins de services à des prestataires professionnels et la RDT accélérera l'accroissement de la productivité horaire du travail, ne serait-ce qu'en faisant reculer l'absentéisme.

Il est donc pratiquement impossible de prévoir avec précision l'accroissement de la productivité et de choisir une RDT qui en soit fonction. Mais cette impossibilité a une signification qui est loin d'être toute négative : elle signifie que l'économie et la société ne se laissent pas gérer selon des critères purement technocratiques et que le choix d'une RDT sera toujours *d'abord* un choix politique. C'est lui qui doit être pris pour variable indépendante. À l'économie de s'adapter – comme elle s'est adaptée au repos dominical, à la journée de 8 heures, à la semaine de 40 heures, aux congés payés, etc.

La RDT ne se traduira cependant en création nette d'emplois que si le travail et les revenus peuvent être redistribués des activités à forte augmentation de la productivité vers celles où la productivité augmente lentement ou pas du tout. Cette redistribution ne sera possible que si, pour les différents types d'activité, leur croissance (ou leur déclin) et l'évolution de leur productivité peuvent être prévues approximativement. C'est à cette condition seulement qu'il sera possible d'orienter les actifs vers les emplois que la RDT rendra disponibles lorsqu'elle entrera en vigueur.

Ces prévisions ne peuvent cependant être purement statistiques. L'économie n'est pas une machine fonctionnant selon un

déterminisme rigoureux. Elle est la résultante de projets, d'intentions, de programmes. La qualité des prévisions et des ajustements dépend de la traduction des intentions et des projets en engagements, en contrats de programme, en contrats de productivité, en conventions collectives et en accords d'entreprise. Cette contractualisation présente beaucoup plus d'avantages que d'inconvénients (comme on peut le constater à propos de l'exemple suédois notamment). Elle est par elle-même réductrice d'incertitudes et génératrice de prévisibilité. Les programmes et les engagements pluriannuels sont, de toute façon, une nécessité pour les administrations et les services publics, tenus de programmer leurs investissements et l'évolution de leurs effectifs plusieurs années à l'avance. Il en va de même pour une majorité d'entreprises « capitalistiques ». La tâche d'un organisme de planification consiste précisément à confronter, à harmoniser et à globaliser les programmes sectoriels et à les orienter vers des objectifs prioritaires fixés par le pouvoir politique. Prévision, concertation, harmonisation et orientation ont un effet régulateur et stabilisateur une fois traduites en engagements contractuels.

Encart : Qui est irremplaçable ?

La non-substituabilité d'une personne est – sauf le cas rare du « génie créateur » – temporaire : une personne jugée irremplaçable à un moment donné doit pouvoir normalement être remplacée par une autre après une période de formation et de transmission d'expérience. Une démocratie conséquente se doit d'ailleurs, en favorisant l'accès de tous à la compétence, d'accélérer ces possibilités de substitution et de refuser les rigidités et les fatalités dans la répartition des tâches sociales.

Jean-Baptiste de Foucauld, *La fin du social-colbertisme*, Paris Belfond, 1988.

Pareille contractualisation ne peut cependant se borner à des accords au sommet. Elle n'aura de portée réelle que si, dès la fixation

de l'échéance à laquelle la RDT entrera en vigueur, syndicats, associations d'usagers et de consommateurs participent de plein droit, à tous les niveaux, à l'élaboration des prévisions, des programmes et des orientations prioritaires. C'est là une conception élargie des compétences syndicales qui n'a cessé d'être défendue en Italie et qui commence de l'être en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne, au nom de cette « démocratie économique » inscrite depuis au moins quarante ans au programme de toutes les gauches.

Il est impossible, en effet, de prévoir comment évolueront la structure et le niveau de l'emploi, les orientations prioritaires de la production, la productivité et les qualifications sans des négociations collectives, de branche et d'entreprise, sur la nature et les conséquences des changements techniques à venir, les modalités de leur introduction, les programmes de formation à prévoir, l'évolution des tâches, des conditions et des rapports de travail, des horaires, de la productivité et des effectifs.

Un des buts d'une politique de RDT est précisément d'obliger à ce genre de négociations collectives. À l'échelle des entreprises et des branches, elles doivent aboutir à des conventions collectives pluriannuelles, incluant des contrats de productivité et des contrats concernant le niveau des effectifs au lendemain de la RDT. L'annonce de celle-ci plusieurs années à l'avance offre un levier extraordinairement efficace pour mettre en mouvement la société en prévision d'une échéance qui est à la fois un défi, une chance à saisir, un but et un tremplin vers de nouveaux changements. Les enjeux et l'intérêt que peuvent prendre les travailleurs à la préparation de cette échéance sont autrement mobilisateurs que dans le cas des cercles de qualité. Tous les aspects du rapport de travail sont maintenant en jeu. « Comment fonctionnera votre atelier, votre bureau, votre service avec une durée du travail moyenne de 35 (ou 32, ou 30) heures par semaine ? Quel aménagement des horaires, quel aménagement de votre poste jugez-vous souhaitables, compte tenu des changements techniques à venir ? » Etc. Le « droit d'expression des travailleurs » recevra tout son sens dans le cadre de ces discussions et négociations. Elles supposent évidemment un syndicalisme fort. Mais, inversement, c'est d'elles qu'il tirera sa crédibilité et sa force – les

Suédois, les métallurgistes allemands et les Italiens de la CGIL en savent quelque chose.

Encart : Élargir le champ de la négociation

Les problèmes à dominer pour réduire la durée du travail sont trop vastes et trop nombreux pour pouvoir être traités autrement que par la voie d'une large négociation entre tous les partenaires sociaux, s'effectuant simultanément à plusieurs niveaux...

L'important est de négocier sur les modalités concrètes de la réduction, sur la productivité et l'organisation du travail (notamment la durée d'utilisation des équipements), sur l'évolution des coûts salariaux et sociaux et sur le calendrier des créations nouvelles d'emplois.

Tout cela implique sur le plan national une invitation à la négociation de la part du gouvernement un minimum d'orientation, puis la conclusion d'un accord interprofessionnel. Cet accord aurait pour but de fixer un cadre général au sein duquel les partenaires sociaux seraient incités à mener les négociations dans une perspective dynamique...

C'est en définitive au niveau de la durée hebdomadaire du travail et au travers d'une négociation entreprise par entreprise qu'il faut procéder, pour examiner cas par cas comment maintenir la durée des équipements, comment réorganiser le travail, comment adapter les revenus aux inflexions apportées, comment créer des emplois nouveaux et comment éviter une détérioration des conditions de travail... Cela implique des syndicats plus puissants et mieux organisés, des chefs d'entreprise prêts à négocier et à discuter sur des points qu'ils considèrent à l'heure actuelle comme relevant de leur compétence exclusive. C'est au fond une nouvelle étape dans la transformation des relations industrielles, telle qu'elle a été amorcée entre 1969 et 1972, qu'il faut accomplir.

Échanges et Projets, *La révolution du temps choisi*. Préface de Jacques Delors, Albin Michel, 1980.

Des nombreuses questions restant en suspens, je n'en retiendrai que deux relatives à des problèmes que pose tout changement par paliers.

1. À l'entrée en vigueur de la RDT, des emplois supplémentaires deviendront disponibles. Ils devront pouvoir être occupés grâce aux formations et aux stages préparatoires de chômeurs. Ce dispositif ne résout toutefois pas le problème des entreprises dont la productivité croît à un taux égal ou supérieur à celui de la RDT prévue. En attendant celle-ci, leurs effectifs deviendront pléthoriques pour ne retrouver leur niveau normal qu'à la date d'échéance. Que feront-elles avec un personnel qui, en fin de période, dépassera leurs besoins de 10 % par exemple ? La réponse est assez évidente : le personnel aura droit à des formations de son choix, liées ou non à son travail, pendant un nombre d'heures qui ira en augmentant à mesure que la RDT approche. Ces heures de formation (professionnelle artistique, manuelle, psychologique ou médicale) représenteront une sorte d'acompte sur l'extension prochaine du temps disponible et y prépareront. Je laisse ouverte la question de savoir si le paiement intégral de ces heures devra être assuré par le deuxième chèque ou par ces entreprises elles-mêmes pour lesquelles les frais de personnel ne représentent généralement qu'une faible fraction de leurs coûts unitaires.

2. Durant la période précédant la RDT, il faudra éviter d'attribuer aux actifs déjà employés des ressources qui, le moment venu, devront être disponibles pour l'emploi d'actifs supplémentaires. Les rémunérations ne pourront donc pas augmenter aussi rapidement qu'en l'absence d'une RDT avec création nette d'emplois. Pour obtenir cette modération ou limitation des augmentations de salaire, il n'est pas nécessaire de limiter de façon autoritaire le champ de la négociation collective. Les tentatives autoritaires de restreindre l'autonomie syndicale n'ont d'ailleurs jamais connu de succès durable. La modération des revendications salariales résultera plutôt de la décision des syndicats d'inclure progressivement dans le champ de la négociation les personnes non encore employées que des stages de formation, puis des stages pratiques, préparent à occuper les emplois que la RDT rendra disponibles. Autrement dit, *les personnes*

en attente d'emploi doivent être parties prenantes à la vie syndicale et à la négociation collective. Celle-ci doit s'étendre à leurs droits, à leur rémunération, à la nature et à la durée de leur formation. Je laisse ouverte la question de savoir dans quelle mesure les personnels stagiaires ou en formation, assurés d'un emploi à la date d'échéance, devront être rémunérés par les allocations sociales habituelles, par le deuxième chèque et/ou des cotisations des employeurs et des salariés. Les mêmes règles et proportions n'ont pas nécessairement à s'appliquer à toutes les branches.

Ce n'est donc pas une limitation de l'autonomie revendicative du syndicat que j'envisage ici mais, au contraire, une *politique syndicale* en matière économique, fiscale, d'emploi, de priorités, de modèle de consommation, de qualité et de milieu de vie, si le syndicat ne veut pas dégénérer en une mutuelle de nantis, si les luttes à l'échelle des entreprises et des branches doivent avoir une signification autre que corporatiste. La politique syndicale, loin de paralyser le syndicalisme dans une fonction institutionnelle, peut élargir, je viens de le montrer, l'espace d'autonomie dont dispose la base pour étendre son contrôle à l'ensemble des rapports de travail.

Encart : Pour une nouvelle conception du syndicat

Il nous faut un projet politique et de société qui permette d'unir toutes les couches intéressées à un renouvellement de la société, mais qui reconnaisse aussi les aspirations de nouveaux sujets sociaux. Le défi auquel le syndicat doit faire face concerne sa capacité à placer au centre de la lutte de classe les objectifs capables de faire l'unité des travailleurs dépendants, qu'ils soient salariés ou chômeurs...

À cette fin, il faut offrir aux couches marginalisées de nouvelles formes d'organisation qui permettent leur participation et leur mobilisation dans l'action et qui préfigurent une structuration horizontale de la démocratie et du syndicat...

L'organisation des Ligues de jeunes chômeurs au sein du syndicat aurait pu être une des solutions. Mais on peut penser aussi

à d'autres tentatives, notamment toutes les formes d'action et d'association par lesquelles les jeunes peuvent non seulement revendiquer mais façonner eux-mêmes un nouveau rapport entre l'école et le travail : en autodéterminant les programmes de formation et le contenu des tâches et en prenant en main eux-mêmes des prestations de service d'utilité publique...

En aucun cas, il ne doit s'agir là d'organisations-*satellites* du mouvement ouvrier traditionnel. Les nouvelles formes d'organisation ne contribueront à l'unité des travailleurs dépendants que si elles vont de pair avec une transformation des organisations actuelles de la classe ouvrière. Il s'agit en réalité d'une mutation de la nature du syndicat lui-même et d'une conception fondamentalement nouvelle de son rôle. C'est de cette façon que le syndicat démontrera qu'il refuse de devenir une association de travailleurs « protégés » et qu'il ne se contente pas de représenter les travailleurs occupant un emploi stable...

Le syndicat, les syndicats d'industrie et leurs structures horizontales doivent promouvoir dans les quartiers, les villes et les régions des « structures de mouvement » qui organisent *au sein* du syndicat toutes les forces des chômeurs, des précaires et des étudiants-travailleurs et qui, de l'intérieur, dans les syndicats d'industrie et les conseils de zone, puissent peser efficacement sur l'élaboration de la politique syndicale dans son ensemble...

Extrait de *Il Sindacato dei Consigli*, Rome, 1980, par Bruno Trentin, actuel secrétaire général de la CGIL.

Postface d'Otto Kallscheuer

Y aura-t-il une gauche européenne ?

Philosophe d'origine rhénane, Otto Kallscheuer a dirigé plusieurs collections du Rotbuch Verlag der Berlin jusqu'au début 1991. Aussi polyglotte mais beaucoup plus érudit que moi, « découvreur », en Allemagne, de Norberto Bobbio, Luciano Canfora, Michael Walzer, entre autres, il réussit le tour de force de rester au courant de la production intellectuelle française, italienne, américaine et, naturellement allemande. C'est lui qui a conçu la composition de ce volume, après m'avoir alimenté des années durant d'écrits (de Charles Taylor, K.O. Apel, J. Habermas, O. von Nell-Breuning, entre autres) qu'il estimait devoir m'intéresser ou dont la lecture devait m'inciter, pensait-il, à m'insérer dans des débats d'idées dont la portée dépassait les frontières allemandes.

Otto Kallscheuer jugeait cependant que ce volume devait impérativement s'ouvrir et se conclure par une réflexion sur les responsabilités de la gauche (allemande, principalement) dans le devenir futur de l'Europe. À l'évidence, il était beaucoup plus apte que moi à traiter ce thème. Renversant les rôles, j'obtins finalement de lui une longue postface à l'édition allemande de ce volume, dont les extraits qui suivent méritent toute l'attention du lecteur français.

Car les critiques qu'Otto Kallscheuer adresse aux gauches européennes valent pour les gauches françaises et britanniques beaucoup plus encore que pour la social-démocratie allemande. Sans posséder de grandes figures authentiquement européennes de

l'envergure de Jacques Delors, celle-ci contient au moins quelques hauts dirigeants (dont Oskar Lafontaine et Peter Glotz) qui considèrent l'État-nation comme une voie fautive depuis le commencement. Fondamentalement impuissant à garantir les droits de l'homme et du citoyen aux minorités nationales au sein de chaque pays, l'État-nation est devenu impuissant aussi face aux capitaux et aux firmes dont la stratégie mondiale se moque des intérêts nationaux. Seuls des pouvoirs supranationaux sont aujourd'hui en mesure d'imposer des règles, des limites, des priorités au capital industriel et financier, de faire respecter aux États le droit des peuples et les droits imprescriptibles de la personne humaine⁷¹.

Plus on craint que l'une des nations qui composent l'Europe n'en vienne à dominer les autres ou à s'allier à leurs dépens avec des puissances tierces, plus on doit souhaiter des transferts de souveraineté vers des institutions supranationales dont la légitimité démocratique se sera émancipée des intérêts des États nationaux. Ce message d'Otto Kallscheuer vaut plus particulièrement pour les classes politiques des deux ex-puissances impériales d'Europe.

A.G.

1. Tant qu'un « rideau de fer » coupait l'Europe en deux, seuls les ravages écologiques causés par l'industrialisme pouvaient librement traverser les frontières. Le nuage radioactif de Tchernobyl, les pluies acides dues aux centrales thermiques tchécoslovaques ou allemandes ont pollué les légumes italiens et le thym du Midi de la France, fait dépérir la Forêt notre, les forêts autrichiennes et suisses. Mais avec l'effondrement du « communisme », le problème écologique n'est plus le seul problème qui touche toute l'Europe : le problème social à son tour se pose à l'échelle européenne. C'est de son traitement, avant tout, que dépend l'avenir de la démocratie.

Une des personnalités qui ont posé ce problème avec le plus d'acuité est Jiří Dienstbier⁷² qui, sous le régime « communiste », fut persécuté, frappé d'interdiction professionnelle en tant que porte-parole de la Charte 77 et qui, aujourd'hui, est ministre des Affaires

étrangères de la République fédérale tchèque et slovaque. En janvier 1991, J. Dienstbier mettait en garde contre les menaces de « désintégration à l'Est », contre « l'asphyxie des nouvelles démocraties par suite de l'effondrement de leurs économies » : « Si nous ne réussissons pas à réaliser en Europe centrale et orientale des conditions économiques qui permettent au moins aux gens d'espérer une amélioration progressive et un niveau de vie proche de celui des Occidentaux, alors un nouveau totalitarisme ou de nouvelles dictatures menacent de l'emporter. »

Des « démocraties populaires » de type nouveau (elles rappellent le modèle de la « démocratie plébiscitaire » décrit par Max Weber) existent déjà en Roumanie et en Serbie. Jiri Dienstbier estime que la régression politique peut prendre deux formes au cas où la partie orientale de l'Europe ne recevrait pas une aide économique suffisante ni la possibilité de se rattacher, politiquement et socialement, à la Communauté européenne. La première forme se traduirait par « une dislocation progressive, une nouvelle division de l'Europe en pays riches et en pays pauvres avec, au bout du compte, la menace du totalitarisme et de la dictature ». Dans la seconde éventualité, la plus favorable des deux, « ces pays déverseraient à l'Ouest un flot continu de réfugiés et d'émigrants, ce qui minerait les sociétés occidentales et créerait des animosités nouvelles et dangereuses⁷³ ». Inutile d'ajouter que ces deux tendances, loin de s'exclure, peuvent se renforcer mutuellement. C'est là précisément ce qui se passe déjà.

Déjà l'« Europe » n'est plus « Bruxelles ». L'Europe est devenue un continent de migrants affluant d'Est en Ouest vers les pays riches de la CEE. Depuis longtemps déjà, elle est ouverte à l'immigration en provenance du Sud. Seule l'Europe de l'Est formait (presque) jusqu'au bout un rempart, d'ailleurs de moins en moins infranchissable, protégeant les nations capitalistes-démocratiques de l'Elbe jusqu'à l'Atlantique.

Au XXI^e siècle, les chars soviétiques n'entravent plus le courant des hommes et des idées, des marchandises et des monnaies. Déjà on fait appel aux polices locales, en attendant (cela ne tardera pas) que se forment des milices populaires : contre les Vietnamiens et les Africains à Leipzig ou à Hambourg ; contre les Maghrébins à

Marseille ou à Paris ; contre les « trafiquants polonais » à Berlin ou contre les Pakistanais et les Westindies à Londres ; contre les « fauteurs de troubles » albanais en Serbie et finalement dans toute l'Europe contre les « tsiganes mendiants et voleurs ».

« Tout ce qui a toujours hanté les imaginations derrière le rideau de fer existe maintenant dans les faits » écrit le poète et essayiste berlinois Bernd Wagner qui, rejeté d'Est en Ouest, y a été surpris par l'unité allemande : « Des révoltes, des pogroms, des guerres, des révolutions. Tous contre tous, une fois de plus... L'Europe apprendra à vivre de nouveau avec la pauvreté, la pauvreté comme menace, comme partie intégrante de la vie. L'Europe ne fera plus qu'un, le monde ne fait plus qu'un⁷⁴. »

Le vieux continent est devenu un seul et même espace économique et social, un espace de transmigrations dont les frontières, intérieures et extérieures – dans les défilés des Balkans, les plaines de Russie, les criques de la Méditerranée, les charters polonais, éthiopiens, d'Extrême-Asie – sont depuis longtemps poreuses. Il reste, bien sûr, des autorités frontalières, douanières, des Offices des réfugiés, des Polices des étrangers, envers d'un État providence dont ils instaurent les hiérarchies négatives. Or sans une définition, négociée et légalisée à l'échelle de l'Europe entière, des critères, des contingents, des droits d'asile et de citoyenneté, la souveraineté nationale ne signifie plus que le statut du plus fort aux yeux de tous ceux que les flux migratoires et les persécutions ont arrachés à leur pays, à leur ethnie, à leur famille : nations fortes contre minorités faibles, les plus forts des faibles (ceux qui peuvent payer des avocats, des filières détournées, des pots-de-vin) contre les faibles les plus faibles : les illégaux qui seront refoulés.

L'unité de l'Europe, la voilà, mais à l'état naturel, comme *bellum omnium contra omnes*. Si l'on ne « civilise » pas les migrations transnationales – qui ne sont rien d'autre que *la question sociale* dans sa dimension continentale – les frontières nationales dégénèrent et donnent naissance à un gigantesque marché noir. Elles deviennent des filtres pour séparer les riches des pauvres, les sédentaires pourvus d'emplois des nomades allogènes, les nations

souveraines des minorités persécutées ou irrédentistes (qui à leur tour oppriment leurs propres minorités).

Où finit l'Europe ? À Brindisi, face à la marée des « boat people » albanais ? Sur la Neisse, où des néofascistes allemands, élevés sous le « socialisme réellement existant », abreuvent de haine les Polonais qui (enfin) peuvent entrer sans visa ? À Creil, où la bastille républicaine de l'école laïque se défend contre deux sœurs marocaines portant foulard islamique ? Dans les bureaux des arrondissements de Berlin où des Juifs soviétiques, arrivés *via* Tel-Aviv, demandent leur permis de séjour et de résidence⁷⁵ ?

Où se situe l'Europe ? De quelles ressources culturelles, morales, politiques dispose l'« idéologie européenne⁷⁶ » aujourd'hui, maintenant, « en situation », au seuil de l'ère post-industrielle, au moment où les pays européens sont confrontés avec la pauvreté multinationale issue de l'échec de tentatives dictatoriales d'industrialisation forcée ? La CEE est-elle en train de devenir une forteresse ? Les Européens sont-ils capables d'assumer la complexité, la diversité et les contradictions de leurs codes culturels de façon productive, conflictuelle mais démocratique⁷⁷ ?

L'Europe a été le berceau du césaro-papisme *et* de la séparation de l'Église et de l'État ; de la Réforme *et* de l'inquisition ; des Lumières *et* de la Sainte Alliance ; de la raison d'État *et* des Droits de l'homme ; du rationalisme *et* de l'irrationalisme ; du capitalisme *et* du socialisme ; de la « nation une et indivisible » *et* du jus cosmopolitanum ; de la démocratie *et* du totalitarisme ; de la philosophie du progrès *et* de la contestation romantique de la civilisation...

À quoi pourrait ressembler le *compromis culturel* assurant l'avenir de l'Europe ? Il devrait assurément éviter les réactionnaires « égarements de l'État-nation » (Peter Glotz⁷⁸) – c'est-à-dire l'illusoire souveraineté nationale que l'interpénétration transnationale des économies et des sociétés, de même que les mouvements transcontinentaux des hommes, des marchandises et des idées ont déjà vidée de sa réalité – sans pour autant sacrifier à l'idéal d'une euro-culture homogène.

« Libérer et fédérer ». Voilà qui est simple mais difficile à réaliser : « La mise en évidence des spécificités ethniques-culturelles n'a pas à s'opposer à la reconnaissance effective de l'universalité des droits de l'homme et du citoyen » (C. Leggewie). Donc : pas d'« Europe des nations » ni de « nation Europe » ; pas de « nouvelle évangélisation de l'Europe » (le pape Wojtyła) ni de ségrégation selon le principe du « *cujus regio, ejus religio* », qui mène droit à la logique du ghetto ou de la religion d'État. Alors, « l'Europe pour quoi faire ? »

2. L'effondrement du bloc oriental a refait du continent européen un seul et même espace social. Mais celui-ci reste dépourvu de structure politique et se transforme à vue d'œil en un chaos institutionnel et, par conséquent, en un piège social et écologique. Depuis 1989 au plus tard, les questions démocratique, sociale, écologique et culturelle ne peuvent être traitées de façon responsable, c'est-à-dire effective, que sur le plan européen.

Mais ce plan est laissé à découvert : les partis de gauche qui, avant le démantèlement du mur allemand, ont fréquemment et éloquemment plaidé pour l'« Europe européenne », ont déserté la scène européenne depuis la levée du rideau de fer, pour se consacrer prioritairement à leurs joies et à leurs craintes d'ordre national. Dans sa partie occidentale, l'Europe des nations fête sa résurrection ; les nations de la partie orientale sont abandonnées à leurs anciennes rivalités intestines. Que les perdants de la guerre froide restent donc entre eux !

Les perspectives de l'union politique – et de son indispensable élargissement à l'autre moitié de l'Europe – restent, au sein de la CEE, du ressort des gouvernements nationaux et des gouverneurs des banques centrales. Ils la renvoient aux calendes. À ce jour, la Commission de Bruxelles et le Conseil des ministres ont toujours refusé de transformer le Parlement européen en Assemblée législative digne de ce nom.

Aucun pas concret n'a été fait jusqu'à présent vers l'intégration européenne des nouvelles et fragiles démocraties à l'Est. Au contraire, la tendance est de nouveau aux accords bilatéraux, comme

si le rideau de fer existait encore – ou de nouveau. Qu'est-ce qui s'oppose, par exemple, à ce qu'on mette sur pied sans tarder une Agence européenne de l'environnement qui, bien sûr, doit pouvoir abolir les décisions « souveraines » des pays membres, à l'Est comme à l'Ouest, en matière de politique économique et énergétique ? Combien de temps encore faudra-t-il attendre l'institutionnalisation dans toute l'Europe de la Charte internationale des droits civiques et politiques, promulguée en 1976 (et qu'a invoquée le gouvernement hongrois quand, en 1989, malgré les protestations du gouvernement est-allemand, il autorisa la sortie de milliers de ressortissants de la RDA, déclenchant ainsi le raz de marée qui emporta le Mur) ?

Pourquoi des droits civiques européens n'ont-ils pas été instaurés par un acte juridique, pas même au niveau de la Commission de Bruxelles ? Ils entraîneraient la création d'une Cour européenne capable de contrôler et de corriger les législations des différents pays membres en matière de droit d'asile par exemple. La figure la plus ancienne et la plus vénérable des partis de gauche européens, le prix Nobel Willy Brandt, n'affirmait-elle pas, avant la chute du Mur, en sa qualité de chef de l'Internationale socialiste, que seule une Europe sociale et écologique pourrait, au sein d'un nouvel ordre économique mondial, contribuer à une politique de développement, équilibrée et équitable, des pays du tiers et du quart monde que menacent des catastrophes démographiques et naturelles – et s'élever ainsi au-dessus des égoïsmes nationaux et des conservatismes sociaux ?

Mais peut-être n'est-ce pas une simple coïncidence si l'effondrement du communisme en Europe a pris la gauche à contrepied et si les rapports entre le socialisme et le projet européen ont été tout sauf heureux jusqu'ici. Car, en tant que formation politique du mouvement ouvrier, le socialisme démocratique s'est toujours développé et situé dans le cadre de l'État-nation. Les proclamations internationalistes du congrès socialiste de Stuttgart (1904) n'étaient plus qu'un chiffon de papier le 4 août 1914. Les appels en faveur d'une « restauration de l'Europe » (Eduard Bernstein) et d'une confédération d'États européens démocratiques et libre-échangistes (Karl Kautsky) tombèrent dans les oreilles de sourds après la première guerre mondiale⁷⁹.

Et après la seconde ? Les grandes figures novatrices de la gauche européenne – Palmiro Togliatti, Bruno Kreisky, Willy Brandt – n'étaient pas seulement, dans leurs propres pays, des porte-parole *nationaux* des classes dominées ; leur politique étrangère des « petits pas » était elle aussi, dans son effort pour dépasser un ordre mondial bipolaire, empreinte du sens de leur responsabilité nationale. La chose apparaît plus ouvertement encore chez les « seconds violons », dans les congrès de parti : Egon Bahr, protagoniste de la détente au sein de la social-démocratie allemande, et Giorgio Amendola, principal avocat d'une politique européenne au sein du PCI, ont tous deux trouvé leur limite dans leur commune incapacité à mettre en question une « Europe des nations » dont la sécurité et l'économie seraient fondées sur la stabilité de sa division en deux blocs⁸⁰.

Car bien que l'empire soviétique, avec ses satellites « socialistes », fût devenu, dans la guerre froide, l'adversaire de l'Occident, il n'en représentait pas moins, pour les grands partis réformistes de la gauche européenne, le garant d'une stabilité géopolitique sur la base de laquelle (chose qu'on se gardait bien de reconnaître ouvertement) ces partis pouvaient mener leur politique nationale et socialiste de défense des classes laborieuses. L'État providence et la politique keynésienne de redistribution des revenus n'exigeaient pas seulement la prévisibilité de l'évolution économique mais aussi une politique extérieure prévisible parce que opérant à partir d'une base stable.

La gauche ouest-européenne a consolidé, elle aussi, la division de l'Europe consécutive aux accords de Yalta – dans l'intérêt de sa classe ouvrière nationale et sans se soucier de Solidarnosc ou de la charte 77⁸¹. La seule incertitude qui continuait de peser sur la stabilité de l'ordre d'après-guerre était la question allemande, dont la guerre froide avait empêché la solution. Elle a été résolue entre-temps. Avons-nous pour autant fait un pas en direction de l'« espace social européen » ? La gauche ouest-allemande n'a-t-elle pas mis le peuple en garde contre « le coût de l'unité » plutôt que de se conduire en pionnier d'un contrat social multidimensionnel, de justice et de liberté, qui transcende l'État-nation ?

3. Les nations européennes sont en train de se découvrir dans la situation où les États-Unis se trouvent depuis l'origine : l'Europe devient une terre d'immigration, les frontières sont ouvertes (en fait, sinon en droit) à la concurrence que les plus forts d'entre les faibles livrent aux autochtones ; elles ne peuvent empêcher l'immigration clandestine, pas plus que les États-Unis ne peuvent empêcher les wetbacks de traverser le Rio Grande. En Europe comme aux États-Unis, le melting-pot ne fera pas disparaître les identités sociales, nationales, culturelles, religieuses des anciens et des nouveaux habitants, il les multipliera au contraire et amènera leur affrontement permanent.

Or – et c'est là une différence importante – il n'existe pas d'États-Unis d'Europe, pas de patrimoine fondé sur les droits et les libertés qu'une même Constitution garantit à tous les habitants – et pas de possibilité de faire table rase des peuples et des cultures indigènes. Car les indigènes, non les immigrés, sont ici les plus forts. Y aura-t-il jamais une République européenne⁸² ?

« Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis ? » se demandait Werner Sombart au début du siècle. Essayons d'inverser la question : marqué par l'empreinte de l'État-nation dans le cadre duquel le mouvement ouvrier s'est donné ses organisations syndicales et politiques⁸³, le socialisme européen ne serait-il pas lui-même un des obstacles à la naissance des États-Unis d'Europe ? Un obstacle à supprimer, en entendant le terme « supprimer » (aufheben) *aussi* dans son sens hégélien : tout à la fois dépasser, conserver et éliminer.

Et les syndicats ? Malgré toutes leurs proclamations, ils n'ont pas, eux non plus, joué un rôle unificateur en vue de la création d'un espace social européen. Est-ce un hasard si, au sein de la « classe politique » des euro-gauches, c'est à un homme politique européen de formation sociale-chrétienne, Jacques Delors, que nous devons non seulement les propositions d'union politique es plus radicales qui aient été présentées à Bruxelles, mais aussi les questions les plus radicales liant le social, la nouvelle pauvreté et la nouvelle liberté qu'apporterait le « temps choisi »⁸⁴ ?

En résumé, la nouvelle « situation à l'américaine » de l'Europe et le vieux « code génétique » du socialisme européen sont-ils compatibles ? Pourrions-nous construire une République de citoyens européens si nous continuons à nous accrocher à l'ancienne et à la nouvelle élite du travail et à ses poids lourds syndicaux ? Si le choix est entre la gauche socialiste *ou* une Europe ouverte des droits civiques, alors c'est *contre* la « forteresse » du mouvement ouvrier⁸⁵ et pour la République fédérale d'Europe qu'optera une gauche libertaire.

Bien entendu, je simplifie à dessein. Peut-être existe-t-il une troisième possibilité, qui n'est toutefois pas une voie médiane mais la transformation de la gauche elle-même. Une gauche, qui déciderait d'assumer la « situation à l'américaine », devrait étendre d'emblée à l'espace européen le nouveau contrat social proposé par André Gorz et les nombreux types de contrat à négocier pour donner une forme institutionnelle à la responsabilité écologique dont a parlé Ulrich Beck⁸⁶.

Pareille « gauche américaine » est sans modèle ni précédent en Europe. Mais il en existe de nombreux germes : chez les militants pour les libertés fondamentales en Europe de l'Est ; chez les Verts ; chez les sociaux-démocrates de la tendance Lafontaine ; dans la gauche post-communiste à l'intérieur et à l'extérieur de l'ex-PCI ; mais aussi chez des réformateurs démocrates-chrétiens comme Heiner Geisler à Bonn, Kurt Biedenkopf à Leipzig ou Leoluca Orlando à Palerme.

Leur tâche politique peut se résumer par l'ancien mot d'ordre de la Résistance : *libérer et fédérer*. La fédération européenne a pour « sens possible » d'étendre à tous les habitants de l'Europe démocratique, des droits civiques et sociaux fondés sur une base juridique *commune* – mise en vigueur par étapes, cela va sans dire, durant une période de transition⁸⁷. L'alliance sociale entre les « nouvelles élites du travail » et le « prolétariat postindustriel » dont parle Gorz (chap. 7 et 9) devrait être complétée, dans cette optique, par des quotas d'immigration et des minima garantis aux immigrants⁸⁸, c'est-à-dire à cette « non-nation des non-encore-citoyens », des parias venus du Sud et de l'Est.

4. Encore un effort, citoyens ! De plus en plus, le développement des migrations transeuropéennes, l'afflux des réfugiés politiques et économiques de la périphérie (Maghreb Turquie, Balkans, Europe orientale Proche-Orient) et du Tiers Monde recouvrent les luttes sociales menées à l'intérieur des frontières nationales (travail contre capital, actifs contre chômeurs et retraités, fonctionnaires contre contribuables, etc.). L'Europe, continent d'immigration, se trouve devant l'alternative suivante :

— elle peut se « sud-africaniser », comme dit Gorz Chaque pays membre d'une « Europe des nations » se dote, dans ce cas, d'un rideau de fer contre la pression démographique venant de l'Est et du Sud, et limite les droits civiques aux autochtones. Les syndicats continuent alors à lutter pour leur part du PNB et contre le travail noir d'immigrés illégaux qui n'en continuent pas moins de s'infiltrer irrésistiblement à travers les grilles du rideau et se voient dégradés en citoyens de seconde classe, exclus du marché du travail et de toute protection sociale. Le modèle colonial des races et classes de serviteurs subalternes reprend alors pied au cœur de l'Europe ;

— l'autre solution – la création d'un espace social européen – exige un droit de citoyenneté européen dégagé des critères d'appartenance nationale et ethnique pour, au contraire, créer en faveur des « étrangers » des conditions d'accès, non discriminatoires, aux droits de citoyenneté politique et sociale (par exemple au revenu minimum garanti).

Toutes les luttes sociales ont aussi pour enjeu la définition de la « citizenship » – du droit de participer et d'accéder aux emplois, aux qualifications, au système de protection sociale, etc. Lorsque la mobilité transnationale s'accroît, les discriminations fondées sur l'identité nationale déplacent les conflits sociaux en conflits inter-ethniques et les stratifications sociales en stratifications ethniques (selon une hiérarchie observable déjà dans les camps de réfugiés : Allemands, Polonais, Turcs, gens de couleur...). Si les luttes sociales de cette fin de siècle ne doivent pas dégénérer en un protectionnisme ethnocentrique de l'« Europe des nations », la question sociale doit devenir, en Europe, la question des droits civiques des « étrangers ».

La délimitation entre « citoyen » et « étranger » devient ainsi l'enjeu d'une définition civile (et non nationale) de la citoyenneté européenne elle-même. Car la définition de l'« étranger » et la façon dont il sera traité par les citoyens dépendent du caractère de la société civile et, inversement, la définissent. Dans une Europe débarrassée de ses murs et de ses barbelés, une gauche libertaire devrait avoir pour la République d'autres critères que le caractère national.

1 Voir, à ce sujet, Emmanuel Todd, *L'invention de l'Europe*, Paris, Le Seuil, 1990.

2 Voir, à ce sujet, les chapitres 6, 7 et 8.

3 Jürgen Habermas, « Was heisst Sozialismus heute ? » dans J. Habermas (éd.), *Die nachholende Revolution*, Frankfurt/Main, 1990, p. 203.

4 Voir *Métamorphoses du travail*, Paris, Galilée, 1988, I^{re} partie, chap. 4.

5 Pour plus de précisions, voir le chapitre suivant, où sont définies les notions ici employées.

6 Un fondamentaliste « Vert », Jürgen Dahl, a exposé cette conception de façon particulièrement cohérente dans l'essai « La dernière illusion », paru dans *Die Zeit*, 48, 23 novembre 1990, p. 57-60. « Il serait présomptueux, conclut Dahl, d'oser prédire où se trouve la faille d'où l'effondrement se propagera. Le monde est victime de l'opulence dans laquelle il a vécu à ses propres dépens mais ce faisant... il se renouvelle aussi et finira par retrouver un équilibre avec un peu moins d'habitants, de beauté et de richesse. Une grande pauvreté sera la conséquence nécessaire de l'opulence... Seule, la pauvreté peut nous sauver... : la contrainte au renoncement. Et puisque personne ne choisira de son plein gré l'état de pauvreté tant que les richesses restent à portée de main, cette pauvreté devra s'instaurer comme un sort inéluctable. »

7 Jürgen Habermas, *Theorie des kommunikativen Handelns*, Frankfurt/Main, 1981, t. 1, p. 320 (*Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, 1987).

8 Rainer Land, « Ist wirtschaftliche Entwicklung gestaltbar ? », dans Michael Brie, Dieter Klein (éd.), *Umbruch zur Moderne ?* Hamburg, 1991. Professeur de philosophie puis de science politique à l'Université Humboldt de Berlin (Est), R. Land a animé jusqu'en 1990 un groupe, d'abord clandestin, de réflexion sur une réforme fondamentale du « socialisme réel » (voir R. Land, M. Brie (éd.), *Das Umbaupapier*, Berlin, 1990). On retrouve dans la pensée et le vocabulaire de Land l'empreinte à la fois de Marx, de Habermas et du systémisme dont Niklas Luhmann est le principal représentant allemand.

9 Voir Ulrich Beck, *Risikogesellschaft*, Frankfurt/Main, 1986.

10 Cf. *Métamorphoses du travail*, *Quête du sens*, « Du “ça me suffit” au “plus vaut plus” », *op. cit.*, p. 138-158.

11 R. Land, « Evolution und Entfremdung Wirtschaftliche Subsysteme und individuelle Lebenswelten in der gesellschaftlichen Entwicklung », dans *Initial*, 6, Berlin, 1990, p. 636-637.

12 R. Land, « Ist wirtschaftliche Entwicklung gestaltbar ? », art. cité.

13 R. Land, « Evolution und Entfremdung... », art. cité.

14 R. Land, *ibid.*, p. 643-644.

15 R. Land, « Ist wirtschaftliche Entwicklung gestaltbar ? » art. cité.

16 R. Land, « Ist wirtschaftliche... », art. cit.

17 R. Land , « Evolution und Entfremdung... », art. cité, p. 647.

18 Cf. *Métamorphoses du travail...*, I^{re} partie, *op. cit.*

19 Extrait de « À gauche c'est par où ? », *Lettre internationale*, été 1990.

20 Voir John Keane, *Democracy and Civil Society*, Londres, Verso, 1988.

21 • Exposé fait en mars 1990 au Cercle Condorcet, à Paris et publié, en une version condensée, dans *Le Monde diplomatique*, juin 1990.

22 Voir aussi sur ce point le chapitre 9.

23 Interview réalisée par Jean-François Alessandrini pour *Partenaires*, septembre 1990 (revue mensuelle publiée par le ministère du Travail).

24 Georges Chacornac, « L'adaptation des formations aux métiers de l'industrie ». Rapport remis à Roger Fauroux en mars 1990 (voir *Partenaires*, n° 5, juin 1990).

25 *Neue Gesellschaft/Frankfurter Hefte*, dirigée par Peter Glotz.

26 Pour plus de détails, voir A. Gorz, *Métamorphoses du travail...*, II^e partie, chap. 1 et 2, *op. cit.*

27 Ces points sont développés aux chapitres 8 et 9.

28 Article paru dans *Neue Gesellschaft/Frankfurter Hefte*, 6,1990.

29 Professeur à l'Université Humboldt de Berlin-Est, Rainer Land a élaboré avec une équipe de marxistes oppositionnels un projet de réforme radical-démocratique de la société est-allemande. Ce projet, *Das Umbaupapier*, paru en janvier 1990 chez Rotbuch (Berlin), représente une des tentatives les plus intéressantes de transformation socialiste d'un régime dit de « socialisme réel ».

30 Siegi Mattl, « Was bleibt vom Sozialismus ? » (Que reste-t-il du socialisme ?) dans *Mit wem zieht die neue Zeit ?*, Sommerwerkstatt Steyr, 1988.

31 Ivan Illich, *Le genre vernaculaire*, Paris, Le Seuil, 1983.

32 Pour plus de détails, voir A. Gorz, *Métamorphoses du travail...*, *op. cit.*, II^e partie, chap. 3.

33 Cf. *Métamorphoses du travail...*, *op. cit.*, I^e partie, chap. 1 et 2.

34 Johano Strasser, « Socialismus 2000 oder die Kunst des Möglichen », *Neue Gesellschaft/Frankfurter Hefte*, 6, 1990, p. 585 (c'est moi qui souligne).

35 Oskar Negt, « Aus Produktiver Phantasie », dans *Wege ins Reich des Freiheit*, Berlin, 1989, p. 69-70.

36 Oskar Negt, *Die Herausforderung der Gewerkschaften*, Frankfurt, New York, p. 292.

37 O. Negt, *op. cit.*, p. 33.

38 Quand il pose « le vrai travail » comme « travail vivant pour des buts communs », « travail public... pour l'ensemble de la société ». O. Negt, *op. cit.*, p. 32.

39 Horst Kern, Michael Schumann, *Das Ende der Arbeitsteilung ?* Munich, 1984, p. 277.

40 Voir A. Gorz, *op. cit.*, p. 190-211.

41 O. Negt, *op. cit.*, p. 180-181.

42 O. Negt, *op. cit.*, p. 180.

43 *Ibid.*, p. 38.

44 Rainer Land, « Ist wirtschaftliche Entwicklung gestaltbar ? » dans Michael Brie, Dieter Klein (éd.), *Umbruch zur Moderne ?*, Hamburg, 1991.

45 O. Negt, *op. cit.*, p. 266.

46 Parmi les recherches internationales dont cette conclusion se dégage, voir notamment Rainer Zoll (éd.), *Nicht so wie unsere Eltern*, Frankfurt/Main, Suhrkamp, 1989.

47 Voir à ce sujet J. Jessen et al., qui décrivent le travail pour soi comme une « niche » dans laquelle « l'aspiration à un travail pleinement humain peut survivre » et fonctionner comme « support de la conscience de soi et de la capacité critique », activer les « énergies critiques à l'égard du travail salarié organisé au sein d'une entreprise » (*Arbeit nach der Arbeit. Schattenarbeit, Wertewandel und Industrie arbeit*, Opladen, 1988, p. 277).

48 La même chose vaut, *a fortiori*, pour les processus de production automatisés, dans lesquels « le comportement [des opérateurs] acquiert une importance accrue pour le déroulement et le résultat du processus », précisément parce que « la quantité et la qualité ne sont plus fonction, au premier chef, de l'activité productive humaine mais résultent avant tout du comportement du processus et de la machinerie ». Par conséquent, « la conscience professionnelle et le souci

d'efficacité des opérateurs » doivent impliquer « une forte identification au travail et à la technique ainsi qu'avec les objectifs de production prédéterminés », écrivent Michael Schumann et al. (« Zwischenergebnisse aus dem Trendreport Rationalisierung in der Industrie », *Soziale Welt*, 1, 1990). Bien que leur souci, dans ce texte, soit ostensiblement de réfuter ce que j'ai écrit sur la part d'hétéronomie et d'aliénation que compte le travail, largement dématérialisé, des ouvriers de process, ils reconnaissent donc finalement que la compétence, l'initiative et la conscience professionnelle des opérateurs de systèmes automatiques servent des objectifs *prédéterminés* à travers les exigences de la machinerie et du processus technique.

49 Claus Offe, R. Heinze, *Organisierte Eigenarbeit*, Frankfurt, New-York, 1990, p. 105. Cf. A. Gorz, *Métamorphoses du travail...*, *op. cit.*, p. 168 et suiv. et 190 et suiv.

50 O. Negt, *Die Herausforderung...*, *op. cit.*, p. 32.

51 Cf. Ivan Illich (*Le genre vernaculaire*, *op. cit.*) qui montre que le concept de travail présente originellement celui-ci comme une activité « unisexe ».

52 Cf. A. Gorz, *Métamorphoses...*, *op. cit.*, p. 186-188.

53 Voir le remarquable article de Jean-Marc Ferry. « Habermas, critique de Hannah Arendt », *Esprit*, 6, 1980.

54 Extrait de Helga Grebing, Peter Brandt, Ulrich Schulze-Marmeling (éd.), *Sozialismus in Europa. Bilanz und Perspektiven*, Festschrift pour les 70 ans de Willy Brandt, Essen, 1989.

55 Oskar Negt, *Lebendige Arbeit, enteignete Zeit*, Frankfurt/Main, 1984, p. 188-189.

56 Voir, à ce sujet, A. Gorz, *Métamorphoses...*, *op. cit.* chap. 7.

57 Hinrich Oetjen, *Krise der Gewerkschaften*, Hattingen, 1989. L'auteur est directeur du centre de formation de l'Union des syndicats (DGB Bundesschule), à Hattingen.

58 Thèse développée en particulier dans A. Touraine, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984.

59 Cf. A. Gorz, *Métamorphoses...*, *op. cit.*, p. 53-55, 60-61, 219-220.

60 Voir A. Gorz, *Adieux au prolétariat*, III^e partie, chap. 1 et 2, Paris, Galilée, 1980.

61 Voir Peter Glotz, *Manifeste pour une nouvelle gauche européenne*, Aix-en-Provence, 1987 et, au chapitre 6 de *Métamorphoses...* (*op. cit.*), le résumé d'une étude de Wolfgang Lecher.

62 Rainer Zoll, *Nicht so wie unsere Eltern*, Opladen, 1989, fait le point sur cette recherche internationale dont le volet français n'a pu être réalisé faute de financement.

63 Sergio Benvenuto, Riccardo Scartezzini, « Verso la fine del giovanilismo », *Inchiesta*, Bari, novembre-décembre 1981.

64 O. Negt, *Lebendige Arbeit...*, *op. cit.* p. 188.

65 Cette revendication est présentée, en France, par l'Association des chômeurs et précaires (ACP-CASH, BP 222, 75634 Paris Cedex 13) qui propose qu'en contrepartie de ce droit les chômeurs et précaires s'engagent (en fait, soient tenus) d'accepter tout emploi qui leur sera offert.

66 Version remaniée d'un texte paru sous le même titre dans *Lettre internationale*, 25 (été 1990) en réponse à des questions du politologue britannique John Keane.

67 Jacques Delors, *La France par l'Europe*, Paris, Grasset, 1988.

68 Version remaniée d'un article paru en octobre 1989 dans *Partage*, journal mensuel du syndicat des chômeurs. Actualisé après l'unification des deux Allemagnes, ce texte a paru comme supplément aux trois publications du Sozialistisches Büro, en septembre 1990, puis dans *Neue Gesellschaft/Frankfurter Hefte*, 11, 1990. Le préambule a été écrit en collaboration avec Martin Jander qui, à l'époque, était responsable culturel de syndicat allemand des services publics et transports (OeTV).

69 Voir Guy Roustang, *op. cit.*

70 Voir Guy Aznar, *Le travail c'est fini et c'est une bonne nouvelle*, Paris, Belfond, 1990.

71 Voir, à ce sujet, les propositions d'Edgar Morin et al. Dans l'admirable *Un nouveau commencement*, Paris, Le Seuil, 1991.

72 L'actualité de la question démocratique après l'effondrement des États communistes a été le mieux analysée par U. Rödel, Günter Frankenberg, Helmut Dubiel, *Die Demokratische Frage*, Frankfurt/Main, 1989 ; Thomas Schmid, *Staatsbegräbnis. Von ziviler Gesellschaft*, Berlin, 1991. Voir aussi « Osteuropa – Übergänge zur Demokratie ? », *Transit. Europäische Revue*, 1, 1990.

73 Jiří Dienstbier, *Traumen von Europa*, Préface de Vaclav Havel, Berlin, 1991, p. 185.

74 Bernd Wagner, *Die Wut im Koffer. Kalamazonische Reden*. Berlin, 1991.

75 Voir à ce sujet (et pour tout ce qui suit) Claus Leggewie, *Multi Kulti. Règles de jeu pour une République pluriethnique*, Rotbuch Taschenbuch 28, Berlin, 1990, p. 74-87.

76 Un plaidoyer brillant, éclairé et néanmoins sceptique en faveur des contenus universels de la culture européenne a été présenté par Norberto Bobbio dans « Grandeur et décadence de l'idéologie européenne », *Lettre internationale*, 12, printemps 1987 et dans « L'Homme et ses droits », *Lettres internationales*, 21, été 1989. L'avenir, le « sens possible » (Gorz) de l'héritage européen se trouvent évidemment dans les droits de l'homme et du citoyen dont la vocation à l'universalité correspond à leur sens originnaire autant qu'à la réalité historique de leur avènement. Leur diffusion dans le reste du monde et leurs « générations » successives représentent pour

Bobbio les « indicateurs par excellence du progrès historique ». Bobbio distingue quatre « générations » de droits de l'homme, issues des grands conflits ou des grands mouvements des temps modernes : 1) les libertés fondamentales et les droits politiques du citoyen ; 2) les droits sociaux du citoyen ; 3) la catégorie par elle-même hétérogène des droits du consommateur, des droits à la qualité de vie écologique et du droit à la protection informationnelle, derrière lesquels se profilent déjà ; 4) la nouvelle génération des droits à la protection contre les manipulations du patrimoine génétique. (Voir N. Bobbio, *L'età dei diritti*, Turin, 1990.)

77 Cf. Edgar Morin, *Penser l'Europe*, Paris, Gallimard, 1987, ainsi que Edgar Morin, Gianluca Bocchi, Mauro Ceruti, *Un nouveau commencement*, Paris, Le Seuil, 1991.

78 Peter Glotz, *Der Irrweg des Nationalstaats. Europäische Reden an ein deutsches Publikum*, Stuttgart, DVA, 1990.

79 Voir Eduard Bernstein, *Sozialdemokratische Völkerpolitik*, Leipzig, 1919, et Karl Kautsky, *Nationalstaat, imperialistischer Staat und Staatenbund*, Nürenberg, 1915.

80 Pour se faire une idée des buts implicitement national-neutralistes de la « nouvelle politique à l'Est » d'Egon Bahr, voir son *Zum europäischen Frieden. Eine Antwort auf Gorbatschow* (Berlin, 1988). Sur les limites nationales de la politique européenne et du projet réformiste de G. Amendola, principal représentant de la « droite » italo-communiste et chef de la fraction du PCI au Parlement européen, voir l'excellent article (auto)critique d'Umberto Minopoli et Umberto Ranieri, « Il riformismo dopo il PCI », *MicroMega*, 1, 1991.

81 Cf. l'appel d'Adam Michnik à Willy Brandt, « Entre la Russie et l'Allemagne » dans A. Michnik, *La deuxième révolution*, Paris, 1990, p. 177-194.

82 Cf. la thèse stimulante exposée par Étienne Balibar au congrès sur « Migration et racisme en Europe » (Hamburg, 27-30 septembre 1990) : « Il n'existe pas d'État en Europe. Racisme et politique dans l'Europe d'aujourd'hui. »

83 La gauche anarcho-syndicaliste a découvert, à son corps défendant, que « le parti politique des ouvriers européens diffère normalement, dans son essence, du marxisme révolutionnaire » (Arthur Rosenberg, *Demokratie und Sozialismus*, Frankfurt/Main, 1962, p. 251.)

84 Voir Jacques Delors, *La France par l'Europe*, Paris, Grasset, 1988.

85 Peter Glotz, *Manifeste pour une nouvelle gauche européenne*, L'Aube, Aix-en-Provence, 1987.

86 Ulrich Beck, « Die Grünen in der Weltrisikogesellschaft », dans Ralf Fücks (éd.), *Sind die Grünen noch zu retten ?*, Reinbek, 1991.

87 Voir la proposition de « Charte des droits sociaux et culturels des minorités et des réfugiés dans la Fédération européenne » dans Claus Leggewie, *Multi Kulti*, op. cit., p. 160 et suiv.

88 De ce fait, les données macro-économiques du contrat social deviendraient (c'est le moins qu'on puisse dire) beaucoup plus compliquées ; il me semble aussi que le droit donné aux

immigrants de se déplacer et de s'embaucher légalement sur le marché du travail européen fera perdre pour longtemps son importance à la différence soulignée par Gorz entre une version « libérale » et une version « socialiste » du droit à un revenu social de base, avec ou sans droit (ou obligation) au travail. Pour le dire en détournant une formule de Claus Offe : l'établissement de minima européens sera plus important que la réalisation de maxima nationaux. Un revenu minimum garanti aux immigrants en même temps que leurs droits civiques et leur droit de chercher du travail me paraîtrait – d'un point de vue universaliste – plus important qu'une garantie de revenu à vie liée, de façon « socialiste », à l'accomplissement au cours d'une vie d'une certaine quantité de travail. La contradiction entre l'égalité des droits et l'inégalité sociale ne trouverait évidemment pas sa résolution dans ma formule : elle se verrait seulement garantir un espace de manifestation conflictuelle et de négociations publiques.

À ces observations, Gorz répond ceci :

Si l'accroissement de la population active doit être réglé par « des critères et des quotas d'immigration négociés à l'échelle de l'Europe entière » (OK), pourquoi « les données macro-économiques » deviendraient-elles alors « beaucoup plus compliquées » ? Les quotas d'immigration européens peuvent-ils être autre chose que la somme des capacités régionales d'accueil prévisibles ? Pour garantir aux immigrés non seulement le droit formel mais aussi la *possibilité* réelle « de se déplacer et de s'embaucher sur le marché du travail européen » (OK), l'évolution du marché, de la productivité, des qualifications demandées ne doit-elle pas être prévue à l'échelle des entreprises, des branches et des régions et une politique correspondante de formation professionnelle et de redistribution du travail ne doit-elle pas être pratiquée ? Ou alors, chers amis Claus et Otto, envisagez-vous une politique (néo)libérale à la Friedmann, qui abolit toutes les conventions collectives et les assurances sociales en faveur d'un revenu minimum garanti, afin que, sur un marché du travail entièrement dérégulé, les immigrants puissent se procurer du travail en acceptant, à la barbe des syndicats neutralisés, des salaires plus bas que ceux que demandaient les autochtones ?

Pourquoi êtes-vous d'avis que seuls des « minima » pourraient être garantis aux immigrants ? Pourquoi pas le « plein revenu » que j'envisageais aux chapitres 9 et 10 ? Pourquoi le contrat social garantissant un plein revenu durant les périodiques interruptions de toute activité salariée aussi bien qu'à l'âge de la retraite, ne devrait-il pas s'appliquer aussi aux immigrants ? Pourquoi ceux-ci ne seraient-ils pas partie prenante aux négociations des conventions collectives ? Qui donc profiterait du fait que seuls des minima seraient garantis et que, par conséquent, toute la dynamique des luttes revendicatives, des négociations collectives, de la protection sociale aussi étendue que possible se trouverait enrayée ? N'auriez-vous pas oublié que nous restons une société capitaliste, que l'antagonisme entre travail et capital persiste même quand les syndicats sont bureaucratisés et la classe ouvrière des industries avancées corporatiste et conservatrice ? Et que la réduction de toutes les garanties à un minimum accroîtrait seulement le taux de profit à la puissance et le champ d'action du capital ? D'éventuels minima européens dépendront toujours des minima *et des maxima* nationaux, donc du rapport des forces sociales.

Finalement, il faut toujours, pour le dire avec Kant protéger utopie (c'est-à-dire la norme de la plus grande équité possible) contre ceux qui invoquent l'état de choses donné. Sans quoi nous devenons des *miglioristi*, c'est-à-dire des gens qui se contentent d'améliorer ce qui est et perdent, ce faisant, la capacité d'une critique fondamentale.